

Naâma : 18 morts dans une collision

Lire l'article de R. N. page 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

CONSEIL DES MINISTRES
**L'allocation
chômage arrive** P. 2

COMMERCE

Vers un plafonnement des prix de l'huile et du sucre

Lire l'article de Abdelkrim Zerzouri page 3



FEUX DE FORÊTS Mises en garde des spécialistes

Lire l'article de R. N. page 4



COVID-19 La vaccination obligatoire n'est pas exclue

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

LE PLAN D'ACTION
DU GOUVERNEMENT
AUJOURD'HUI
DEVANT L'APN

«En finir avec
les pratiques
bureaucratiques»

Lire l'article de
El-Houari Dilmi page 2

OPINION

**De la banque
en Algérie :
du Trésor sans
guichet au guichet
sans Trésor ?**

Par A. Boumezrag
P. 8 & 9

DÉBAT

**Rentrée sociale :
le gouvernement
face au pouvoir
d'achat, l'inflation
et le chômage**

Par Abderrahmane
Mebtoul P. 6 & 7

**Présidentielles
françaises,
les couteaux
sont-ils déjà tirés ?**

Par Salim Metref P. 7

Le plan d'action du gouvernement aujourd'hui devant l'APN «En finir avec les pratiques bureaucratiques»

Alors que le plan d'action du gouvernement sera présenté aujourd'hui pour examen devant une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), le président de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification, Smaïl Kouadria, annonce déjà la couleur.



El-Houari Dilmî

En effet, intervenant sur les ondes de la Radio nationale, hier dimanche, le président de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification, a indiqué que «les textes réglementaires, issus des nouveaux projets de lois adoptés, seront promulgués dans les plus brefs délais, afin de permettre la relance rapide de la machine économique et le développement du pays».

Smaïl Kouadria a expliqué que «la volonté des nouveaux députés est de permettre une traduction dans les faits des projets de lois présentés par le gouvernement pour les accompagner de textes réglementaires d'application dénués de toute forme de lenteurs bureaucratiques afin d'encourager l'investissement». «Nous souhaitons vivement que les futurs projets de lois soient rationnels et surtout loin des pratiques bureaucratiques du passé, puisque l'expérience nous a montré que le problème en Algérie est lié aux divers obstacles contenus dans les textes d'application », a-t-il insisté. Le député du parti des Travailleurs (PT) a également émis le vœu de voir «les engagements exprimés par le gouvernement de Aïmen Benabderrahmane

ne accompagnés de textes réglementaires harmonieux, ceci pour permettre aux investisseurs nationaux et étrangers de concrétiser leurs projets rapidement, notamment en matière d'économie de la connaissance dont la loi-cadre a déjà été promulguée», ajoutant que «le temps est venu pour mettre en œuvre une nouvelle stratégie nationale de transfert de technologie et la mise en place de nouvelles facilitations en matière fiscale afin d'encourager la création d'entreprises».

Le président de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification, a, par ailleurs, indiqué que le plan d'action du gouvernement «insiste sur le volet économique surtout, qui vise à augmenter du niveau des exportations hors hydrocarbures et l'instauration de nouveaux mécanismes de financement qui permettent d'abord une satisfaction des besoins essentiels du citoyen, surtout dans ce contexte difficile marqué par la pandémie de Covid-19». Le député est également revenu sur le nouveau code des investissements, notamment dans son volet «lié au foncier industriel et la délivrance des permis de construction, l'accompagnement technique par les experts et la numérisation du système fiscal».

Conseil des ministres L'allocation chômage arrive

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a donné hier des instructions pour la prise de mesures d'urgence pour la relance du secteur du tourisme. Présidant une réunion du conseil des ministres, le chef de l'Etat a ordonné d'accorder un intérêt particulier au tourisme interne en promouvant les prestations touristiques à la hauteur des attentes des familles algériennes.

Il a aussi donné des instructions pour promouvoir le tourisme thermal aux niveaux national et international. Abdelmadjid Tebboune a aussi ordonné de revoir la politique des prix en cours, en vue de créer une véritable compétitivité entre investisseurs, et d'impliquer les représentations diplomatiques algériennes dans la promotion des produits artisanaux, et y réserver des espaces pour organiser des expositions permanentes.

Le chef de l'Etat a aussi donné des instructions pour l'organisation de l'artisanat selon les standards internationaux aux fins de garantir la qualité et l'authenticité des produits artisanaux. S'agissant de l'allocation chômage, le président de la république a donné les orientations suivantes : définir l'âge maximal pour les primo-demandeurs d'emploi éligibles à l'allocation chômage, selon des critères raisonnables et objectifs, compte tenu de la lenteur des investissements générateurs d'emploi et de la récession économique due à la pandémie de Covid-19.

- Mettre en place un système efficace de contrôle du fichier national des chômeurs, afin d'assurer

une distribution transparente et correcte de ladite allocation, en tenant compte des opportunités de travail disponibles dans différentes régions du pays.

- Définir les mécanismes juridiques de sanction pour toute fraude pour bénéficier de cette subvention, y compris la poursuite pénale.

- Distinguer l'allocation destinée aux jeunes chômeurs du reste des privilèges et allocations offerts aux jeunes.

Pour ce qui concerne la rentrée scolaire 2021-2022, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné de trouver des solutions immédiates à la souffrance des élèves due au poids du cartable. Et d'assurer une exploitation maximale des structures de l'Education et de l'Enseignement supérieur, et veiller à ne pas les soumettre aux horaires administratifs. Le chef de l'Etat a confié au ministre de l'Intérieur le contrôle et le suivi continus des conditions de transport scolaire et son amélioration avec la garantie de meilleures prestations, notamment dans les zones d'ombre. Ainsi que d'accélérer le lancement de l'Ecole nationale supérieure pour la formation d'enseignants spécialisés dans l'éducation des malentendants sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Autre orientation, valoriser la création de livres en braille pour les mathématiques et sciences, une première en Algérie. Et vacciner tout le personnel du secteur de l'Education nationale avant la rentrée scolaire.

S'agissant du secteur de la Jeunesse et des sports, le président de

la république a ordonné d'augmenter la cadence des préparatifs des Jeux méditerranéens qu'abritera notre pays, notamment l'organisation de stages et de compétitions préparatoires à tous les niveaux en vue de pallier le bilan négatif enregistré lors des derniers Jeux Olympiques.

Abdelmadjid Tebboune a aussi demandé d'étudier l'éventualité d'établir des partenariats internationaux pour la formation d'athlètes en vue de les encourager à participer aux prochains Jeux méditerranéens. Et d'accorder davantage d'intérêt aux athlètes spécialisés dans des disciplines olympiques en vue de réaliser de meilleurs résultats et aux sports scolaires et universitaires dans diverses spécialités et organiser des championnats locaux, de wilaya et régionaux en vue de lancer un projet sportif national. Le chef de l'Etat a aussi décidé de réorganiser le Lycée sportif, de sorte à ouvrir des annexes régionales à Constantine, à Oran et à Ouargla, après définition précise de l'engouement des élèves pour cette spécialité en milieu éducatif.

Et transférer tous les dossiers des projets de réalisation des grandes infrastructures sportives au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en vue d'assurer un suivi permanent et efficace de leur réalisation.

Concernant le secteur de la santé, le président Tebboune a ordonné d'exploiter le stock national de vaccins importés, en tenant compte de l'évolution de la cadence de production locale à venir.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Nouveau chapitre de l'histoire ?

Que cache vraiment le rééquilibrage ou le nouveau façonnement de la stratégie militaire US, son déploiement

militaire hors des frontières notamment, mené à la hussarde depuis l'installation du président Joe Biden à la Maison Blanche ?

Il est vrai que ce rééquilibrage était inscrit sur les tablettes des stratégies américaines depuis quelques années, déjà, mais on assiste ces dernières semaines à des mouvements accélérés dans le cadre de ce recalibrage des relations qu'entretiennent les Etats-Unis avec de nombreux pays, avec lesquels les relations en question semblaient figées dans le temps, impossible à chambouler du jour au lendemain sans passer par des périodes chaotiques. Ce que les stratégies US ne doivent certainement pas ignorer.

L'épisode chaotique en cours après le retrait militaire des Etats-Unis d'Afghanistan, dans le sillage d'une présence militaire qui aura duré deux décennies, donne une idée sur l'abandon des américains d'une stratégie qui a fait long feu, ou qui a accompli une mission arrivée à sa fin. Et, le retour des Talibans au pouvoir en Afghanistan ne semble guère inquiéter les Etats-Unis, qui se déclarent seulement surpris par la rapidité de la chute de Kaboul. Tout comme la forte probabilité d'un basculement de ce pays du côté de la Chine et l'Iran, qui aurait autrefois dérangé au plus haut point Washington, est accueillie présentement le plus normalement du monde. Le retrait militaire d'Irak également, qui sera effectif d'ici la fin de l'année en cours, même s'il ne serait pas similaire à tout point de vue à l'Afghanistan, en raison des institutions assez stables en place, le risque de l'influence iranienne dans ce pays n'est pas à écarter. Mais qui s'en souciait outre mesure ? Pas les

américains, vraisemblablement tournés vers de nouveaux défis dans d'autres parties du monde, et qui n'en peuvent plus de supporter des dépenses énormes sans grands intérêts pour eux, du moins c'est ce qu'ils laissent penser. Et, il y a encore du « gros calibre » dans ces changements de la stratégie militaire US. On croyait que la vieille politique américaine au Moyen-Orient serait inchangeable quels que soient les problèmes et humeurs du temps, mais on assiste là également à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie militaire qui ne cadre pas avec les engagements américains. Les Etats-Unis d'Amérique qui ont entamé un retrait à grande échelle de leurs propres systèmes de défense aérienne et de défense antimissile déployés dans des pays du Moyen-Orient, ont accéléré la cadence depuis le mois de juin dernier avec le retrait des batteries antimissiles d'Irak, du Koweït, de Jordanie et d'Arabie saoudite, ainsi qu'un bouclier antimissile THAAD qui avait été déployé en Arabie saoudite. Et pour couronner l'opération, les américains ont retiré d'Arabie saoudite ces derniers jours leurs systèmes de défense antimissile les plus avancés, dont les batteries de missiles Patriot. Qui aurait pensé qu'on en arriverait à ce stade ? Quand on sait que chaque batterie antimissile exige la présence de plusieurs centaines de militaires, leur retrait signifie la fin de mission pour de milliers de soldats américains au Moyen-Orient. Ces pays, dont l'Arabie Saoudite, vont se tourner vers la Chine et la Russie pour acquérir de nouveaux systèmes de défense antiaérienne, les Etats-Unis ne peuvent que trop le savoir, mais cela ne semble pas leur causer trop d'inquiétudes. Sommes-nous témoins de l'ouverture d'un nouveau chapitre de l'histoire des relations internationales ?

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Commerce Vers un plafonnement des prix de l'huile et du sucre



Abdelkrim Zerzouri

Un projet de décret exécutif qui plafonne les prix à consommateurs et des marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc a été examiné lors d'une réunion du gouvernement, tenue samedi dernier.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le projet de décret présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations est relatif au projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n° 11-108 du 06/03/2011, fixant le prix plafond à consommateur ainsi que les marges plafonds à la production, à l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, de l'huile alimentaire raffinée ordinaire et du sucre blanc.

La même source explique que ce projet de texte « vise à mieux rationaliser les importations des produits intermédiaires et des produits finis pour cette catégorie de denrées alimentaires, à travers notamment l'élargis-

sement de la compensation des prix à d'autres matières produites localement afin de protéger la production nationale ».

Le souci de la stabilisation des prix du sucre blanc et de l'huile alimentaire ordinaire raffinée est reflété également par la signature d'un autre décret présidentiel, n° 21-310, le 11 août dernier, portant sur le transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Plus de 13 milliards de dinars ont été, ainsi, alloués par l'Etat à la stabilisation des prix du sucre blanc et de l'huile alimentaire ordinaire raffinée. Et, on ne voudrait surtout pas que ce budget aille à la compensation des importations de produits intermédiaires et des produits finis pour cette catégorie de denrées alimentaires.

Cette nouvelle législation pousserait les producteurs à acquérir ces produits intermédiaires et produits finis auprès de producteurs locaux qui, eux, bénéficient de la compensation des prix, ce qui leur offrirait l'aptitude d'afficher des prix compétitifs en fonction des plafonnements mis en place par les pouvoirs publics.

Oran L'unité d'oxygène médical de l'usine «RayanOx» entre en production

L'unité de production d'oxygène médical de l'usine "RayanOx", implantée à Béthioua à l'est d'Oran, est entrée dimanche en production, apprend-on de son gérant, Mohamed Amine Tazi.

Mise en service le 25 août écoulé par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, et le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed, cette unité a rencontré des problèmes techniques ayant entravé sa réelle entrée en production, indique son gérant.

Une équipe d'experts étrangers a été dépêchée pour veiller au démarrage de cette unité d'une capacité 100.000 litres par jour et la machine a été mise en branle dans la nuit de samedi. Les premières

quantités d'oxygène devaient être récupérées dans la nuit d'hier dimanche, soit 24 heures après, explique M. Tazi.

L'usine est sensée régler "une fois pour toutes" les pénuries d'oxygène, dans la wilaya d'Oran et la région Ouest du pays, qui résultent de la forte demande sur cette matière vitale, notamment au cours des pics de l'épidémie de la Covid-19, estiment les spécialistes. Ce sont les services de la wilaya d'Oran qui assureront la distribution de l'oxygène médical produit par "RayanOx" aux établissements de santé de la wilaya, alors que l'excédent sera destiné pour couvrir les besoins des wilayas voisines, voire même celles des autres régions en cas de besoin, précise-t-on.

Covid-19 La vaccination obligatoire n'est pas exclue

El-Houari Dilmli

La campagne nationale de vaccination a été prolongée jusqu'au 16 septembre prochain et «l'Algérie réceptionnera quinze (15) millions de doses de vaccin anti-Covid-19 d'ici à mi-octobre prochain», a déclaré, hier dimanche, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Alger (IPA), Fawzi Derrar. En effet, s'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le DG de l'IPA a expliqué que la réception de cette importante quantité de vaccin anti-coronavirus intervient en application d'un accord passé avec le partenaire chinois, précisant que l'objectif premier du ministère de la Santé «est de vacciner 75% de la population avant la fin du mois d'octobre prochain».

Un objectif réalisable selon Fawzi

Derrar, «au vu de la quantité de vaccins disponible, même si l'opération de vaccination reste tributaire de la volonté des citoyens à se faire vacciner et ainsi se prémunir contre le virus tueur », a-t-il souligné.

Le DG de l'IPA a également indiqué que son institut dispose d'un stock de sept (07) millions de doses, en plus des quantités distribuées aux directions de la santé des wilayas.

Au sujet de la vaccination des élèves et des étudiants, Fawzi Derrar a expliqué qu'il «n'est pas raisonnable de vacciner les élèves avant l'achèvement de l'opération de vaccination des personnels éducatifs, d'où la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation et la conjugaison des efforts de tous les secteurs pour la réussite de cette action

d'intérêt public et d'une importance capitale». «Après cela, nous pourrions entamer la vaccination des élèves, puisque des études scientifiques ont démontré l'utilité du vaccin anti-Covid chez cette catégorie de la population», a-t-il souligné.

Mettant en garde contre l'apparition de nouveaux variants et d'une quatrième vague « qui reste du domaine du possible », le DG de l'IPA a insisté sur la « nécessité impérieuse de se faire vacciner pour éviter ce que le pays a vécu par le passé », ajoutant que «les règles de prévention et une vigilance de tous les instants doivent plus que jamais rester de mise».

Fawzi Derrar n'a pas exclu de rendre la vaccination obligatoire «si les objectifs tracés par les autorités sanitaires du pays ne sont pas atteints», a-t-il prévenu.

Coronavirus: 246 nouveaux cas et 20 décès enregistrés

Deux cent quarante-six (246) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 196 guérisons et 20 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 200.068, dont 246 nou-

veaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.578 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 136.662 cas. Par ailleurs, 33 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 20 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont en-

registré de 1 à 9 cas, tandis que 8 wilayas ont connu 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Raïna Raïkoun
El-Houari Dilmli

**On ne fait pas
de la politique avec
un ventre creux !**

Le gouvernement Aïme ne Benabderrahmane présente, aujourd'hui, son plan d'action devant le Parlement. Sur la corde raide, le nouveau staff gouvernemental va marcher sur des œufs, tant la situation, sociale surtout, est explosive. La folle sarabande qui s'empare de la mercuriale ces dernières semaines, et l'incapacité criarde des autorités publiques à circonscrire l'incendie qui embrase les étalages des marchés, nécessite une loi d'urgence sociale. Et au plus tôt. Le pouvoir d'achat s'est outrageusement dégradé, se divisant par deux en moins d'une décennie.

Autrement dit, un salaire de 30.000 dinars d'il y a 10 ans, est en réalité de 15.000 DA ou moins par les temps actuels, plus que difficile pour le commun des chefs de famille. Des catégories sociales entières sont en train de plonger, tête la première, dans la paupérisation, avec ce que cela induit comme péril sur la paix sociale. Mais aussi sur la santé tout court des Algériens. Au pays où l'oseille n'a pas la même odeur pour tous, «le miracle économique», du soleil de la liberté à nos jours, consiste encore et toujours en un «jeu de dupes» aussi inutile que scélérat : compresser

la demande sociale en réduisant jusqu'au goulot, de l'offre, provoquant au coup, une situation ubuesque où celui qui a dix sous neufs fourre sa main baladeuse dans la poche de celui qui a

un demi-douro trop usé. Sinon, comment dégoupille-t-on cet épais mystère algéro-algérien qui voudrait qu'à chaque fois que la situation semble s'améliorer en matière de disponibilité des produits alimentaires de toutes sortes, la mercuriale s'arrache les cheveux... à en perdre raison ! L'urgence sociale se pose avec autant d'acuité qu'il n'est plus possible de faire payer la baguette de pain au même prix à un smicard et un multimilliardaire.

Comme le pays doit absolument dégraisser le mammoth, avec une moyenne de 20 milliards de dollars de transferts sociaux chaque année, un record mondial.

On ne fait pas de la politique avec un ventre vide, tout comme « les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux », disait feu le « Moustachu ». Il y a trop longtemps que le pays racle le bas de laine dans l'entretien de la chaîne alimentaire nationale. Peut-être pour détourner notre regard désabusé de la chose politique. Basta !

Linde Gas Algérie augmente de 33% sa production d'oxygène

La société de production d'oxygène liquide, Linde Gas Algérie a annoncé dimanche dans un communiqué l'augmentation de 33 % de sa production globale d'oxygène depuis le mois de juillet afin de répondre à la forte demande des établissements sanitaires.

«Face à cette troisième vague de la pandémie (covid19) qu'a connue l'Algérie depuis le début du mois de juillet qui s'est traduite par une demande

croissante en oxygène à usage médical dans divers établissements hospitaliers, Linde Gas Algérie continue de mobiliser la plénitude de ses moyens humains et matériels afin de répondre présent aux besoins des établissements sanitaires», a précisé la même source. «Avec ces différentes unités de production, l'entreprise enregistre une augmentation de la production globale à 33% par rapport à la même période de

l'année dernière», a ajouté le communiqué.

L'entreprise a participé également, en collaboration avec d'autres opérateurs économiques activant dans le domaine du gaz industriel, dans le cadre d'une opération de don, à l'acheminement et la livraison de près de 130.000 L d'oxygène à titre gracieux aux différents établissements hospitaliers à travers le territoire national, a fait savoir Linde Gaz.

Feux de forêts Mises en garde des spécialistes



R. N.

Des spécialistes, interrogés par l'APS, plaident pour la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour stabiliser les sols des forêts avant la prochaine saison pluviale, notamment dans les régions montagneuses exposées au phénomène de l'érosion après les derniers incendies.

«Les incendies de forêts entraînent une destruction de la flore dont les racines aidaient à fixer le sol et éviter l'érosion. Avec l'arrivée des prochaines pluies, il n'est pas exclu d'assister à l'aggravation de ce phénomène de dégradation de nos sols», ont-ils expliqué.

A ce sujet, l'enseignant-chercheur dans le domaine de l'écologie et patrimoine forestier à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB), Pr. Bensaid Sahraoui, recommande «la construction de murs en pierres sous formes de croissants pour bloquer la terre et éviter l'affaissement des sols, et de creuser des fossés permettant à l'eau de s'infiltrer». M. Sahraoui a également évoqué le recours à l'établissement de «ban-

quettes» pour retenir l'eau et diminuer l'énergie cinétique qui entraîne le mouvement des sols et l'érosion. «Ce sont des techniques qui ne sont pas coûteuses et que des riverains eux-mêmes peuvent prendre en charge. Il suffit juste de vulgariser ces systèmes anti-érosifs pour aider à la protection des sols et des espaces forestiers», a soutenu l'universitaire.

De son côté, la sous-directrice chargée de la préservation et de la valorisation des écosystèmes montagneux, steppiques et désertiques auprès du ministère de l'Environnement, Hafida Moufida Lameche, a indiqué que «le sol en proie à diverses dégradations est impacté par les derniers feux de forêts. Avec les prochaines intempéries, nous assisterons notamment à l'envasement de nos barrages», a-t-elle alerté tout en plaidant pour un plan urgent afin de stopper l'érosion des sols.

Mme. Lameche a relevé en outre que «les incendies peuvent être bénéfiques pour la forêt s'ils surviennent tous les 10 à 15 ans». «Ils permettent la régénération naturelle. Les petits arbres peuvent produire des graines. Mais l'intensité de ces

feux et leur reproduction chaque année produisent l'effet contraire», a-t-elle expliqué. «Ces feux répétés sont destructifs, car ils représentent un facteur clé dans l'appauvrissement de la diversité biologique des écosystèmes», a-t-elle ajouté.

Quant à la responsable chargée des changements climatiques auprès du ministère de l'Environnement, Fazia Dahleb, elle estime que «les risques de pluies diluviennes et d'inondations auraient des conséquences sur la nature notamment des glissements de terrain».

LE REBOISEMENT, SOUS CERTAINES CONDITIONS

S'agissant du reboisement, le Pr. Bensaid a insisté sur l'importance de laisser la forêt touchée par un incendie de se régénérer naturellement pendant au moins une année. Selon ce spécialiste, il n'y a pas lieu de s'empresse dans l'opération de reboisement après les derniers feux enregistrés. «Si une forêt ne s'est pas régénérée naturellement après une année depuis la survenance de l'incendie, à ce moment-là il faudrait procéder au reboisement. Et pour assurer la reconstitution de ce patrimoine naturel, il est préférable de planter l'espèce originale c'est-à-dire celle qui existait auparavant dans le même endroit», a-t-il mentionné.

Pour ce qui est des vergers et des espaces cultivés par des agriculteurs, le Pr. Bensaid a estimé que la reconstitution peut être envisagée avec l'aide de l'Etat de manière à replanter des espèces intéressantes pour l'économie de la région tels que l'olivier, le caroubier et le figuier.

Pour rappel, les incendies enregistrés depuis le début de l'été ont ravagé plus de 8900 ha des forêts de Khenchela alors ceux déclarés dans les autres régions du pays ont touché près de 62 000 hectares. La wilaya de Tizi Ouzou est la plus touchée avec près de 30 000 hectares brûlés et ce dans 42 communes touchées dont près de 60% de la superficie incendiée est constituée de forêts.

Lamamra reçu par le président du Congo



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été reçu samedi à Brazzaville par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguessou, indique un communiqué du ministère.

Le chef de la diplomatie algérienne qui a effectué une visite de travail de deux jours en République du Congo, a été longuement reçu en audience par M. Denis Sassou Nguessou Président de la République du Congo, à qui il a transmis un message cordial d'amitié de la part de son frère le président de la République Abdelmadjid Tebboune.

"Les discussions ont permis de mettre en exergue la détermination qui anime les deux chefs d'Etat d'insuffler une nouvelle dynamique aux liens de fraternité, de coopération et de solidarité qui unissent les deux pays, et leur volonté commune d'œuvrer dans le prolongement de leur engagement panafricaniste en faveur des causes justes et de l'unité du continent", souligne-t-on de même source.

L'audience a été l'occasion d'aborder la situation qui prévaut en Libye. Le ministre a informé le président Sassou Nguessou, qui assure la présidence du Comité de haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye, des principales conclusions de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye tenue récemment à Alger et des perspectives d'une action conjointe des deux pays pour faire aboutir le processus de sortie de crise et de réconciliation nationale.

Ont été également abordées les questions de paix et de sécurité en Afrique, en particulier la situation prévalant dans l'espace sahélo-saharien. "A cet

égard, M. Lamamra a informé le président Sassou Nguessou des propositions présentées par l'Algérie au président en exercice de l'Union Africaine dans le cadre de l'accomplissement de son mandat de Coordonnateur de l'Union Africaine sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique", ajoute le MAE. De son côté, "tout en se félicitant de la qualité de relations bilatérales historiques ancrées dans la lutte commune des deux peuples frères pour la décolonisation et l'émancipation du continent, le président Sassou Nguessou a chargé le ministre Lamamra d'exprimer à son frère le président Abdelmadjid Tebboune le plein appui de la République du Congo aux efforts déployés par l'Algérie pour la promotion de la paix, de la réconciliation et de la stabilité en Afrique en général et dans la région sahélo-saharienne en particulier" ajoute le communiqué.

Il a tenu également à saluer l'engagement constant de l'Algérie en faveur de la préservation du partenariat entre l'Afrique et le monde arabe.

Au cours de son séjour à Brazzaville, le ministre a eu également une séance de travail avec son homologue congolais Jean-Claude Gakosso qui a été élargie à l'ensemble des cadres supérieurs du ministère des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger.

Lors des entretiens, les Chefs de la diplomatie des deux pays ont passé en revue l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement.

Ils se sont, par ailleurs, consultés sur les principales questions d'actualité aux niveaux régional et international, en prévision des prochaines échéances, notamment les travaux de l'Assemblée Générale des Nations Unies et du Conseil exécutif de l'Union Africaine.

Naama

18 morts dans une collision

Dix-huit (18) personnes ont trouvé la mort, hier, dans un terrible accident de la route survenu sur le territoire de la daïra de Mecheria, relevant de la wilaya de Naama.

Le drame s'est produit sur le RN6, au lieu dit Oued Khebaza, dans la commune d'El Biodh, (20 km au nord de la ville de Mecheria), lorsqu'un camion semi-remorque et un car de transport de voyageurs reliant Sidi Bel Abbes à Boussemghoune, dans la wilaya d'El-Bayadh, sont entrés en collision. Le bi-

lan fait état également de six blessés. Les services de la Protection civile ont mobilisé 34 agents et cinq officiers, ainsi que six ambulances et trois camions de secours pour transférer les victimes vers les services de la morgue et des urgences médico-chirurgicales de l'Etablissement public hospitalier "Frères Chénafa" de Mecheria.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de cet horrible drame de la route. **R. N.**

Remboursement des dettes des entreprises en difficulté 81 dossiers supplémentaires acceptés par l'ANADE

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ) a accepté 81 dossiers en vue du remboursement des dettes des micro-entreprises en difficulté par le Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits.

Cinq cents dossiers (500) d'entreprises en difficulté sur un total de 10.099 présentés par les représentants des banques de la wilaya de Guelma ont été examinés lors de la 20e séance de travail dont 81 acceptés avec un montant de

remboursement dépassant les 13 mds de centimes pour la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités selon le cas, a précisé l'Agence dans son communiqué.

La séance a été marquée par le report pour réexamen, du traitement de 416 dossiers relatifs à des entreprises toujours en activité qui seront accompagnées par l'ANADE à travers le rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de

charges pour la relance de leurs activités dans le cadre des conventions signées, selon le communiqué.

La même source a également fait état de la régularisation définitive de 02 dossiers des promoteurs de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence et d'un (01) dossier renvoyé à la banque car ne répondant pas aux conditions.

A noter que l'ANADE programme des séances hebdomadaires pour l'examen de pas moins de 500 dossiers par séance.

Sonatrach adopte son nouveau code d'éthique

Le groupe Sonatrach a rendu public dimanche son nouveau code d'éthique qui se veut un engagement à conduire ses activités avec "transparence" pour permettre à l'entreprise d'accomplir sa mission au service du développement et de la prospérité du Pays, a souligné son PDG, M. Toufik Hekkar.

"L'éthique du Groupe se décline d'abord dans notre engagement à conduire nos activités avec intégrité,

transparence, équité et excellence pour permettre à notre Entreprise d'accomplir sa mission au service du développement et de la prospérité du Pays" a affirmé M. Hekkar dans un message de présentation du code, publié sur la page Facebook du groupe.

Il a, dans ce cadre, souligné que ce code qui vient d'être adopté par Sonatrach est un "fruit d'une réflexion collective autour des valeurs

et principes qui doivent guider nos comportements et inspirer nos décisions, afin de renforcer son capital confiance auprès de ses parties prenantes internes et externes".

A ce propos, M. Hekkar a appelé les travailleurs de l'Entreprise à incarner ces valeurs et à les promouvoir auprès des partenaires et de toutes les autres parties prenantes et ce, partout où Sonatrach est présente.

Attentats du 11-Septembre

Une note déclassifiée du FBI évoque une implication saoudienne

Le gouvernement américain a déclassifié samedi une note du FBI qui renforce les soupçons d'implication de Ryad dans les attentats du 11 septembre 2001 commis par Al-Qaïda, sans toutefois fournir les preuves qu'espéraient les familles des victimes poursuivant l'Arabie saoudite en justice.



Parmi les 19 pirates de l'air qui ont détourné quatre avions de ligne, dont deux ont été projetés dans les tours jumelles du World Trade Center faisant près de 3.000 morts, 15

étaient des ressortissants saoudiens. La note qui vient d'être déclassifiée à l'occasion du vingtième anniversaire du 11-Septembre, datée du 4 avril 2016, insiste sur les liens entre Omar al-Bayoumi, un agent saoudien présumé

qui était installé en Californie, et deux hommes qui feront partie des pirates de l'air, Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar, auxquels il a été soupçonné d'apporter une aide logistique.

Le document, qui se fonde sur des entretiens réalisés en 2009 et 2015 avec une source dont l'identité est classée, détaille les contacts et les rencontres d'Omar al-Bayoumi avec Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar, tous deux arrivés en Californie en 2000 avant les attentats. Il montre également des liens encore plus forts que ceux déjà connus entre ces deux hommes et Fahad al-Thumairy, imam conservateur d'une mosquée de Los Angeles et diplomate accrédité au consulat saoudien à la fin des années 1990. Selon le document, des numéros de téléphone associés avec la source montrent des contacts avec un certain nombre de personnes qui ont aidé Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar, dont Omar al-Bayoumi et Fahad al-Thumairy et y compris la source elle-même. La source a indiqué au FBI que al-Bayoumi, par delà son statut officiel d'étudiant, occupait «un rang très élevé» au consulat saoudien. «L'aide de Bayoumi à Hamzi et Midha comprenait des traductions, des voyages, du logement et du financement», selon la note.

L'épouse de la source a déclaré que al-Bayoumi parlait souvent de «jihad», poursuit le document. La note établit également d'autres liens, via des rencontres, conversations téléphoniques ou autres communications, entre al-Bayoumi et Thumairy avec l'Américano-yéménite Anouar al-Aulaqi, propagandiste d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) tué par des drones américains au Yémen

en septembre 2011. Toutefois, le document publié a été copieusement expurgé et n'offre pas de lien direct entre le gouvernement saoudien et les pirates de l'air. Il a été déclassifié après des pressions exercées sur le président américain Joe Biden par des familles de victimes qui poursuivent l'Arabie saoudite pour complicité dans l'organisation des attentats. Trois administrations successives ont refusé de déclassifier et publier des documents sur les attentats et ont été accusées de vouloir protéger l'alliance historique entre Washington et Ryad. La monarchie pétrolière sunnite a toujours nié la moindre implication dans les attentats du 11 septembre 2001 et elle a été lavée de tout soupçon par une commission d'enquête américaine en 2004.

Jim Kreindler, l'un des principaux avocats impliqués dans les poursuites des familles de victimes contre l'Arabie saoudite, a estimé que la note déclassifiée en validait l'argument-clé portant sur le soutien du gouvernement saoudien aux pirates de l'air.

«Avec cette première déclassification de documents, vingt ans durant lesquels l'Arabie saoudite a compté sur le gouvernement américain pour couvrir son rôle dans le 11-Septembre touchent à leur fin», a déclaré Jim Kreindler dans un communiqué. Les familles attendent des preuves plus fortes avec la publication d'autres documents déclassifiés attendue dans les six prochains mois aux termes du décret pris début septembre par Joe Biden.

Tchad : plusieurs centaines de manifestants contre la junte

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à N'Djamena contre la junte qui dirige le Tchad depuis la mort d'Idriss Déby Itno, encadrées par un fort dispositif policier. Des associations de la société civile ont appelé à manifester contre la charte du Conseil militaire de transition (CMT), dirigé par le fils d'Idriss Déby, Mahamat Idriss Déby Itno. Ces marches, régulièrement organisées depuis le décès de l'ex-président en avril, dénoncent aussi l'attitude de la France, l'ancienne puissance coloniale, accusée par une partie de l'opposition de soutenir le nouveau pouvoir. «Le Tchad n'est pas un royaume», «Non au soutien de la France au système Déby père et fils», était-il notamment écrit sur les affiches des manifestants. La marche avait été autorisée par les autorités.

La manifestation, encadrée par des forces de l'ordre déployées massivement, s'est déroulée dans le calme, selon un journaliste de l'AFP. Succès Masra, farouche opposant des Déby et fondateur du mouvement politique Les Transformateurs, participait pour la première fois à l'une de ces manifestations depuis la mort du président-maréchal Déby. «Rien que pour la mémoire de nos martyrs, nous ne devons jamais abandonner la lutte», a-t-il déclaré aux médias. Le 27 avril, six personnes avaient été tuées à N'Djamena et dans le sud du Tchad, selon les autorités, neuf selon une ONG locale, au cours de manifestations interdites. «Nous marchons aujourd'hui pour exiger la révision de la charte régissant la transition et dénoncer les arrêtés mettant en place les comités non inclusifs du dialogue», a aussi confié à l'AFP Max Loalngar, porte-parole de Wakit Tamma, une plateforme de l'opposition.

Mais un autre organisateur de la marche et opposant au régime, Mahamat Nour Ibedou, secrétaire général de la Convention tchadienne de défense des droits de l'Homme (CTDDH), a affirmé samedi au cours d'une conférence de presse que son organisation «compte participer au dialogue national inclusif» et «entend désormais s'impliquer dans tout le processus de transition ainsi que dans



les institutions et instances» du pays. Depuis l'annonce de la mort du président Déby le 20 avril, Mahamat Idriss Déby Itno, 37 ans, a promis des élections «libres et démocratiques» à la suite d'un dialogue national censé réconcilier tous les Tchadiens.

La période de transition est de 18 mois renouvelable, mais la junte n'a pas exclu une prolongation. Mahamat Idriss Déby concentre presque tous les pouvoirs et s'est arrogé les titres de président de la République et de chef suprême des armées.

Rentrée sociale : le gouvernement face au pouvoir d'achat, l'inflation et le chômage

Par Abderrahmane Mebtoul *

Avec une économie en berne qui après plusieurs décennies d'indépendance politique repose toujours sur la rente des hydrocarbures (98% des recettes en devises) avec la rentrée sociale 2021, la marge du gouvernement est étroite, se trouvant face à un dilemme du fait du retard dans les réformes structurelles depuis de longues décennies: soit augmenter les salaires via la planche à billets (financement non conventionnel), la théorie néo keynésienne de relance de la demande globale, à travers l'émission monétaire, résolvant un problème à court terme mais amplifiant la crise à moyen terme, étant inappropriée pour l'Algérie qui souffre de rigidités structurelles (léthargie de l'appareil de production) et se trouve en face d'une spirale inflationniste incontrôlable comme au Venezuela.

Ne pas les augmenter et se trouver face à un processus inflationniste élevé et la détérioration du pouvoir d'achat, devant l'intensification des revendications sociales. La population face aux nombreux scandales financiers exige un sacrifice partagé, que l'Etat et les hommes chargés de gérer la Cité donnent l'exemple, pour la nécessaire cohésion sociale.

EVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE ET DE LA COTATION DU DINAR Les réserves de change ont évolué ainsi de 2001 à mai 2021

2001: 17,9 milliards de dollars,-
2002: 23,1 milliards de dollars,-
2003: 32,9 milliards de dollar,-
2004: 43,1 milliards de dollars,-
2005: 56,2 milliards de dollars,-
2010: 162,2 milliards de dollars,-
2011: 175,6 milliards de dollars,-
2012: 190,6 milliards de dollars,-
2013: 194,0 milliards de dollars,-
2014: 178,9 milliards de dollars,-
2015: 144,1 milliards de dollars,-
2016: 114,1 milliards de dollars,-
2017: 97,33 milliards de dollars,-
2018: 79,88 milliards de dollars,-
2019: 62 milliards de dollars-

Fin 2020, 48 milliards de dollars et entre avril/mai 2021 : 44 milliards de dollars.. Les réserves de change ont baissé entre 2019/2020 de 20 milliards de dollars devant tenir compte de la balance de paiements et non de la balance commerciale d'une signification limitée. Comme la LF-2021, les dépenses budgétaires (dépenses de fonctionnement et d'équipement) qui se situent à environ 64,98 milliards de dollars, au cours de 128 dinars 1 dollar, au moment de l'établissement de la loi et les recettes fiscales globales (ordinaires et pétrolières) estimées à 41,62 milliards de dollars, nous aurons un déficit budgétaire record de plus de 21,75 milliards de dollars contre à la clôture 2020 de 18,60 milliards de dollars avec un déficit global du trésor de 28,26 milliards de dollars, soit 17,6% du PIB, le solde des réserves de change fin 2021 devrait s'établir à moins de 20 milliards de dollars.

Qu'en sera-t-il en 2022, où la loi



de Finances 2021 pour son équilibre, s'établit à plus de 100 dollars le baril et selon Bloomberg citant le FMI dans une note début avril 2021 entre 135/150 dollars le baril? Sonatrach connaît une décroissance de sa production en volume physique, profitant légèrement de la remontée des cours depuis la fin du premier semestre 2021, espérant avoir une recette d'environ 30 milliards de dollars fin 2021, le chiffre d'affaires auquel il faut retirer les cours pour avoir le profit net. Le cours du pétrole du 11 novembre 2021 est de 72,88 dollars le Brent, 69,69 le Wit pour un cours euro/dollar de 1,18. Quant au gaz naturel qui représente en moyenne 33% des recettes de Sonatrach (70% canalisation fonctionnant en sous-capacités, 30% GNL), le cours est de 4,57 dollars le MBTU le 11 septembre 2021 étant coté le 11 septembre 2021 à 4,57 dollars le MBTU, une nette augmentation par rapport à 2019/2020, où le cours fluctuait entre 2,5-3 dollars le MBTU, mais inférieur aux années 2007/2009 où il était entre 10/12 dollars le MBTU, le marché naturel étant l'Europe avec une forte concurrence, ne pouvant pas aller au niveau du marché asiatique où pour la rentabilité le cours devrait dépasser les 10 dollars le MBTU.

Mais ne devant pas oublier que les exportations en volume physique sont passées entre 2008 à 2021 pour le pétrole de plus de 1,2 million barils/j à 950.000 barils/j selon le rapport de l'OPEP, début juillet 2021 et les exportations de gaz, la même période de 65 milliards de m³ à 43 en 2019, à 41 en 2020, espérant 43/44 pour 2021.

Cela influe sur toute l'économie algérienne dont le niveau des réserves de change et le taux de crois-

sance réel, du produit intérieur brut (PIB), alors que la population est en croissance dépassant les 44 millions, qui a été en 2019 de 0,8%, en 2020 moins 6% avec une prévision de 2,3% en 2021 pour le FMI et 4% pour le gouvernement. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente, le taux de croissance négatif positif en 2021, rapporté à 2020, moins de 6% donne toujours un taux de croissance faible, en termes réels entre 0 et 1% largement inférieur à la croissance démographique, supposant un taux de croissance de 8/9%, afin d'absorber 350.000/400.3000 emplois par an. On ne peut tout restreindre, quitte à étouffer tout l'appareil productif quitte à aller vers une implosion sociale avec un taux de chômage qui avoisinera 15% en 2021 Qu'en est-il de l'évolution du cours officiel du dinar corrélé aux réserves de change via les recettes d'hydrocarbures à plus de 70% la période de 2001 à septembre 2021: - 2001 : 77,26 dinars un dollar et 69,20 dinars un euro - 2005 : 73,36 dinars un dollar et 91,32 dinars un euro - 2010: 74,31 dinars un dollar et 103,49 dinars un euro - 2015: 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro - 2016: 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro - 2017: 110,96 dinars un dollar et 125,31 dinars un euro - 2018: 116,62 dinars un dollar et 137,69 dinars un euro - 2019 : 119,36 dinars un dollar et 133,71 dinars un euro - 2020: 128,31 dinars un dollar et 161,85 dinars un euro, le 11 septembre 2021 136,36 dinars un dollar et 161,29 dinars un euro (cours achat) avec un cotation sur le marché parallèle malgré la fermeture des frontières dépassant les 210 dinars un euro.

La Loi de finances 2021 prévoit,

pour 2022, 149,32 DA pour 1 USD et pour 2023 verrait donc la dévaluation de la monnaie nationale se poursuivre avec 156,72 dinars un dollar, ce qui rend sceptiques les investisseurs créateurs de valeur ajoutée à moyen terme, face tant à l'instabilité juridique que monétaire, spéculer étant plus rentable que réaliser un projet.

Cette dévaluation qui ne dit pas son nom permet d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportation hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinars dévalués), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité.

En cas de baisse drastique des réserves de change à 10/12 milliards de dollars, qui tiennent la cotation du dinar algérien à plus de 70%, la Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 dinars un euro avec une envolée du cours sur le marché parallèle qui fluctue en fonction du taux d'inflation d'environ 300 dinars un euro minimum, surtout en cas d'ouverture des frontières. Il sera difficile de combler l'écart avec le marché parallèle pour la simple raison que l'allocation de devises pour les ménages est dérisoire, la sphère informelle suppléant à la faiblesse de l'offre et par ailleurs bon nombre d'entreprises du fait de la faiblesse de l'allocation devises pour éviter la rupture d'approvi-

sionnement iront au niveau de cette sphère. Ce dérapage du dinar par rapport au dollar et à l'euro accélère la méfiance du citoyen vis-à-vis du dinar, en plus du manque de liquidités, amplifiant la sphère informelle où selon la Banque d'Algérie entre 2019/2020, la masse monétaire circulant en dehors du circuit bancaire, a atteint 6140,7 milliards de dinars (au cours de fin 2020 près de 48 milliards de dollars) à la fin de l'année 2020, soit une hausse de 12,93% par rapport à 2019, le président de la République, en mars 2021 ayant annoncé même 10.000 milliards de dinars soit au cours actuel d'avril 2021, 75,19 milliards de dollars

TENSIONS INFLATIONNISTES ET DÉTÉRIORATION DU POUVOIR D'ACHAT

Nous assistons à l'accélération du processus inflationniste interne où la majorité des produits importés, exceptés ceux subventionnés, connaissent depuis décembre 2020 une augmentation variant entre 30/50%, voire plus de 100% pour certains produits comme les pièces détachées de voitures en contradiction avec l'indice officiel de l'ONS non réactualisé depuis 2011, alors que le besoin est historiquement daté.

Le dérapage du dinar contribue ainsi à la baisse des salaires ramenés en devises. Ainsi un salaire net de 50 000 dinars équivaut au cours actuel à 310 euros et le SMIG de 20 000 dinars à 125 euros, montant qu'il faut réduire de 50% si l'on prend le cours du marché parallèle.

*Professeur des Universités,
Expert international
Suite en page 7

Rentrée sociale : le gouvernement face au pouvoir d'achat, l'inflation et le chômage

Suite de la page 6

A ce cours, un professeur d'université en titre, plus de 30 ans de carrière, en fin de carrière, perçoit moins de 800 euros (80% du salaire en retraite) contre plus de 1.200 euros sans compter les avantages d'un député sans proposer aucune loi, avec une retraite à 100%. Dans ce cas, il est utopique de parler d'encourager l'innovation ce qui favorise l'exode des meilleures compétences surtout des jeunes, d'autant plus que l'actuelle politique salariale, qui est totalement à revoir, favorise beaucoup plus les emplois-rente que les emplois productifs. Le niveau d'inflation est fonction de plusieurs facteurs interdépendants : premièrement, de facteurs externes dont le prix international des produits importés où contrairement à ce qu'affirme le ministre, la majorité de pays connaissent non pas une inflation mais une déflation avec des taux d'intérêts presque nuls; deuxièmement, de la faiblesse de la production et de la productivité interne, de la non-proportionnalité entre les dépenses monétaires et leur impact renvoyant à la corruption via les surfacturations; troisièmement, de la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat des montants importants sur le marché, alimentant l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, l'achat d'or ou de devises fortes pour se prémunir contre l'inflation ; quatrièmement, de la dévaluation rampante du dinar; cinquièmement, par la dominance de la sphère informelle produit des dysfonctionnements des appareils de l'Etat où existent des liens dialectiques entre cette sphère et la logique rentière, avec des situations oligopolistiques de rente.

Cette sphère aligne le prix des biens sur la cotation de la devise du marché parallèle, pour les produits importés, contrôlant les segments des fruits/légumes, poissons/viandes, textile/cuir et bon nombre d'autres produits importés qui connaissent un déséquilibre offre/demande. Le taux officiel a été de

1999 à fin 2020: - 2000, 2,0%-2001, 3,0%- 2002, 3,0%-2003, 3,5%-2004, 3,1%- 2005, 1,9%-2006, 3,0%-2007, 3,5% - 2008, 4,5% - 2009, 5,7%,-2010, 5,0%-2011, 4,5%- 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires)-2013, 3,9%-2014, 2,9%-2015, 4,2%-2016, 5,9%-2017, 5,6%-2018, 5,6%-2019, 5,6%. -2020, 2,4%-2021 prévision 4,2% selon le gouvernement.

Selon les données officielles, l'inflation cumulée a dépassé les 82% entre 2000/2020 et en redressant les taux de 20%, nous avons une détérioration du pouvoir d'achat durant cette période de 100% avec une concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière où un fait nouveau, une partie de la classe moyenne commence à disparaître graduellement et à rejoindre la classe pauvre, l'inflation et c'est une loi universelle jouant comme facteur de concentration au profit des revenus variables et au détriment des revenus fixes. L'action louable au profit des zones d'ombre serait un épiphénomène face à la détérioration du pouvoir d'achat de la majorité de la société civile informelle silencieuse, la plus nombreuse, atomisée, non encadrée qui risque de basculer dans l'extrémisme, face à des discours de responsables déconnectés de la réalité, des partis politiques traditionnels et une société civile officielle souvent vivant de la rente, inefficience comme intermédiation sociale et politique. Les tensions sociales, tant qu'il y a la rente, sont atténuées artificiellement grâce aux recettes des hydrocarbures qui permettent des subventions et transferts sociaux représentant 23,7% du budget général de l'Etat et 9,4% du PIB pour l'exercice 2021, mais mal gérés et mal ciblés, qui ne profitent pas toujours aux plus démunis. Ces tensions sociales sont également atténuées par la crise du logement qui renforce la solidarité familiale (même marmite, mêmes charges), assurant une paix sociale transitoire. L'effet d'anticipation d'une dévaluation rampante du dinar, via la baisse de la rente des hydrocarbures, risque d'avoir un



effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales dont le taux d'intérêt des banques qui devraient le relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel, freinant à terme le taux d'investissement à valeur ajoutée.

Mais une Nation ne peut distribuer plus que qu'elle produit quitte à aller vers une dérive économique et sociale, mais durant cette phase de transition le sacrifice doit être partagé. Certes, on ne peut en deux années, après une léthargie de plusieurs décennies, redresser le bateau Algérie où uniquement pour la période 2000/2019, les recettes en devises ont dépassé les 1.000 milliards de dollars avec une sortie de devises en biens et services de plus de 935 milliards de dollars avec un taux de croissance dérisoire qui a fluctué entre 2/3% alors qu'il aurait dû être de 9/10% avec une sortie de devises de 20 milliards de dollars en 2020 pour une croissance négative de moins 6%. Mais force également est de constater l'urgence d'une autre gouvernance et une autre politique économique, l'épidémie du coronavirus n'étant pas la

seule explication, le rapport du Premier ministre, repris par l'APS le 01 janvier 2021, annonçant que l'Etat a consacré ces trente dernières années plus de 25 milliards de dollars d'assainissement des entreprises publiques dont plus de 80% sont revenues à la case de départ...

Devant raisonner toujours en dynamique et investir dans des segments de filières où l'Algérie a des avantages comparatifs, pour les projets faiblement capitalistiques, si on résout le problème des entraves bureaucratiques, la rentabilité, après le lancement des travaux et la mobilisation du financement en dinars et en devises, ne peut se faire pas avant deux à trois années. Pour les projets hautement capitalistiques comme les projets du phosphate de Tébessa et du fer de Gara Djebilet où on nous annonce, en octobre 2021, qu'il fera l'objet d'études où l'ex ministre de l'Industrie, en décembre 2020, estimait l'investissement de ces deux projets à plus de 15 milliards de dollars, si l'on résout le problème du partenaire et du financement entre cinq à sept années. En conclusion, la situation so-

cio-économique est préoccupante avec le retour à l'inflation et l'accroissement du chômage, avec la détérioration du pouvoir d'achat avec le nivellement par le bas des couches moyennes.

Combien de promesses utopiques de réalisation de différents projets alors que la situation financière est difficile et où trouver le capital argent en ces moments de crise mondiale avec l'endettement des Etats les plus développés et des réserves de change en baisse malgré toutes les restrictions qui risquent de conduire à de vives tensions sociales ? La condition sine qua non de la sécurité du pays étant posée, le grand défi, passant par de profondes réformes politiques, sociales, économiques, culturelles pour un changement de mentalités, est de mettre en place une économie diversifiée loin des aléas de la rente, supposant une nouvelle gouvernance, afin de freiner la détérioration du pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables. La condition sine qua non de la sécurité du pays étant posée, est une nouvelle gouvernance.

Abderrahmane Mebtoul

Présidentielles françaises, les couteaux sont-ils déjà tirés ?

Salim Metref

Puisque l'année 2022 est déjà là, une incursion dans l'actualité de l'hexagone semble utile puisque deux importants événements viennent de s'y produire.

Si leur exploitation s'inscrira incontestablement dans la bataille des présidentielles de 2022, ces événements révèlent néanmoins que les ressorts des institutions fonctionnent encore dans ce pays et qu'ils permettent sans doute aux Français de ne pas désespérer complètement de leur système démocratique.

S'agissant ainsi du journaliste Eric Zemmour, le CSA, autorité française chargée de veiller au bon fonctionnement de l'audiovisuel et dont l'une des missions par son suivi des programmes, est de veiller notamment au respect des droits du public, à la protection des consommateurs, à la déontologie de l'information et des programmes et au pluralisme politique, a décidé de comptabiliser le temps d'antenne de cet éditorialiste devenu un candidat potentiel à la présidentielle de 2022. Eric Zemmour qui a su intelligemment profiter de l'audience que lui offre sa messe quotidienne à la télévision a trouvé plus malin que lui.

Le CSA a décrété qu'il y a confusion entre les deux casquettes, celle du journaliste et celle du politique, la première travaillant plutôt pour la seconde qui tarde à être portée puisque le journaliste préfère déclarer of-

ficiellement sa candidature le plus tard possible. La seconde affaire est celle liée à la gestion de la crise sanitaire. L'ancienne ministre de la Santé, éminent médecin par ailleurs, devenue depuis conseillère au niveau de l'Organisation mondiale de la santé, a été mise en examen pour mise en danger de la vie d'autrui. Cette dernière est probablement accusée de ne pas avoir pris, dans l'exercice de ses fonctions, les mesures adaptées à la Covid-19 en adoptant notamment le principe de précaution préférant déclarer à l'époque qu'il n'y aura pas de situation grave.

Recalée aux municipales de Paris et dans le sillage de cette défaite, elle déclara, s'agissant de nouveau de la pandémie de la Covid-19, avoir alerté ses supérieurs hiérarchiques d'un futur tsunami sanitaire. Cette mise en examen risque en tous les cas d'en entraîner d'autres et d'encombrer ce parcours sans faute vers l'Elysée que l'actuel président français souhaite voir se déployer devant lui.

Deux événements donc, l'un relatif à un journaliste plutôt connu pour ses propos outranciers, pris dans son propre jeu et qui accuse ouvertement maintenant le CSA de censure et l'autre à une ministre qui a discrètement quitté ses fonctions et qui se voit tout de même rattrapée par une gestion de la crise sanitaire qui n'a pas été sans doute à la hauteur de la gravité de la situation.

Souvenons-nous qu'à la même époque l'ac-

tuel président français assistait à une pièce de théâtre à Paris pour démontrer à ses concitoyens que la situation était maîtrisable alors que la pandémie couvait déjà.

Quelle lecture faire de ces deux événements à la veille d'une campagne présidentielle qui s'annonce extrêmement dure ?

Ces deux affaires auront certainement une incidence sur le cours des choses. Eric Zemmour confie dans son dernier livre la proximité du chef de l'Etat français avec ses thèses sur l'immigration et que ce dernier lui a demandé une note sur ce sujet.

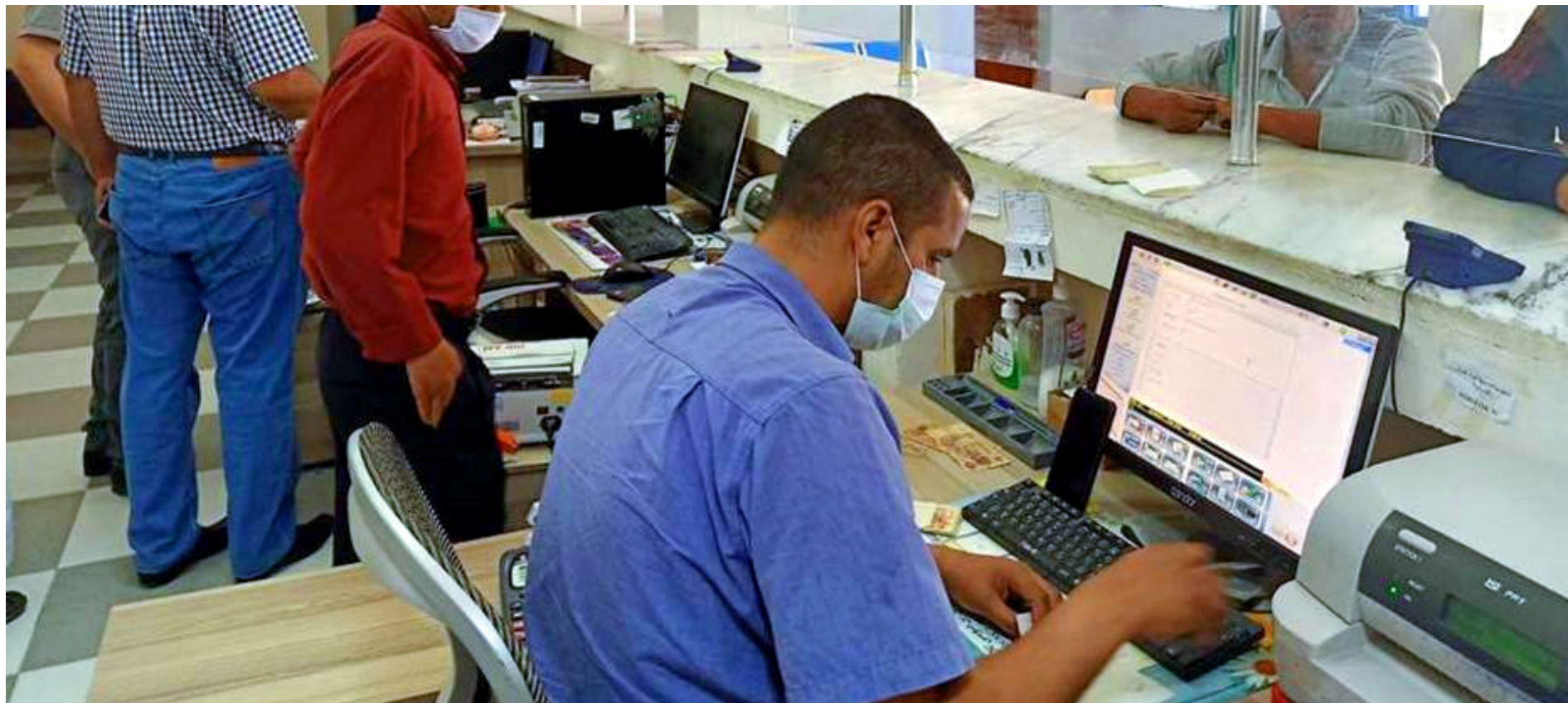
La mise en examen de l'ancienne ministre de la Santé risque sans doute d'éclabousser quant à elle d'autres personnalités puisque cette dernière dira certainement aux juges avoir alerté ses supérieurs hiérarchiques.

La pression du CSA vise à déshabiller Eric Zemmour afin qu'il précise ses intentions et qu'il n'abuse de ses nombreuses prestations médiatiques au détriment des autres candidats qui n'en ont pas autant. Cette remise en ordre du CSA affectera certainement ce journaliste qui se contentait jusqu'à présent de commenter l'actualité notamment politique et qui comme Don Camillo la tourner en dérision sans pour autant formuler de propositions, chose qui est généralement attendue d'une candidature à la magistrature suprême, exception faite de l'accélérateur du choc des civilisations dont il use et abuse à satiété.

En mettant en examen l'ancienne ministre de la Santé, les juges de la Cour de justice de la République, cette juridiction française d'exception compétente pour juger les crimes ou délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions, voudront certainement en savoir plus. Les dégâts collatéraux de cette mise en examen, l'injonction du CSA et les déclarations d'Eric Zemmour à propos de ses entretiens avec le Président français affecteront certainement ce dernier et pourront provoquer son effondrement dans les sondages. En encadrant dorénavant Eric Zemmour qui voulait phagocyter Marine Le Pen, le CSA redonne du souffle à cette dernière mais la course vers l'Elysée est une course d'endurance. Et dans ce contexte, il y a certes le verdict des sondages, véritable baromètre de l'opinion politique du moment, mais il y a aussi cette opinion volatile et imprévisible qui reste extrêmement sensible à la moindre affaire qui surgit dans l'actualité. Qui de Marine Le Pen ou d'Emmanuel Macron sera Président en 2022 ? Nul ne peut le dire présentement et les Français voudront-ils peut-être d'un autre menu ? Des surprises pourront ainsi se produire et déjà d'autres candidatures extrêmement crédibles, notamment de femmes politiques, se profilent déjà à l'horizon comme celles de l'actuelle présidente de la Région Ile-de-France où de l'actuelle maire de Paris. Seul l'avenir nous le dira !

De la banque en Algérie : du Trésor sans guichet au guichet sans Trésor ?

«Le téléphone sonna. Le tiroir dans lequel il était rangé faisait caisse de résonance, la sonnerie, amplifiée par l'écho, la fit sursauter» Agnès Désarthe



Par A. Boumezrag*

D'un point de vue historique et sociologique «le Trésor est une institution qui reflète de très près l'état du pouvoir politique et la situation économique d'un pays. On peut dire que l'exécution des opérations financières de l'Etat joue un rôle déterminant dans l'économie d'un pays. A une exécution saine des opérations financières de l'Etat correspond en général une économie saine quel que soit le niveau ou le type d'organisation. A un pouvoir stable et incontesté correspond en général une situation saine et un système financier solide ; à un pouvoir instable et contesté correspond en général une situation économique de crise, le système financier s'effrite et en même temps se trouve entre les mains de chaque détenteur d'une parcelle du pouvoir». C'est pourquoi depuis les temps les plus reculés, l'un des premiers soucis des castes dirigeantes était d'organiser les finances d'un pays.

Dans leur conquête du pouvoir politique, les dirigeants se sont la plupart du temps efforcés à recueillir l'adhésion des masses populaires pour justifier voire légitimer la place qu'ils occupent. Ils ont très vite compris que le pouvoir politique ne signifiait rien sans le pouvoir financier et ce n'est que par la conquête de ce dernier qu'ils ont pu asseoir leur autorité. Partant «... de la croyance que les hommes qui font la politique économique étaient libres de faire ce qu'ils voulaient...», les dirigeants algériens ont décidé de façonner de manière volontariste l'économie algérienne. La centralisation dès 1971 des sources de financement au double niveau du Trésor et surtout des Banques d'Etat devait permettre un meilleur contrôle de la réalisation du programme d'investissement et d'importation. L'Etat postcolonial est un Etat de commandement comparable à un commandement militaire. Une centralisation conçue comme un instrument d'encadrement d'une gestion étatique financière de plus en plus par la rente pétrolière relayée par le gaz et l'endettement. Cette volonté s'est traduite par l'adoption et la mise en œuvre d'une planification centrale autoritaire.

La centralisation dès 1970-71 des sources de financement au niveau du Trésor et des Banques d'Etat devait permettre une meilleure maîtrise de la réalisation d'un vaste programme d'investissement et d'impor-

tation. A ce propos, notent les observateurs, «...le schéma cohérent, dans sa conception et ses articulations est devenu de plus en plus formel, et a été vidé progressivement de son contenu au niveau de sa mise en œuvre réelle des actions de développement dont le résultat pratique a donné lieu à des formes de glissement par rapport aux objectifs d'instauration d'un cadre global par la conduite de la politique de développement...». Dans le processus de légitimation qu'il va mettre en œuvre, le pouvoir va privilégier la construction de l'Etat et le développement de l'économie. L'affirmation du pouvoir issu du 19 juin 1965 s'est dès le départ liée à une industrialisation intensive financée quasi exclusivement par la rente et l'endettement, se concentrant dans le secteur public. La volonté de l'Etat de soumettre à sa logique de domination l'ensemble du corps social a trouvé dans l'existence de la rente et des possibilités d'endettement que procurent éventuellement les réserves en hydrocarbures, le moyen le plus efficace de sa réalisation. La politique de développement a eu pour résultat majeur, la salarisation d'une fraction importante de la population active qui devient intégralement dépendante des revenus distribués par l'Etat.

L'économie de l'Algérie se caractérise par la prédominance d'un important secteur public dans la plupart des secteurs d'activités économiques. La politique salariale a été caractérisée par les interventions de l'Etat qui ont abouti à la mise en place d'un système national de rémunération des salaires. Une politique salariale qui vise une garantie de l'emploi. Elle se caractérise par la volonté des pouvoirs publics d'assurer à chacun un emploi qui ne soit pas soumis aux aléas de l'activité économique. La rupture du contrat de travail par les employeurs publics est une exception qui est soumise à l'accord préalable de l'inspection du travail. Dans l'administration publique, les salaires sont directement déterminés par l'employeur : l'Etat. Par contre, les entreprises publiques, quel que soit le degré d'intervention de l'Etat, bénéficient d'une marge de liberté dans la formation des revenus de leur personnel dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur. La salarisation dont il est question ici n'a rien à voir avec la salarisation qu'engendre le processus de domination croissante du capital c'est-à-dire un nombre croissant d'in-

dividus qui doivent vendre leur force de travail pour subsister.

En Algérie, la salarisation signifie émarginement au rôle de la rente, en contrepartie d'une allégeance implicite à la couche sociale qui est au pouvoir. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'exploitation de la force de travail. Par-là, on veut dire que la logique dominante n'est pas celle de la production de la plus-value mais une logique rentière c'est-à-dire une logique qui pervertit la première. De plus, c'est la grande masse salariale distribuée par l'Etat à travers ses dépenses d'équipement ou administratives qui procure des bénéfices substantiels au secteur privé. Une partie importante de la rente est par conséquent indirectement transférée au capital privé. Cinquante ans après, l'économie algérienne se caractérise par un lourd déficit budgétaire, une dangereuse dépendance alimentaire, une chute de la productivité du travail, une dépendance accrue à l'égard des revenus pétroliers et surtout un chômage massif.

La construction d'une économie autocratique à partir des revenus pétroliers semble avoir atteint ses limites. Derrière les proclamations et les programmes un certain nombre de phénomènes négatifs ont vu le jour. Il s'agit de la constitution rapide d'une bourgeoisie bureaucratique plus ou moins corrompue sabotant dans la pratique ce qu'elle prétend mettre en œuvre dans son discours ; la gabegie économique due à l'inexpérience d'abord et ensuite à la lourde machine inefficace mise en place par l'Etat ; la perte de l'enthousiasme des premières années de l'indépendance et les inquiétudes suscitées par le régime militaire mis en place ; l'accroissement des pouvoirs de l'appareil coercitif mettant à l'écart ou liquidant physiquement des opposants réels ou supposés et des rivaux possibles et exerçant à la base une tyrannie policière mise en œuvre par une jeunesse désœuvrée en uniforme face à une jeunesse désœuvrée sans uniforme.

Cette construction économique se fait au prix d'une forte extraversion de l'économie, tant du point de vue de l'importation que du point de vue de l'exportation. L'intensité capitaliste des investissements et leur canalisation vers le secteur de l'industrie ont été à l'origine de multiples déséquilibres économiques et financiers. Bref, l'Algérie vit un blocage historique structurel qui empêche la

naissance et le développement d'une formation économique et sociale véritablement dynamique, c'est-à-dire d'une conscience patriotique véritable, d'une conscience de classe ouvrière aiguë, d'une structure de classe productive, d'une culture locale féconde, d'une urbanisation homogène et fonctionnelle. Cependant, il est illusoire de croire à une débureaucratisation de la vie économique et sociale car la bureaucratie créée et entretenue par l'Etat constitue en fait son assise sociale principale ou bien d'accroître les libertés démocratiques et syndicales des travailleurs alors que l'Etat «militaro-rentier» s'est édifié sur la suppression de ces libertés et la mise en place de syndicats, d'associations et de partis dépendants. Au lendemain de l'indépendance, la société entière se trouvait désorganisée, déstructurée, atomisée, fragilisée. C'est pourquoi, l'armée, seule force organisée du pays, a réussi à imposer une organisation étatique paramilitaire, fortement structurée. L'idéologie de développement servant de base de légitimité, l'industrie, le commerce, les banques sont organisés en entreprises d'Etat. Elles sont dirigées et gérées par des directeurs nommés par l'Etat. Qui est cet homme de confiance ? L'Etat peut le révoquer ou le muter en cas de besoin. C'est devant l'Etat qu'il est responsable de ses actes et de la façon dont il s'acquitte de ses fonctions. Tout le personnel de l'entreprise travaille sous son autorité. Les travailleurs n'ont aucune voix au chapitre, ni en ce qui concerne la gestion, ni en ce qui concerne leur situation professionnelle.

Pour de nombreux observateurs étrangers, l'Algérie se résume à «un drapeau planté sur un puits de pétrole». C'est le pétrole qui préside aux destinées du pays depuis sa découverte par les Français en 1956 jusqu'à son épuisement par les Algériens dans un avenir très proche soit 2030 selon les prévisions officielles. Ce sont les pétrodollars qui dirigent le pays et lui donnent sa substance et sa stabilité. La gestion des hydrocarbures échappe aux acteurs locaux tant en amont qu'en aval. «Contrôler le pétrole et vous contrôlerez les nations» aurait dit Henry Kissinger. La rente est une donnée exogène qui échappe à la compétence des acteurs locaux. Elle n'est pas un élément constitutif du prix de revient.

Suite en page 9

*Docteur

De la banque en Algérie : du Trésor sans guichet au guichet sans Trésor ?



Suite de la page 8

Le pétrole n'est pas cher parce qu'une rente est payée, mais une rente est payée parce que le pétrole est cher. La rente dont bénéficient les pays producteurs masque les défaillances de production et les perversions de gestion. Parler de rentabilité et de productivité en Algérie nous semble être une gageure. Tout échappe au calcul économique. L'économie locale est livrée «pieds et poings liés au marché mondial qui décide de la survie de la population locale. Ce qu'elle doit produire, à quels coûts, pour quelle période. «Le pétrole est une chose trop sérieuse pour qu'on la laisse aux Arabes» conclut Henry Kissinger.

Avec la pandémie du Covid-19, le tarissement de la rente énergétique et la fermeture des frontières, l'Algérie apparaît dans toute sa nudité et l'élite dans toute sa nullité. Comment est-on arrivé là ? Il est admis que le prix du brut est un baromètre de la santé de l'économie mondiale et un facteur de stabilisation des régimes politiques menacés. L'objectif de l'Occident, c'est la sécurité des approvisionnements en énergie. Il y va de la survie de la civilisation du monde moderne. Le prix est une arme redoutable de domestication des peuples et d'asservissement des élites. Le prix élevé du pétrole a structurellement pour effet pervers de perpétuer à l'infini le système mis en place. C'est dans la pérennité des régimes autoritaires que l'Occident trouve sa prospérité et sa sécurité. C'est pourquoi, la liberté des peuples est inversement proportionnelle au prix du baril.

Plus le prix est bas, moins il y a d'importations, plus les pénuries s'installent, des émeutes éclatent et la répression s'abat sur la population. Les marchés se referment, la récession s'annonce, le FMI pointe son nez, la spirale de l'endettement s'engage, les peuples se plient, l'Occident vient à la rescousse. Les crédits se débloquent, les fonds affluent. Le régime menacé retrouve sa santé. Le prix du brut connaît une hausse, les pays producteurs relancent les exportations des biens manufacturés des pays industriels, la croissance de l'économie mondiale reprend. Ainsi l'Occident donne d'une main ce qu'il

reprend de l'autre. «El manchar, habet yakoul, talaa yakoul». En cas de surplus, il est placé dans les banques étrangères au nom de l'Etat et/ou des particuliers. Les Algériens n'ont pas suivi le conseil koweïtien «le pétrole dans le sol vaut mieux qu'un dollar en banque». Ils ont préféré le placer en bons de Trésor américain un peu moins liquide que le dollar mais politiquement avantageux. L'intérêt de l'Occident ne se trouve pas chez les peuples mais dans les Etats. Des Etats créés par la colonisation pour les besoins des pays grands consommateurs d'énergie non renouvelables.

Les Etats arabes et africains n'existent que parce qu'il y a du pétrole, du gaz ou autre matière convoitée sur leur territoire (l'uranium). Les peuples qui y habitent sont considérés comme des troupeaux de bétail à qui on confie la garde à un berger, généralement l'idiot du village ou le serviteur docile que l'on arme d'un bâton, à qui l'on demande, lorsque le prix du baril chute, de les amener à l'abattoir et quand il flambe de les ramener aux pâturages. Pour l'Occident, le pétrole est une des choses sacrées sur terre, personne n'y touche, il y va de la prospérité matérialiste occidentale et de la décadence spirituelle des Arabes.

Le pétrole est la base sur laquelle la civilisation moderne s'est construite. Il est le carburant de la prospérité des nations, le moteur de la mobilité sociale, un accélérateur de l'histoire, un frein aux religions monothéistes et un levier de commande de la liberté des peuples. L'histoire et la géographie se rejoignent au présent. Le problème majeur de l'Algérie d'aujourd'hui est fondamentalement politique. C'est celui de la légitimité du pouvoir. Il réside dans le fossé qui sépare le peuple de ceux qui sont chargés de conduire son destin. C'est une chose que la phase politique de libération nationale, c'en est une autre que la phase économique, construire une économie était une tâche bien délicate, plus complexe qu'on ne le pensait.

Dans la plupart des cas, on a laissé s'accroître les déficits et la création des crédits afin d'augmenter artificiellement les recettes publiques, au lieu d'appliquer une politique authentique de redistribution de revenus à

des fins productives. Afin d'éviter d'opter pour l'une des différentes répartitions possibles entre groupes et secteurs, on a laissé l'inflation «galoper» à deux chiffres. Cette façon de faire s'est révélée déstabilisatrice. Dans la conjoncture actuelle, l'équilibre de l'économie algérienne dont la base matérielle est faible dépendra de plus en plus de la possibilité de relever la productivité du travail dans la sphère de la production et dans le recul de l'emprise de la rente sur l'économie et sur la société. La solution à la crise, c'est d'abord l'effort interne du pays, plus on parvient à se mobiliser par ses propres forces, moins on est demandeur, moins on est vulnérable, cette possibilité est cependant contrariée par l'ordre international dominant et freinée par les formes d'organisations économiques et sociales que la classe au pouvoir a mis en place à des fins de contrôles politique et sociales ; si bien que l'équilibre ne peut être rétabli soit par un nouveau recours à la rente ou à l'endettement si le marché mondial le permet (les importantes réserves gazières de l'Algérie constituent le principal atout), soit par une détérioration des conditions d'existence des larges couches de la population. C'est pourquoi, l'Etat pourra connaître une instabilité d'autant plus grande que les problèmes économiques et sociaux deviendront plus aigus.

Le service de la dette contraint mieux que toute domination politique directe les pays comme l'Algérie à livrer leur énergie à bas prix contre une paix sociale précaire et une difficile sauvegarde des privilèges des gouvernants. En résumé, la dépendance externe et la violence interne sont le résultat logique et prévisible des politiques menées à l'abri des baïonnettes depuis trente ans, marginalisant la majorité de la population au profit d'une minorité de privilégiés et au grand bénéfice des multinationales sous la houlette des organismes internationaux. L'erreur de la stratégie algérienne de développement réside à notre sens dans l'automatisme qui consiste à vouloir se débarrasser de ce que l'on a au lieu de l'employer productivement chez soi ; la finalité de l'économie fut ainsi dévoyée, car il ne s'agissait pas d'améliorer ses conditions de vie par son tra-

vail mais par celui des autres grâce au relèvement des termes de l'échange avec l'extérieur. Or, il nous semble qu'une amélioration des termes de l'échange avec les pays développés ne peut être acquise que par une valorisation du travail local.

L'insertion dans le marché mondial fragilise l'Etat algérien soumis aux aléas de la conjoncture mondiale. Tant que les pays du Tiers Monde subiront les contraintes imposées par la logique capitaliste dominante, ils ne pourront pas mettre en place un modèle de développement endogène capable de compter sur ses propres forces afin de satisfaire les besoins essentiels de la majorité de leur population. En prenant les problèmes à leur niveau le plus élémentaire, il s'agit pour commencer de parvenir à nourrir correctement une population croissante qui sur le plan agricole ne parvient pas à satisfaire ses besoins alimentaires, d'assurer un niveau de santé minimal en deçà duquel tout espoir d'atteindre une productivité suffisante est vain, de fournir une éducation élémentaire, technique et professionnelle à une jeunesse de plus en plus nombreuse et de plus en plus désemparée.

Dans cet esprit, l'entreprise algérienne aura à jouer un rôle primordial, son efficacité à produire et à vendre dépendra de la qualité de son organisation interne, c'est-à-dire de l'étendue et de la profondeur de la soumission de ses employés. Dans le rapport salarial, le pouvoir consistera essentiellement à obtenir la plus grande soumission possible au moindre coût. C'est pourquoi, le développement de l'économie dépendra désormais d'une main-d'œuvre instruite qualifiée et motivée. Le facteur essentiel pour l'avenir du pays, c'est la conviction que les cerveaux constituent la plus importante des richesses de n'importe quel pays. C'est de la capacité de certains acteurs d'imposer à l'ensemble des autres acteurs leur conception de la société, de ses objectifs, de ses modes d'évolution que se mesurent la profondeur et l'authenticité d'un pouvoir. Malheureusement, comme le dit Victor Hugo, «la vérité est comme le soleil, elle laisse tout voir mais ne se laisse pas regarder».

A. Boumezzrag

TÉBESSA

Des projets pour les cités des Jardins et de Bab Zouatine

Les cités populaires des Jardins (bassatines) et Bab Zouatine au chef-lieu seront, enfin, dotées d'une ligne de transport urbain et d'une unité de soins sanitaires.

Ali Chabana

Ceci a été décidé lors de la visite du wali, une sortie de travail, dans certains quartiers de la ville de Tébesa afin de prendre le pouls des travaux des opérations d'aménagement, d'équipement et d'amélioration urbaine. Parmi celles-ci, la rénovation des réseaux de l'AEP et de l'assainissement, le bitumage des chaussées. Le wali Mohamed El Baraka Dahedj a insisté, au cours

de sa tournée d'inspection, sur l'entretien de l'environnement et sa protection des jets anarchiques des ordures ménagères et autres déchets inertes, la réhabilitation et la maintenance des routes urbaines, en mettant en avant la nécessité du renforcement des chantiers des travaux de réfection des canalisations de l'AEP en main-d'œuvre, l'utilisation rationnelle des assiettes foncières inoccupées et la régulation des constructions inachevées.

Les habitants des quartiers visités ont exposé au chef de l'exécutif leurs préoccupations. Reste à savoir si les instructions données par le wali seront exécutées, d'autant plus que le programme des opérations d'aménagement et équipement des espaces publics connaît des retards, notwithstanding la question des retards des programmes, parfois des chantiers ouverts indéfiniment créant des désagréments à la circulation et aux piétons.

ANNABA

Engouement pour la vaccination dans les régions rurales

Plus de 35% de la population ciblée par la vaccination contre la Covid-19 a été couverte au cours de la première semaine de la campagne nationale, lancée le 4 septembre en cours, dans la wilaya de Annaba, a-t-on appris samedi du directeur local de la Santé, Abdenaceur Daâmach. Un engouement pour la vaccination anti Covid-19 a été constaté dans les régions rurales de la wilaya, telles que les communes de Chorfa, El Eulma et Oued Laâna, a déclaré M. Daâmach, à l'APS. Il a insisté sur l'importance d'intensifier le travail de sensibilisation pour encourager

les citoyens, notamment ceux issus des régions urbaines et des grandes agglomérations, à se faire vacciner afin de réaliser les objectifs tracés et atteindre une immunité collective. Vendredi dernier, des équipes médicales ont été mobilisées dans les grandes mosquées de la wilaya pour administrer à un maximum de personnes la première dose du vaccin à l'issue de la prière du vendredi, a souligné le responsable, précisant que les encadreurs de l'opération ont ouvert à cette occasion un débat d'orientation pour inciter les citoyens à participer efficacement à

la campagne. Dans la wilaya d'Annaba, 159 points de vaccination encadrés par 200 équipes médicales ont été ouverts en vue de rapprocher l'opération de vaccination du citoyen, en plus de la mobilisation de brigades itinérantes devant se déplacer vers les régions lointaines et enclavées, a-t-on indiqué.

De vastes opérations de sensibilisation pour inciter les citoyens encore hésitants à se faire vacciner sont prévues à travers tout le territoire de la wilaya d'Annaba durant la deuxième semaine de la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19.

CONSTANTINE

16 nouvelles infrastructures scolaires pour la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Constantine sera renforcé, au titre de la prochaine rentrée scolaire prévue le 21 septembre, de 16 établissements scolaires dans les trois (3) paliers, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du secteur.

La majorité de ces structures scolaires a été affectée au bénéfice des nouveaux pôles urbains, dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves issus des familles nouvellement logées, a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la direction de l'éducation (DE), Djamel Benchanaâ.

Il s'agit, a souligné le même responsable, de trois (3) lycées réalisés à l'unité de voisinage (UV) 21 (extension Ouest de la circonscription administrative Ali

Mendjeli), au nouveau site urbain Retba dans la commune de Didouche Mourad et la nouvelle ville Massinisa à El Khroub, faisant savoir que chacune de ces infrastructures dispose de trente (30) classes.

Dans le cycle moyen, quatre (4) collèges d'enseignement moyen (CEM) de 16 à 30 classes, dont deux (2) implantés à l'extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli et le reste aux nouveaux pôles urbains Retba et de Massinisa, seront fonctionnels pour la prochaine rentrée scolaire, a ajouté la même source.

A Constantine, la rentrée scolaire 2021-2022 sera aussi marquée par l'entrée en exploitation de neuf (9) écoles primaires, selon les données fournies par les services de la direction de l'éducation.

La même source a dé-

taillé, concernant ce palier, que quatre (4) groupes scolaires ont été réalisés au niveau des unités de voisinage UV 17 et 21 à Ali Mendjeli, deux (2) au nouveau site urbain Retba et un autre à la nouvelle ville Ain Nehas (El Khroub) tandis que le reste est réparti sur les communes de Constantine et Ain Smara.

Une fois entrés en service, a-t-on affirmé de même source, ces établissements éducatifs permettront d'atténuer le problème de surcharge des classes et d'améliorer les conditions de travail du personnel du secteur et de scolarisation des élèves, afin d'arriver à des résultats meilleurs.

A signaler qu'une école primaire sise au chef-lieu de wilaya, plus exactement au 4ème km, en cours de réhabilitation, sera, en outre opérationnelle, durant la même période.

EL TARF

Un jeune meurt noyé

A. Ouélaa

Un jeune âgé de 16 ans, originaire de la wilaya de Annaba, signalé comme étant disparu depuis 13h de l'après-

midi du vendredi dernier, au niveau de la plage non surveillée du nom de Tarcha relevant de la commune de Berrihane, daïra de Ben M'hidi, wilaya d'El Tarf, a été repêché

avant-hier matin samedi, aux environs de 09h par les plongeurs de l'unité secondaire de Berrihane. La victime a été évacuée vers la morgue de l'hôpital d'El Kala.

BATNA

Mise en exploitation de 7 nouvelles stations-service depuis janvier

Le secteur de l'énergie dans la wilaya de Batna s'est renforcé depuis le début de l'année 2021, par la mise en exploitation de 7 nouvelles stations-service, a-t-on appris samedi du directeur local de secteur, Abdelhamid Maafa.

«Trois (3) autres stations similaires seront mises en service avant la fin de l'année en cours», a déclaré M. Maafa, lors d'un exposé présenté au wali, Toufik Mezhoud, en marge de la mise en exploitation d'une nouvelle station-service, réalisée dans le cadre d'un investissement privé au niveau de l'échangeur Nord de la ville de Batna, sur la route nationale n 55. La même source a ajouté que «les dossiers de ces 10 stations étaient bloqués, bien que certaines d'entre elles étaient parachevées en travaux depuis quelque temps

et leurs statuts ont été régularisés au cours de cette année, sur instructions du wali et en coordination avec les responsables de l'environnement, l'urbanisme, l'architecture et de la construction ainsi que les présidents de plusieurs assemblées populaires communales». Dans le même contexte, il est prévu au cours de cette année la mise en service de cinq (5) extensions de gazoducs dans d'autres stations-service à travers la wilaya, a-t-on noté. Le chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud a souligné l'importance de tels projets qui rendent un service public aux habitants de la wilaya, ajoutant que la régularisation des dossiers de ces 10 stations et leur mise en exploitation renforceront les capacités de Batna dans ce domaine vital et permet de générer de nouveaux postes de travail

et assurer une dynamique économique. La mise en exploitation d'une nouvelle station-service est intervenue lors d'une visite d'inspection du wali des projets de développement de la commune de Batna, au cours de laquelle il a supervisé une opération de collecte des déchets depuis le quartier supérieur de Tamchit (Koudiet Bouaguel), résultant de précédentes opérations de démolitions de bâtiments en ruine. A l'occasion, le wali a eu à écouter les préoccupations des habitants de ce quartier totalisant plus de 110 familles, notamment celles liées à l'absence de l'électricité, de gaz, de routes, et les réseaux d'assainissement. In situ, le wali a instruit les responsables des services concernés à prendre en charge «dans les meilleurs délais» les préoccupations des habitants.

Campagne de vaccination : mobilisation des personnels médicaux



Au total, 22.372 citoyens de la wilaya de Batna ont reçu le vaccin contre la Covid-19 durant la première semaine de la campagne nationale de vaccination contre ce virus, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Au premier jour du lancement de la campagne, 2.870 personnes avaient été vaccinées à travers les différentes communes de la wilaya, a précisé le DSP Abdelghani Bensmail à l'APS. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la réussite de l'opération, a affirmé le même responsable, précisant que le nombre des centres fixes de vaccination a été revu à la hausse passant de 78 centres à 120 centres

à travers la wilaya, au même titre des équipes itinérantes dont le nombre est passé de 20 équipes à 59 équipes, la majorité à travers les zones d'ombre et montagneuses et les mechtas et région lointaines. La campagne nationale de vaccination contre la Covid-19 lancée le 4 septembre 2021 a été marquée à Batna par le renforcement des centres et espaces de proximité réservés à la vaccination à la ville de Batna par des équipes médicales itinérantes sillonnant plusieurs quartiers comme les 1.200 logements, 500 logements et 800 logements, les cités Emir Abdelkader, Larbi Ben M'hidi, et Bouzourane en plus de la réservation d'une équipe itinérante pour la prise en charge des tra-

vailleurs et fonctionnaires de la commune de Batna, selon la même source. La wilaya de Batna a bénéficié la semaine dernière de 71.260 doses de vaccin dont 65.048 doses de la marque Sinovac, le reste de la marque Astra Zenica, a-t-il dit, faisant savoir que cela vient s'ajouter à un total de 280.000 doses de vaccin anti-Covid-19 déjà réceptionnées par la wilaya.

L'opération de sensibilisation sur l'importance de la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19 et la nécessité de respecter les mesures préventives recommandées, se poursuit en collaboration avec les associations pour cibler le maximum des citoyens, a-t-on ajouté.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

06 safar 1443

El Fedjr 04h48	Dohr 12h30	Assar 16h04	Maghreb 18h49	Icha 20h07
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ALGER

Le processus de la campagne de reboisement en question

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, a annoncé, ces jours ci à Alger, la mise en place du Comité national de coordination du processus de reboisement prévu en octobre prochain dans plusieurs wilayas touchées par les incendies, selon un communiqué du ministère.



Farid Haddouche

Alors qu'il présidait une réunion consultative avec des membres de la société civile (associations, spécialistes et organisations professionnelles) et des responsables de la direction générale des Forêts, le ministre a annoncé l'inauguration du Comité national de coordination de la campagne nationale de reboisement, qu'il a qualifiée de fonctionnement à grande échelle, selon la même source. La rencontre vise à «préparer, en concertation avec les membres de la société civile, le plan concret de la campagne nationale de reboisement, qui vient comme une réponse rapide aux actes criminels qui ont visé les richesses forestières dans plusieurs wilayas, sans parler des pertes humaines enregistrées.»

Le ministre a souligné l'importance de cette rencontre qui, selon lui, constitue une «occasion de préciser aux différents intervenants que le processus de reboisement ne peut être réalisé avec une perception purement administrative». Il a également expliqué que «le processus de reboisement doit répondre à des normes et critères techniques afin d'assurer son succès, à travers la sélection des variétés et des zones de plantation, ainsi que le soin des plantes». D'autre part, le ministre a souligné que le processus de reboisement ne concerne pas seulement les zones forestières, mais aussi les investisseurs privés qui ont été endommagés par les incendies, considérant, en même temps, que l'objectif est de permettre aux citoyens de reprendre rapidement leurs ac-

tivités agricoles, en prenant compte des aspects techniques. Le processus de reboisement prendra également en compte l'aspect économique, notamment dans les zones affectées. Tout en prenant en charge les opérations de plantation et de réhabilitation des vergers d'arbres fruitiers endommagés par les incendies, indique le communiqué. S'agissant du processus d'indemnisation des personnes affectées qui ont perdu leur cheptel (vaches, moutons et chameaux), qui a été lancé, jeudi dernier, dans les wilayas de Tizi Ouzou et Bejaia, le ministre de l'Agriculture a indiqué, qu'il est continu et concernera également toutes les wilayas qui ont enregistré des pertes d'activité agricole, que ce soit en bétail ou en plantations.

DJELFA

Près de 6 milliards de DA de factures d'électricité et de gaz impayées

Le montant des factures de l'électricité et du gaz impayées par les clients de la direction de distribution de Djelfa, cumulé à août dernier est de plus de 5,8 milliards de DA, a-t-on appris, samedi, auprès des responsables de cette structure. Ce montant est en hausse de 24% comparativement à celui enregistré, à la même période de l'année dernière, a indiqué à l'APS, la chargée de communication auprès de la même entre-

prise, Mme Radia Bencherif. Détaillant ce chiffre, elle a fait part de 3,7 milliards de DA de factures impayées détenues auprès des ménages, de 1,9 milliard de DA de créances détenues auprès des administrations publiques et des communes, et près de 230 millions de DA auprès d'entreprises économiques publiques et privées.» Ces factures impayées impactent négativement et de manière directe, les équilibres financiers de l'entreprise et cons-

tituent une contrainte à la concrétisation des programmes inscrits au titre des plans de développement des réseaux d'électricité et de gaz» a déploré la même responsable. Elle a rappelé que de nombreuses mesures ont été prises pour permettre aux citoyens de régler leurs factures, dont l'élaboration d'un échéancier de paiement au profit des clients concernés, invités à se présenter aux agences commerciales les plus proches de leurs domiciles.

BOUIRA

Un jeune tué dans une bagarre

Farid Haddouche

Une bagarre au couteau s'est déroulée, avant-hier en fin de journée, dans le centre-ville de Bir Ghalou situé à une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya.

Un jeune homme S.H, âgé de 22 ans, est mort dans une rixe à l'arme blanche qui l'a opposé à un autre jeune du même âge que lui. Selon nos informa-

tions, la victime sortait d'un salon de coiffure, lorsqu'elle fut abordée dans la rue par son rival D.M. Ils échangèrent quelques paroles déplacées et le ton monta entre les 2 personnes. C'est ainsi qu'une altercation violente éclata et subitement S.H reçut plusieurs coups de couteau qui l'atteignirent en différents endroits du corps. Des citoyens se sont portés volontaires, pour évacuer la victime à la polyclinique de Bir Ghalou. Comme

son cas était critique, les éléments de la Protection civile de l'unité secondaire de la commune de Bir Ghalou sont intervenus pour le transporter aux urgences du Centre hospitalier de la daïra d'Ain Bessam. Malheureusement, la victime très affectée par ses multiples blessures, décédera après son admission. L'auteur a été arrêté par les services de police et une enquête a été ouverte. Nous ignorons le mobile du crime.

GHARDAÏA

Près de 35.400 unités pyrotechniques saisies

Au moins 135.392 unités pyrotechniques, de différentes formes et de volumes, destinées à la commercialisation ont été saisies chez un passager dans un bus de transport de voyageurs ? par les services de sûreté nationale à l'entrée nord de Ghardaïa, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Cette quantité, emballée

et entreposée dans la soute du bus, a été découverte lors d'une opération de fouille préventive effectuée par les policiers avant de procéder à l'arrestation du mis en cause, âgé de 30 ans, a-t-on précisé. Le présumé mis en cause sera présenté devant les instances judiciaires pour «introduction illégale d'objets pyrotechniques pour être commercialisés sur le marché national».

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

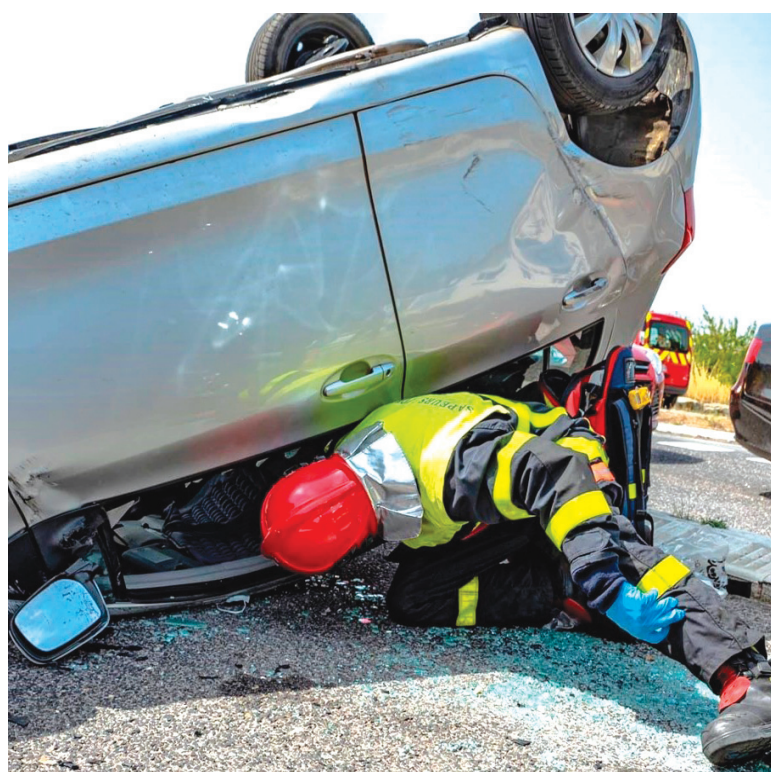
Les éléments de la Sûreté de la daïra de Daya Ben Dahoua (Ghardaïa) ont mis fin aux activités délictueuses d'un réseau de dealers spécialisé dans la détention et commercialisation de drogue et psychotropes, dans cette localité agricole, indique samedi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques.

Agissant sur informations précises et suite à une opération de surveillance intensive, les éléments de la Sûreté de Daya Ben Dahoua ont arrêté, en flagrant

délit de vente de produits prohibés (psychotropes et kif traité), huit individus.

Perquisitionnant à leur domicile, la police a découvert une quantité de drogue, des psychotropes et des armes blanches (Cutter et ciseaux), du papier plastique d'emballage des morceaux de drogue, ainsi qu'une somme d'argent de 79.375 DA issue de la vente de ces produits hallucinogènes. Les mis en cause seront présentés devant les instances judiciaires pour «détention et vente de la drogue».

28 blessés sur les routes en 1 mois



Vingt-huit blessés ont été recensés par la Sûreté de wilaya dans 23 accidents de la circulation survenus dans les périmètres urbains de la wilaya de Ghardaïa, durant le mois d'août écoulé, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

Les accidents enregistrés sont principalement dus au non-respect du code de la route, de la priorité, des plaques de signalisation, l'inadvertance des piétons et des conducteurs, l'excès de vitesse, le dépassement non autorisé et la conduite avec utilisation du téléphone mobile.

S'agissant du contrôle et de la répression des infractions de la circulation et du roulage, les mêmes services ont enregistré 168 infractions et rédigé 46 procès-verbaux de délits pour conduite sans police d'assurance, absence de fiche de contrôle technique du véhicule ou sans documents de conduite du véhicule, ce qui a entraîné également le retrait de 25 permis de conduire, a-t-on précisé. Les services de la sûreté de wilaya ont également enregistré 28 contraventions et rédigé 10 PV de délits de conduite en motos dans les zones urbaines ce qui a entraîné, également, la mise en fourrière de trois motos de gros cylindre.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

06 safar 1443

El Fedjr 05h01	Dohr 12h44	Assar 16h17	Maghreb 19h02	Icha 20h21
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Destiné aux habitants de Batimat Taliane Relance prochaine du projet des 1.201 logements publics locatifs

K.Assia

Le projet de réalisation des 1.201 logements publics locatifs implantés au quartier de la Pépinière dans la commune de Bir El Djir et destiné aux habitants de la cité Batimat Taliane dans le quartier d'Es-Seddikia sera relancé une fois les procédures administratives pour le choix des entreprises achevées. La décision a été prise, avant-hier samedi, lors d'une visite sur site effectuée par le wali d'Oran M. Sayoud Saïd et de nombreux cadres du secteur du logement dont le DG de l'OPGI d'Oran et autres responsables. En effet, ce chantier à l'arrêt sera relancé à la grande joie des bénéficiaires de ce programme de sorte que des directives ont été données sur place pour achever les procédures administratives concernant le choix des entreprises qui auront pour mission de terminer les travaux restants au niveau de la tranche des 529 logements. Sur ce, le wali d'Oran a fait savoir que ce projet fera l'objet d'un suivi régulier et toutes les mesures seront prises pour augmenter la cadence des travaux et réceptionner ainsi ce programme dans les plus brefs délais. Une mesure qui vient conforter les habitants de Batimat Taliane qui n'ont pas hésité à faire part de leurs préoccupations au wali d'Oran quant à leur relogement avant la fin de l'année.

Dans ce contexte, les responsables ont été instruits de rattraper le retard et de régler le problème des équipements publics dans ce groupement d'habitat. Notons que ce projet compte également des travaux de réalisation de



deux écoles primaires, un CEM, un lycée et une mosquée, la majorité des travaux ont été achevés et le reste est en cours de réalisation.

Au sujet de la reprise des opérations de relogement, lancées par les services de la wilaya dernièrement, Saïd Sayoud a annoncé qu'une liste de bénéficiaires de logements publics locatifs de la daïra d'Oran sera affichée au début de la semaine prochaine et sera suivie par une opération de relogement des habitants du site illicite de Sidi Chahmi, entre autres opérations, affirmant que la prise en charge des préoccupations de la catégorie précaire de la population fait partie de ses priorités. Pour rappel, les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI d'Oran

avaient annoncé en juin dernier que les 1.201 logements sociaux seront réceptionnés et distribués aux bénéficiaires avant la fin de l'année en cours. Suite à la résiliation du marché avec la promotion immobilière chargée de la réalisation du projet des 529/1.201 logements publics locatifs (LPL) à Bir El Djir, actuellement en cours, l'OPGI avait rassuré l'ensemble des bénéficiaires que toutes les procédures ont été prises pour assurer une remise des clés avant la fin de l'année 2021. « Cette décision de résiliation du marché vise à mettre fin à l'immense retard enregistré dans le déroulement des travaux de ce projet, et ce, conformément à la réglementation en vigueur en matière de marchés publics », avait précisé l'OPGI.

De nouveaux étals pour accueillir les marchands de l'informel Une entreprise pour la réhabilitation du marché de Mers El Hadjadj

J. Boukraa

Dans le but de lutter contre l'informel à travers notamment des outils visant son intégration dans le circuit légal, des mesures ont été prises par les autorités locales. Sur le terrain, la commune de Mers El Hadjadj vient d'installer une entreprise pour la concrétisation du projet de réhabilitation du marché couvert. L'opération chapeautée par les services techniques de la daïra prévoit aussi l'installation de nouveaux étals pour accueillir les marchands informels. Dans ce cadre, la commune lance un appel aux commerçants illicites qui activent aux alentours pour se rapprocher des services communaux pour l'obtention des autorisations pour exercer à l'intérieur du marché. Plusieurs mesures ont été prises durant la dernière décennie dans le cadre de la lutte contre le commerce informel et la régulation des marchands. Des investissements ont été réalisés, comme les marchés parisiens, censés recadrer le secteur.

Ces mesures ont abouti dans leur majorité à un échec.

Réalisés dans le but de donner un nouveau souffle pour la commercialisation des produits à large consommation et lutter contre l'informel, ces espaces n'ont pas connu l'aboutissement espéré par les pouvoirs publics. A Oran, selon les statistiques communiquées par la direction du commerce, 21 marchés sont désertés. Les marchands refusent de regagner les locaux, fuyant les charges de location et d'entretien. Dans ce cadre, la wilaya d'Oran a bénéficié de la réalisation d'une trentaine de marchés de proximité (marchés parisiens).

Aussi, 25 anciens marchés ont été réhabilités. Parallèlement, les autorités publiques ont mis en place un ensemble de mesures et de dispositifs visant à inciter les opérateurs informels à s'insérer dans la sphère légale. Toutefois l'aménagement et la réhabilitation des marchés couverts n'incitent pas les commerçants informels à se mettre en règle avec

la loi. Pour faire face à cette situation, le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République prévoit la mise en place d'outils nécessaires à l'évaluation de l'étendue des activités informelles dans le secteur économique et au recensement des contribuables potentiels. Ceci permettra, selon le document, l'évaluation des pertes fiscales engendrées par les activités informelles en vue de les ramener vers les circuits légaux de l'économie. Le gouvernement s'engage, dans ce sens, à mettre en place des mesures d'intégration, d'incitation et de contrôle devant contribuer au transfert de l'activité informelle vers le secteur formel. La récupération des fonds disponibles dans le marché informel, pour les réintégrer dans le circuit officiel, compte parmi les objectifs assignés à ce plan d'action prévoyant aussi la mise en place de mécanismes appropriés de commercialisation comme la libre vente à travers des associations spécialisées.

Delmonte et Haï Bouâmama Trois dealers arrêtés, des psychotropes et du kif saisis

K. Assia

Trois dealers âgés de 31, 38 et 45 ans ont été arrêtés par les éléments de la brigade spécialisée dans la lutte contre la commercialisation et le trafic des stupéfiants. La première affaire a été solutionnée à la suite d'informations parvenues aux policiers indiquant que deux indivi-

dus écoulaient des comprimés psychotropes dans le quartier de Delmonte. Les investigations lancées ont permis de les arrêter à côté de leurs domiciles sachant que l'un d'entre eux a tenté de s'enfuir et a été vite rattrapé. Une perquisition ordonnée par le tribunal de Fellaoucene est ordonnée dans le domicile de l'un des mis en cause et 100 comprimés

psychotropes de marque Pregabaline, un couteau et 6.000 dinars ont été saisis. Ils seront présentés au tribunal à l'issue de l'enquête. Un autre dealer de 31 ans a été arrêté par les services de la BMPJ de Haï Bouâmama pour détention de kif et plus de 46 comprimés psychotropes de différentes marques. Il sera présenté au tribunal après enquête.

Lutte contre l'habitat précaire Réception de 1.500 logements à Bethioua et Sidi Benyebka

J. Boukraa

Destinés aux mal-logés, quelque 1.500 logements sociaux ont été réceptionnés dernièrement au niveau des communes de Bethioua et de Sidi Benyebka, indiquent les services de la wilaya. A ce titre, 1.000 logements ont été livrés dans la commune de Bethioua et 500 autres dans la commune de Sidi Benyebka. Selon les mêmes services, les travaux d'aménagement extérieur ont été achevés notamment le raccordement aux divers réseaux, le bitumage de la voirie et la réalisation d'espaces verts et d'aires de jeux pour les enfants. Selon les mêmes interlocuteurs, les travaux de l'éclairage public ont été aussi achevés. Ce quota devrait être distribué au courant de ce 2^{ème} semestre. Selon les mêmes sources, ce programme en question fait l'objet d'un suivi de la part de la commission de wilaya.

Dernièrement, la direction de l'habitat avait indiqué que plus de 1.700 logements publics locatifs seront réceptionnés dans quatre communes de la wilaya d'Oran. Il s'agit de 700 logements publics locatifs dans la commune de Misserghine, 500 à El Ançor, 500 autres à Bousfer et 32 à Mers El Kébir, a-t-on indiqué, soulignant que la réalisation de ces logements enregistre un taux d'avancement dans les travaux d'aménagement externe de 95% pour être achevés fin juin en prévision de leur attribution. Les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau, électricité et gaz) sont achevées en attendant les travaux de revêtement des chaussées au niveau des sites d'El Ançor et Bousfer et Mers El Kébir, a-t-on fait savoir. Une opération pour déterminer les locaux à l'intérieur de ces sites d'habitat a été lancée. Ces locaux devront abriter des équipements publics, notamment une polyclinique, une antenne communale, un bu-

reau de poste, deux agences de Sonelgaz et de la Société de l'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR), a-t-on relevé.

Une commission de wilaya composée de représentants du wali d'Oran et de différentes directions de l'habitat, de l'urbanisme, de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) procède à des opérations régulières de contrôle et d'inspection des différents programmes d'habitat prévus pour leur attribution au mois de juillet prochain. Il y a lieu de signaler qu'au niveau de la commune d'Oran, quelque 2.500 logements destinés aux habitants du vieux bâti ont été réceptionnés. A ce titre, quelque 300 familles occupant de vieux bâtis, sis dans les délégations communales d'El Amir et d'Ennasr, ont bénéficié il y a quelques jours d'une opération de relogement vers le nouveau pôle d'agglomération à Oued Tlélât.

Il s'agit de la deuxième opération du genre organisée par les autorités locales. La première avait touché 166 familles qui résidaient dans 23 immeubles menaçant ruine, situés au niveau de la délégation communale de Sidi El Bachir, relevant également de la commune d'Oran. Ces familles ont été relogées au même pôle d'agglomération d'Oued Tlélât.

Un programme de 2.500 logements a été consacré aux occupants du vieux bâti situé dans le tissu de la commune d'Oran et de neuf délégations communales, telles que Sidi El Bachir, Derb, Sidi El Houari, El Mokrani, El Makarri et El Hamri, selon le chef de la daïra d'Oran, Mourad Rahmouni. Ce responsable avait assuré, dans une déclaration à la presse en marge de cette deuxième opération de relogement, que les citoyens concernés «bénéficieront de leurs nouveaux logements prochainement au fur et à mesure que les bilans des enquêtes enclenchées par les services compétents avancent».

En collaboration avec les services de la police L'ONTA sensibilise les chauffeurs de taxis sur le respect de la réglementation

K. Assia

Une vaste campagne de sensibilisation sur la réglementation qui régit l'activité taxis a été lancée du dimanche à jeudi dernier par les membres du bureau local de l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), a-t-on appris, hier, auprès de M. Mekhlef Baghdad, président du bureau d'Oran de l'organisation. Cette action de prévention a vu la présence des services de la sûreté d'Oran et a ciblé toutes les stations de taxis inter-wilayas ainsi que celles de l'intercommunal.

Dans ce registre, les initiateurs ont opté le premier jour de cette campagne pour le rond-

point El Bahia, la station des taxis inter-wilayas de la cité Djamel et la station de taxis de l'USTO où ils ont mis l'accent sur le respect du cahier de charges, l'hygiène, la tenue vestimentaire, l'accueil du client, l'amélioration de la prestation, autant de conditions pour exercer cette activité conformément à la réglementation en vigueur, a indiqué le responsable.

Le 6 septembre dernier, les membres de l'ONTA se sont déplacés à Béthioua et Mers El Hadjadj où ils ont été appuyés dans cette action par les services de la sûreté de daïra de Béthioua. Cette opération s'est poursuivie le lendemain à Arzew, le mercredi à Gdyl et le jeudi à Aïn El Turck.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Dali Yamina, 81 ans, Miramar

Amraoui Benhamida, 78 ans, Bir El Djir

Birbar Mira, 81 ans, Sidi El Houari

Bouhaloua AEK, 66 ans, Canastel

Horaires des prières pour Oran et ses environs

06 safar 1443

El Fedjr
05h18

Dohr
12h59

Assar
16h33

Maghreb
19h18

Icha
20h36



TLEMCEM

Les craintes des agriculteurs

Les sillons du premier labour de saison ont commencé dans les plaines, en montagne et sur des sols difficiles de la wilaya et ce, après un été que certains agriculteurs ont trouvé très chaud pour leur culture.



Khaled Boumediene

« Il y'a eu une forte chaleur et une grande sécheresse sur toute la région de Tlemcen, ce qui a beaucoup impacté l'agriculture. Nous avons tous en tête l'incidence sur les rendements des céréales qui ont connu cette saison une forte baisse en raison des déficits pluviométriques hivernaux et printaniers.

Même les retenues de substitution réalisées pour le stockage de l'eau d'irrigation n'ont pas servi à grand-chose car la situation des barrages, s'est aggravée dans plusieurs localités en raison de l'accroissement des stress hydriques, qui a accentué la situation des nappes réactives. La situation pourrait devenir tendue sur l'agriculture car il n'est pas tombé un millimètre depuis le mois de juin dernier. Vraiment les cultures souffrent ! » Comme beaucoup, Hadj Mohamed, agriculteur à Fehoul (daïra de Remchi) attend la pluie avec impatience. Une sécheresse estivale inédite frappe les régions du nord de la wilaya, mais aussi les régions du sud, El Aricha, El Gor, Sidi Djilali, Bouihi, Seboud et Béni Snous. En guise de préparation de la campa-

gne labour-semailles qui sera lancée juste après le début de l'équinoxe d'automne (21 septembre prochain sur le calendrier), de nombreux agriculteurs ont entamé le labour profond de leur terre avec un tracteur à roue et une charrue à cinq disques.

Les agriculteurs recourent au déchaumage pour nettoyer leur champ des résidus de culture et des irrégularités provenant de la culture précédente. « Cette opération de travail du sol consiste à créer un volume de pores suffisant pour absorber l'eau et l'air et pour permettre une pénétration facile des racines de plantes en ameublissant le sol dans la couche cultivable », précise un agriculteur d'Ain Youcef (daïra de Remchi).

Toutes les mauvaises herbes, les parasites et vers blancs seront éliminés. Ainsi, la terre pourra emmagasiner les eaux des premières averses et des orages prévisibles en cette période. Profitant du beau temps qui promet de durer quelques jours, les agriculteurs étendent en même temps leur première dose de fertilisation en fumure de fond composée essentiellement d'engrais et d'engrais phosphatés (TSP). « Le premier la-

bour de saison détermine la profondeur de la couche cultivable et vise à préparer le sol pour la culture à venir. Il consiste à ouvrir la terre à une certaine profondeur, à la retourner, avant de l'ensemencer ou de la planter. La fertilisation est pratiquée par des épandeurs d'engrais. Le recroisement des terres se fait avec des équipements mécaniques de travail du sol. Le chenillard s'adapte parfaitement en colline ou sur des terrains accidentés. Ces opérations seront suivies dans les jours qui viennent d'un recroisement des terres pour la préparer aux semis des orges, avoines, blés tendres et blés durs.

Les polycultures s'attachent quant à eux aux préparatifs de leur terre et aux plantations de pomme de terre d'arrière-saison, légumineuses et d'autres cultures fourragères.

La gestion des cultures, c'est à dire les opérations de travail du sol sont effectuées après les semis ou les plantations, afin d'améliorer la production. Il y a aussi des agriculteurs qui préfèrent laisser leur terre en jachère, une période sans cultures profitable pour le sol », explique Lablack Azzedine, ingénieur agronome à la retraite.

EL-BAYADH

Des points noirs et des instructions pour y remédier

Hadj Mostefaoui

Les habitants de la cité des 400 logements située à plus de 10 kilomètres du centre ville du chef lieu de la wilaya n'ont pas mâché leurs mots pour transmettre tout un chapelet de doléances au premier responsable de la wilaya, lors de sa première sortie sur le terrain. Une cité fraîchement occupée par ses locataires, mais dépourvue d'équipements les plus élémentaires à savoir, une école primaire, de transport scolaire pour leurs enfants en cette veille de rentrée scolaire, les conduisant à subir le dictat des chauffeurs de taxis, qui demandent plus de 200 DA pour la course. La cité croule sous le poids des ordures ménagères et est envahie par les scorpions et de reptiles en raison de sa proximité avec la montagne Bouderga, disent encore ses habitants. Ces derniers ont dénoncé la qualité du cadre de vie de leur cité enclavée, oubliée et marginalisée, et le sort réservé à leurs enfants qui seront contraints, qu'il pleuve qu'il neige ou qu'il vente, de parcourir plus de douze kilomètres à pied pour rejoindre leurs établissements scolaires respectifs. En réponse aux nombreuses sollicitations des citoyens de cette cité, Mr Farid Mohamed, premier responsable de la wilaya s'est montré rassurant en leur déclarant qu'il mettrait tout en œuvre et ceci dans les toutes prochaines semaines afin d'alléger leurs maux. Cette cité devait-il souligner bénéficiera incessamment de tous les équipements socio-éducatifs et culturels au même titre que le reste des autres agglomérations du chef lieu de la wilaya. C'est tout un ensemble d'équipements adéquats dont la réalisation sera entamée en urgence. Une école primaire, un CEM, un bureau de poste, un centre de santé, ainsi que des locaux commerciaux et un marché seront très prochainement

inscrits et les travaux lancés.

Des recommandations fermes ont été données au responsable du secteur des équipements et de l'urbanisme afin d'inscrire en priorité l'ensemble de ces projets sur son agenda.

Au début de sa tournée en début de matinée de samedi, le wali s'est rendu à la résidence universitaire «Nour Bachir» de 2.000 lits où il n'a pas caché sa surprise en découvrant l'état de délabrement très avancé dans lequel elle se trouve avec des chambres aux murs fissurés, des douches inopérantes en raison de la détérioration de l'ensemble de la tuyauterie et pire encore l'état indécrottable des espaces verts envahis par les mauvaises herbes et servant de dépotoirs. Ce qui a le plus retenu l'attention du wali, demeure incontestablement l'absence de chauffage central, sachant que la saison hivernale pointe déjà du nez dans une région réputée pour ses hivers longs et rigoureux. Le wali n'est allé avec le dos de la cuillère pour exprimer sa colère et d'ordonner au responsable du centre universitaire d'entamer dans les délais le plus courts l'ensemble des travaux de maintenance, sachant qu'un reliquat financier d'un montant de 19 millions de DA est disponible pour améliorer les conditions de séjour de la population estudiantine. Sur son itinéraire, le wali s'est rendu sur le chantier de construction d'un nouveau CEM de 600 places, dont la date de réception est fixée pour le début du mois de janvier de la prochaine année. Un établissement implanté dans la nouvelle cité des 1.200 logements susceptibles d'être attribués à leurs bénéficiaires dans les toutes prochaines semaines. Désormais devait-il rappeler, les travaux de réalisation de nouveaux ensembles d'habitations devront aller de pair avec ceux des équipements sociaux et répondant favorablement aux besoins immédiats de ses habitants.

AÏN TEMOUCHENT

Le corps d'un noyé repêché à la plage de Rachegoune

Les agents de la protection civile ont repêché, samedi, le corps sans âme d'un jeune noyé au niveau de la plage de Rachegoune dans la commune de Beni Saf (Aïn Temouchent), a-t-on appris auprès de ces services. L'unité marine relevant de la protection civile de Beni Saf est intervenue pour repêcher la dépouille de ce jeune âgé de 21 ans, qui faisait l'objet de recherches en mer depuis vendredi, par la brigade de plongeurs des

mêmes services. Les agents de la protection civile ont entamé, vendredi soir, les recherches après deux noyés au niveau de la zone rocheuse interdite à la baignade au niveau de la plage de Rachegoune et ont réussi à sauver un jeune âgé de 29 ans dont le frère a été retrouvé, samedi, mort par noyade, a-t-on précisé. Le corps du noyé a été transféré à la morgue de l'établissement public hospitalier de Beni Saf, a-t-on conclu.

MASCARA

Ils agressent un automobiliste et lui volent sa voiture

Mohamed Belkecir

Des usagers de la route reliant Sidi Kada à Tighennif, circulant de nuit ont découvert dans un endroit isolé une personne blessée qu'ils ont évacuée à l'hôpital. Aussitôt la gendarmerie avertie, celle-ci dépêcha ses éléments pour une enquête qui établira que la victime demeurant à Sidi Kada a été sollicitée dans la nuit de mardi à mercredi par trois inconnus pour les emmener à Tighennif. En cours de route, ils font mine de vouloir se soulager et lorsque le véhicule s'ar-

rêta, ils firent descendre son propriétaire pour le ruer sauvagement de coups, le laissant pour mort et disparaissent avec la Chevrolet.

Au vu du signallement des malfaiteurs et de la voiture toutes les issues du territoire ont été mises sous surveillance par des patrouilles de gendarmes. Se sentant traqués, les agresseurs sont retournés à Sidi Kada où ils ont abandonné le véhicule avant de disparaître dans la nature. La Chevrolet a été retrouvée, son conducteur hospitalisé et les criminels sont activement recherchés.

ADRAR

Cap sur le marché africain

Bentouba Said

En présence des autorités locales de la wilaya d'Adrar, des cadres du ministère du commerce et de la promotion des exportations, les membres des chambres du commerce, industriels, exportateurs et la douane Algérienne ainsi que des représentants de pays Africains, la foire de la production algérienne à destination du marché africain a été lancée samedi après midi.

Dans son allocution d'ouverture de cet rendez-vous économique qui dure jusqu'au 26 du mois, le wali d'Adrar Larbi Behloul s'est engagé à accompagner et faciliter le travail de tous les opérateurs qui veulent exporter leurs produits vers les pays

Africains, en notant que Adrar était toujours le chemin favori des caravanes vers et depuis l'Afrique. Les liens forts et les traditions sont déjà là surtout avec le troc exercé depuis longtemps. Durant les deux dernières années plusieurs produits de la wilaya d'Adrar ont pris le chemin vers nos pays voisins, les dattes, le ciment, le gaz et autres.

Plus de 50 opérateurs économiques participent à l'exposition de la production nationale destinée à l'exportation vers le marché africain.

L'évènement économique regroupe également des agriculteurs et des artisans issus des quatre coins du pays. Des rencontres entre partenaires économiques activant dans différents domaines ont eu lieu. Une

aubaine pour initier les premières démarches d'exportation et connaître les facilités décidées par le gouvernement Algérien en la matière.

L'exposition se déroule au théâtre de plein air d'Adrar et va continuer durant deux semaines. Une première opération d'exportation de 45 camions chargés de différents produits vers les pays africains est prévue durant cet exposition.

En marge de cette exposition, une journée d'études sur les perspectives de l'exportation vers le marché africain sera organisée en coordination avec l'université d'Adrar et à laquelle des professeurs et des experts, ainsi que des représentants d'organismes professionnelles et financiers prendront part.

Angleterre

Ronaldo propulse Manchester United

Porté par le retour idéal de Cristiano Ronaldo, titulaire et auteur d'un doublé contre Newcastle (4-1), Manchester United a profité du lourd faux-pas de Tottenham à Crystal Palace (3-0) pour prendre la tête lors de la quatrième journée de Premier League, samedi. Accueilli en héros à Old Trafford, douze ans après son départ pour Madrid, Cristiano Ronaldo s'est immédiatement distingué avec un doublé qui propulse les Red Devils au sommet du classement.

Avec dix points, ils ne devançant Chelsea qu'au nombre de buts marqués, alors que Liverpool et Everton

pouvaient les dépasser hier. «CR7» n'est pas du genre à demander un temps d'adaptation, surtout dans un club où il a connu une période très faste entre 2003 et 2009. Avec un but de près sur un ballon repoussé par le gardien (1-0, 45+2) et un duel remporté après une belle ouverture de Luke Shaw (2-1, 62e), le Portugais a signé ses 119e et 120e buts en rouge. Il a surtout montré la voie aux siens lors d'un match compliqué contre Newcastle, accrocheur malgré sa 19e place au classement. En fin de match, Bruno Fernandes (3-1, 80e) et Jesse Lingard (4-1, 90+2) ont donné une ampleur flatteuse au ré-

sultat. Il y aura, certes, beaucoup de choses à améliorer dans les automatismes mais ces débuts prometteurs entretiendra la frénésie des supporters mancuniens après des années de relative morosité. Emprunté et réduit à dix à l'heure de jeu, Tottenham a perdu son premier match de la saison et la tête du classement à Crystal Palace (3-0), emmené par Odsonne Edouard, auteur d'un doublé pour ses débuts. Les Spurs (9 points) passent cinquièmes, tandis que les hommes de Patrick Vieira, dont c'était le premier succès sur le banc des Londoniens sont désormais à la onzième place avec cinq unités.

Italie

La Juve n'y arrive toujours pas !



La Juventus n'y arrive toujours pas: pendant que son ex-buteur vedette Cristiano Ronaldo a brillé avec son nouveau club, les Bianconeri ont été logiquement battus samedi à Naples (1-2), restant avec un seul point en poche après trois journées de Serie A. Offensivement peu dangereux en l'absence de Federico Chiesa et Paulo Dybala, les Turinois ont aussi affiché une inquiétante fragilité défensive, loin des standards de la première Juve de Massimiliano Allegri (2014-2019) qui régnait sur le football italien. Les deux buts encaissés en seconde période en sont la parfaite illustration. Sur le premier, le gardien Wojciech Szczesny, déjà coupable lors du premier match contre Udinese (2-2), a de nouveau relâché un ballon brûlant dont a profité Matteo Politano pour égaliser (57e). Sur le but décisif, à cinq minutes de la fin, le manque de sérénité global des Bianconeri s'est traduit par un geste défensif approximatif de Moise Kean, qui a mis en difficulté son gardien et finalement offert le ballon à Kalidou Koulibaly en embuscade (85e)! «En ce moment, ce sont ces erreurs techniques qui conditionnent les matches. Chaque erreur est payée cher, mais c'est le football. Il faut seulement continuer à travailler...», a souligné Allegri.

«C'est un moment où les choses sont comme ça... Je n'ai rien à reprocher aux joueurs, il aurait peut-être fallu être plus lucides pour marquer le deuxième but», a ajouté «Max». Cette victoire napolitaine est logique tant les joueurs de Luciano Spalletti ont pris l'initiative et dominé dans le jeu (près de 70% de possession de balle), malgré la sortie sur blessure de Lorenzo Insigne (genou) à un quart d'heure de la fin.

Allemagne

Le Bayern corrige Leipzig à l'extérieur

Le Bayern, champion d'Allemagne en titre, est allé corriger samedi son vice-champion Leipzig 4-1, pour prendre la deuxième place de la Bundesliga à deux points du leader Wolfsburg, seule équipe à quatre victoires en quatre journées.

Lewandowski a marqué son sixième but en quatre rencontres, mais la bataille pour le titre de meilleur buteur est lancée, puisque Erling Haaland a réussi un doublé lors de la superbe victoire de Dortmund 4-3 à

Leverkusen, portant son total à cinq réalisations. Entre Munich et Leipzig, la confrontation n'a pas donné tout de suite le feu d'artifice espéré. La première période s'est même résu-

mée à une bataille au milieu de terrain assez peu spectaculaire. L'ouverture du score du Bayern, dès la 12e minute, n'a pas reflété pas une supériorité dans le jeu : Kevin Kampl, le milieu du RB, s'est rendu coupable d'une seconde de déconcentration en repoussant du haut du bras un ballon en corner. Après consultation de la vidéo, l'arbitre a sifflé penalty. Robert Lewandowski s'est chargé d'exécuter la sentence (1-0). C'est la pépite du Bayern de 18 ans, Jamal Musiala, désormais international allemand, qui a enfin débloqué le match juste après la pause. Servi par un autre très jeune talent de 20 ans, le Canadien Alphonso Davies, il a superbement enchaîné contrôle et tir croisé dans la surface pour porter le score à 2-0 (47e).

Espagne

Vallecano arrache le match nul à Levante

Alors que Séville, le Barça, Villarreal et Alavés, qui n'auraient pas pu compter sur leurs internationaux sud-américains ce week-end, ont obtenu que leurs matches de Liga soient reportés, le championnat espagnol reprenait malgré tout ses droits, après la trêve internationale. En ouverture de la quatrième journée, Levante recevait donc le Rayo Vallecano à la Ciudad de Valencia. Dans une rencontre largement do-

minée par les joueurs du Rayo, c'est pourtant les Granotes qui allaient ouvrir le score. Sur penalty, Roger Marti permettait aux siens de prendre les devants (1-0, 39e). Butant pendant de longues minutes sur la défense des hommes de Paco Lopez et faisant preuve de maladresse (22 tirs à 7 en faveur du Rayo), les coéquipiers de Randy Nteka allaient finalement arracher le match nul en toute fin de rencontre par l'intermédiaire

de Sergio Guardiola (1-1, 90+2), entré en jeu quelques minutes auparavant. Un match nul qui n'arrange aucune des deux formations, toujours dans le ventre mou du classement de Liga.

Levante, 12ème, est toujours à la recherche de sa première victoire cette saison. De son côté, le Rayo stagne à la 10ème place et ne confirme pas son large succès face à Grenade (4-0) juste avant la trêve.

France

Paris se régale, l'OM dingue de Dieng



Le Paris SG a poursuivi son sans-faute en Ligue 1 samedi contre Clermont (4-0) avant de retrouver la Ligue des champions, Kylian Mbappé faisant oublier ses envies d'ailleurs. Et Marseille figure désormais sur le podium, guidé par le phénomène Bamba Dieng à Monaco (2-0). Cinq sur cinq pour le PSG: impeccable leader, le club de la capitale a poursuivi samedi après-midi son carton plein en tête avec une cinquième victoire en autant de journées, préparant au mieux son entrée en phase de poules de C1 programmée mercredi à Bruges. L'absence des Sud-Américains n'a pas entravé la marche de Paris grâce à un doublé d'Ander Herrera (20e, 31e), un but très réconciliateur de Kylian Mbappé (55e) et une tête d'Idrissa Gana Gueye (65e). La machine parisienne tourne bien, même sans les Argentins Lionel Messi, Angel Di Maria et Leandro Paredes ni le Brésilien Neymar, laissés au repos pour avoir joué dans la nuit de jeudi à vendredi en qualifications au Mondial-2022. Messi a assisté au spectacle depuis les tribunes du Parc des Princes et la recrue phare du mercato parisien devrait retrouver les terrains mercredi en Belgique, où le trio magique Messi-Neymar-Mbappé pourrait enfin être aligné pour la première fois. En attendant, impliqué sur trois des quatre buts contre Clermont, Mbappé a réussi une opération de charme, tournant la page de son flirt estival avec le Real Madrid. D'abord sifflé par une partie du public à l'annonce des équipes au Parc des Princes, le champion du monde s'est fait pardonner en signant une prestation de haut vol et est sorti sous les acclamations. «La seule chose que j'ai vue, c'est une

grande ovation à son égard», a évacué son entraîneur Mauricio Pochettino. «Kylian est un grand professionnel, un immense joueur et un bon garçon sur le plan humain. (...) Il montre un grand respect pour ce club, au quotidien, et il faut savoir apprécier cela.» Sacrée révélation! Au stade Louis-II de Monaco, le Sénégalais Bamba Dieng (21 ans) a crevé l'écran avec l'OM, signant un doublé plein de culot qui marquera les esprits. Dans un onze marseillais très remanié en l'absence du meneur de jeu Dimitri Payet (ménagé) et du gardien Steve Mandanda, laissé sur le banc au profit de l'Espagnol Pau Lopez, Dieng a saisi sa chance au poste d'attaquant. On n'a vu que lui en première période: deux frappes sur le poteau (13e, 28e) en guise d'avertissement, puis un déboilé tout en vitesse pour aller battre le gardien monégasque de près (37e), soit son tout premier but en L1! Après la pause, Dieng a récidivé, servi par la recrue Amine Harit, pour marquer en pivot (60e) et mettre à l'abri un OM très séduisant. Un scénario rêvé pour le gamin venu de l'académie sénégalaise Diambars, déjà buteur en février pour ses débuts en Coupe de France à Auxerre (2-0). Et voilà l'équipe de Jorge Sampaoli troisième de Ligue 1 (10 pts, un match de moins) derrière le Paris SG (15 pts) et Angers (10 pts), une situation idéale avant de retrouver la Ligue Europa jeudi prochain sur la pelouse du Lokomotiv Moscou. Le tableau est en revanche plus sombre pour l'AS Monaco, dépassée par le virevoltant jeu marseillais et renvoyée à ses doutes avant de débiter également en C3 jeudi prochain avec la réception de Sturm Graz.

Inter Milan Où en est Christian Eriksen ?

Les images sont encore dans toutes les mémoires. Le 12 juin, on jouait la première période de Danemark-Finlande (0-1, Euro 2020) lorsque Christian Eriksen (29 ans) s'est effondré sur la pelouse du Parken de Copenhague. Grâce à l'intervention de ses partenaires et du staff médical, le milieu offensif a pu être pris en charge dans les temps pour éviter que son accident cardiaque n'ait des conséquences plus dramatiques encore. Trois mois après, le Danois, qui s'est fait implanter un défibrillateur sous-cutané, va beaucoup mieux. Il profite de la vie milanaise, en famille, tranquillement, sans pression, avant de

repartir chez lui, à Odense. Dans un mois et demi, le meneur de jeu a un premier rendez-vous important pour la suite de sa carrière. Selon La Gazzetta dello Sport, il doit revoir, au Danemark, les cardiologues qui l'ont traité pour savoir s'il peut, dans un premier temps, reprendre une activité physique légère. Si le verdict est favorable, et en accord avec le staff médical nerazzurro, le Scandinauve pourra à nouveau enchaîner les tours de terrain et retoucher un peu le ballon dans une structure près de chez lui. Un processus de réathlétisation classique pour un joueur inactif depuis plusieurs semaines. Un premier pas pour un éventuel retour.

Si ses examens médicaux l'y autorisent et que ses sensations sont bonnes, l'ancien pensionnaire de Tottenham pourrait en effet reprendre. Pas en Serie A, où il lui est interdit d'exercer la moindre pratique sportive en raison de son défibrillateur. S'il décidait de conserver cet outil, le milieu offensif devrait alors se tourner vers d'autres marchés. La Gazzetta explique que, déjà, l'Ajax, son ancien club, est prêt à l'accueillir, tout comme plusieurs écuries danoises pour la saison prochaine. Patience est mère de toutes les vertus. Trois mois après le choc, l'espoir est toujours permis. Et c'est déjà une première victoire pour Christian Eriksen.

FC Barcelone Ansu Fati a choisi son futur club

Ces dernières semaines, les nouvelles autour de la prolongation d'Ansu Fati n'étaient pas forcément réjouissantes. Tout d'abord, on apprenait qu'il y avait une énorme divergence entre le FC Barcelone et l'agent du joueur, Jorge Mendes, sur la durée du contrat. Joan Laporta et ses équipes sont convaincus que le contrat du joueur expire certes en 2022, mais qu'il existe une option unilatérale pour le prolonger automatiquement jusqu'en 2024, sans que le joueur n'ait son mot à dire. L'agent portugais lui estime que cette option n'est pas valable. Et ce n'est pas tout, puisque divers médias espagnols ont récemment expliqué que

le super-agent avait proposé son joueur un peu partout, du côté de Manchester City notamment, alors que le Barça lui-même aurait aussi sondé plusieurs gros clubs européens l'été dernier. Les deux parties continuent cependant de discuter d'un nouveau contrat, et ce week-end, les nouvelles sont plutôt bonnes. Comme l'indique Mundo Deportivo, le FC Barcelone est 100% confiant dans ce dossier. Surtout parce qu'Ansu Fati a communiqué à Mateu Alemany, le directeur du football à Barcelone, qu'il veut s'inscrire sur la durée au sein de son club formateur. C'est lors de l'évènement où le jeune Espagnol a reçu le numéro 10

qu'il a fait savoir à ses supérieurs hiérarchiques qu'il n'a aucune intention de partir.

D'ailleurs, le club ne veut pas lever cette clause pour prolonger unilatéralement son contrat, mais bel et bien lui offrir un nouveau contrat avec un salaire revu à la hausse. Il est considéré comme le plus grand atout du club pour la décennie à venir et le Barça espère maintenant que son entourage sera compréhensif quant à la situation financière du club. Sa famille semble en tout cas disposée à faire l'impasse sur un salaire éventuellement plus haut ailleurs, toujours selon le journal. Les choses se présentent donc plutôt bien...

Borussia Dortmund Deux géants anglais sur Jude Bellingham



Le Brésilien Fernandinho (36 ans) n'ayant plus qu'un an de contrat, Manchester City est en pleine recherche de son successeur dans l'entrejeu. D'après les informations du Daily Star, le milieu de terrain du Borussia Dortmund Jude Bellingham (18 ans) serait dans les petits papiers des Cityzens. L'international

anglais (8 sélections) réalise un très bon début de saison, avec le 1 but inscrit et 3 passes décisives en 6 matchs toutes compétitions confondues, ce qui a attiré l'œil de Pep Guardiola.

Manchester City n'est pas le seul candidat de Premier League à s'intéresser à l'ancien de Birmingham : en

effet, le tableau anglais ajoute que Liverpool préparerait une offre de 80 millions de livres sterling pour le futur mercato estival, ce qui ferait de lui le plus gros transfert de l'histoire des Reds. Il serait la priorité numéro 1 de l'entraîneur allemand Jürgen Klopp pour renforcer son milieu pour la saison prochaine.

Milan AC Accord secret entre Kessié et le PSG ?

Malgré un mercato de feu cet été, le PSG estime qu'il lui manque toujours un milieu défensif de calibre international au sein de son effectif. Comme révélé par la presse italienne, Franck Kessié est la priorité du Paris Saint-Germain à ce poste. En effet, Leonardo adore le profil de l'international ivoirien de l'AC Milan, et aimerait l'enrôler l'été prochain dans la capitale française.

Vraisemblablement, le dossier de Franck Kessié au PSG est déjà bien avancé puisque selon les informations recueillies par Todo Fichajes, un accord secret a peut-être été trouvé entre les deux parties. C'est

tout du moins ce que commencent à penser les dirigeants de l'AC Milan, car les Rossoneri ont été surpris de voir que Franck Kessié a refusé leur offre de prolongation de contrat, qui collait pourtant aux exigences initiales de l'Ivoirien.

Actuellement lié à l'AC Milan jusqu'en juin 2022, Franck Kessié est dans une situation délicate pour le club lombard, qui doit absolument le vendre l'été prochain pour éviter un départ à zéro euro dans un an. Une aubaine pour Leonardo et pour la direction du Paris Saint-Germain, qui négocie avec l'entourage de Franck Kessié depuis plusieurs mois. Le mé-

dia espagnol révèle par ailleurs que le solide milieu défensif de l'AC Milan est également dans le viseur... de l'Inter Milan. Même si ses agents ont écouté les arguments de Nerrazzuri, Franck Kessié a rapidement fait savoir qu'il était hors de question pour lui de trahir l'AC Milan en signant chez l'ennemi juré. Le joueur donne sa préférence au PSG, avec qui il est quasiment d'accord sur les termes de son futur contrat. Reste maintenant le plus dur pour le PSG, à savoir trouver un terrain d'entente financier avec les dirigeants milanais pour le futur transfert de Franck Kessié dans la capitale française.

Everton Benitez met la pression sur James



Le manager d'Everton, Rafael Benitez, a exhorté James Rodriguez à faire preuve d'engagement envers le club s'il veut avoir une place dans l'équipe. L'international colombien a été évoqué depuis que Benitez a pris en charge les Toffees après le départ de l'entraîneur précédent, Carlo Ancelotti, cet été. Rodriguez, 30 ans, n'a pas joué avec l'équipe de Premier League cette saison et a laissé entendre sur sa chaîne Twitch qu'il cherchait un transfert. Benitez pense que le milieu de terrain offensif peut encore apporter quelque chose à Everton s'il finit par rester pour le reste de la saison. «J'ai vu ce qui se passait à la fin de la saison, ce qui se passait cette saison avec certains commentaires sur les médias sociaux», a déclaré l'Espagnol en conférence de presse. «Ce n'était pas facile, car il était disponible lors de la fenêtre de transfert. Maintenant que nous avons juste la fenêtre du Moyen-Orient ouverte, ce n'est pas facile. «Je pense qu'il a compris qu'il devait s'améliorer dans

beaucoup de domaines. Il doit se concentrer, il doit montrer son engagement. C'est ce qu'il essaie de faire et c'est une bonne chose pour nous. «S'il reste avec nous, c'est une bonne nouvelle pour nous car il peut nous apporter quelque chose de plus. Nous n'avons aucun doute sur sa qualité, nous devons être sûrs que nous avons des joueurs qui jouent pendant 90 minutes avec l'intensité que nous recherchons. «Chaque joueur a ses caractéristiques, et certains matchs où il peut faire la différence. Si James reste avec nous, nous devons trouver les bons matchs pour lui, et il doit montrer son engagement et son désir. C'est quelque chose que ses coéquipiers, les fans et le staff attendent de lui. «S'il peut le faire, il peut apporter sa contribution à l'équipe. Il s'entraîne avec l'équipe. Nous avons évidemment parlé de son avenir et certains clubs étaient intéressés. Il est toujours là, il s'entraîne avec le reste de ses coéquipiers.» L'ancien joueur du Real Madrid sait donc ce qu'il lui reste à faire.

AS Rome 1000^e match comme entraîneur pour Mourinho

José Mourinho, arrivé cet été sur le banc de l'AS Rome pour tenter de ramener le club giallorosso vers les sommets, a célébré dimanche contre Sassuolo son 1.000^e match officiel comme entraîneur principal. «90.000 minutes, plus les différents temps additionnels... C'est beaucoup!», a reconnu «Mou» cette semaine, interrogé par l'agence portugaise Lusa. «Je n'ai jamais pensé atteindre ce chiffre et n'ai jamais comptabilisé les matches. Mais quand on m'a informé qu'il n'en manquait plus que huit ou neuf, alors je l'ai noté et j'ai commencé à faire les comptes», a ajouté le Portugais de 58 ans.

La Roma est la dixième expérience sur un banc pour le Portugais depuis ses débuts comme entraîneur principal en septembre 2000, à Benfica.

Il a notamment entraîné le FC Porto, Chelsea à deux reprises, l'Inter Milan, le Real Madrid, Manchester United et Tottenham avec à son palmarès deux Ligues des champions (Porto en 2004, Inter en 2010) et des titres de

champion dans les quatre championnats où il a dirigé. De retour en Italie onze ans après son triplé historique avec l'Inter

(Ligue des champions, championnat et Coupe d'Italie), il a pour le moment réalisé un sans-faute avec la Roma avec quatre victoires lors de ses quatre premiers matches, deux en Serie A et deux en Ligue Conférence Europa. Samedi, en conférence de presse, Mourinho a tenu à remercier le syndicat anglais des entraîneurs, la League Managers Association (LMA), qui a salué la performance de devenir le «33^e entraîneur dans l'ère moderne du football européen à atteindre le cap des 1.000 matches officiels». Pour autant, «le prochain défi est toujours celui le plus important dans ma carrière», a assuré l'exigeant «Special One» dans un message sur le site du club. Lequel a aussi décidé de marquer le coup en proposant des réductions sur les produits dérivés de la collection «JM» (pour José Mourinho) lancée en l'honneur du Portugais.

Ligue des champions d'Afrique

L'ES Sétif broie du noir en Gambie



L'Entente Sportive de Sétif, un des deux représentants algériens dans l'édition 2022 de la Ligue des Champions africaine de football s'est lourdement incliné (3-0, mi-temps 1-0) face aux Gambiens du FC Fortune, en match disputé samedi après-midi au stade de l'Indépendance (Bakau), pour le compte du tour préliminaire «aller» de l'épreuve. Les locaux ont ouvert le score dès la 22e minute, par l'intermédiaire d'Ebrima Camara, avant que Patrick Sylva et Aliou Barry ne doublent la mise, respectivement aux 59e et 82e. Un score relativement conséquent pour les Gambiens, et qui risque de compliquer la tâche aux Sétifiens lors

du match «retour», prévu dans une semaine. A noter que les joueurs de l'ESS ont été perturbés le matin du match, car l'équipe adverse n'avait pas mis de bus à leur disposition pour les emmener au stade. Ce qui a contraint le coach Nabil Kouki et ses pouillains à se répartir en plusieurs petits groupes de quatre, pour pouvoir emprunter des véhicules légers. Les matchs «aller» du ce tour préliminaire de la Ligue des Champions ont débuté vendredi, et ils se poursuivront dimanche, avec le déroulement de sept autres rencontres, dont celle du deuxième représentant algérien dans cette compétition, en l'occurrence : le CR Belouizdad, qui sera en

déplacement chez les Nigériens d'Akwa United. Les débats de se tour préliminaire «aller» se clôtureront le dimanche 19 septembre courant, avec le déroulement du dernier match inscrit à leur programme, et qui mettra aux prises les Guinéens du CI Kamsar aux Ghanéens d'Accra Hearts Of Oak. Un duel initialement prévu en même temps que les autres matchs, et qui fut finalement reporté au dimanche 19 septembre, à cause de la situation politique que traverse actuellement la Guinée. Ainsi, ce match se déroulera en même temps que les matchs «retour» de ce tour préliminaire, programmés par la CAF entre le 17 et le 19 septembre courant.

Football - Transferts

Les joueurs algériens, «un label» qui s'exporte bien

La Ligue 1 algérienne de football a subi une importante saignée à la fin de la saison 2020-2021, avec un exode massif de ses meilleurs joueurs, ayant frappé même les formations les plus huppées, comme le CRB, l'ESS et la JSS, qui ont perdu leurs meilleurs atouts, au profit de formations tunisiennes, suisses, françaises, belges, marocaines et saoudiennes. En effet, à l'instar du Chabab (Champion d'Algérie), qui a perdu son maître à jouer et buteur Amir Sayoud, l'Aigle Noir (Dauphin) et la JSS (3e de la Ligue 1) ont eux aussi perdu leurs meilleurs joueurs, notamment, le jeune prodige Mohamed Amine Ammoura et le baroudeur Billel Messaoudi, partis monnayer leur talent, respectivement en Arabie saoudite, Suisse et Belgique. Mais ce n'est rien comparé à ce qu'a enduré la JS Kabylie, qui outre son entraîneur Denis Lavagne, a perdu la quasi totalité de ses cadres, et en l'espace de seulement quelques jours. Une importante saignée, qui se poursuit jusqu'aux jours d'aujourd'hui, avec notamment l'officialisation du départ du défenseur Walid Benchérifa, ayant signé au cours des dernières 48 heures à l'Olympique de Khoribga (Maroc). Un exode massif donc, et pas des moindres, puisqu'il a concerné la quasi totalité des meilleurs joueurs algériens, ayant étroitement contribué aux performances de leurs équipes respectives. C'est d'ailleurs là l'une des principales raisons de cette saignée, car lorsqu'ils font leur marché estival, les clubs étrangers ne courent généralement que derrière les meilleurs. Et lorsqu'ils tiennent une bonne pioche, ils n'hésitent pas à mettre le paquet pour l'avoir. En effet, certains parmi ces clubs acquéreurs disposent de tellement de moyens que la surenchère ne leur

pose aucun problème. Ils peuvent d'ailleurs la pousser tellement loin que les clubs algériens ne peuvent pas s'aligner. C'est ce qui a d'ailleurs fait que des formations comme le CRB, l'ESS et la JSS soient restées impuissantes devant le départ de leurs meilleurs éléments.

LE PARADOU AC PREMIER EXPORTATEUR

Autre raison ayant suscité cet engouement pour les joueurs algériens, la qualité de leur formation, particulièrement en ce qui concerne les éléments labélisés par le Paradou AC, car formés dans les règles de l'art. En effet, outre la qualité technique individuelle, les entraîneurs apprécient beaucoup la discipline tactique. A partir de là, lorsqu'ils tombent sur des joueurs ayant reçu «une formation académique», et dès leur plus jeune âge comme c'est le cas des Pacistes, ils recrutent sans hésiter. Preuve en est que, dans le sillage des Ramy Bensabaini, Youcef Atal et autre Hicham Boudaoui, les Zakaria Naïdji, Adem Zorgane et Abdelkabar Kadri sont allés eux aussi rejoindre l'Europe cet été. En effet, Naïdji a signé à Pau (France), alors que Zorgane et Kadri sont allés en Belgique, respectivement à Charleroi Courtrai. Il faut reconnaître aussi que le brillantissime rendement de la sélection nationale est lui aussi pour beaucoup dans l'engouement voué aux joueurs algériens, car c'est «la principale vitrine» du pignon sur rue, qui concentre le plus de projecteurs sur le football algériens et ses artisans. En effet, aujourd'hui, quand on parle du joueur algérien, on sous-entend presque automatiquement le champion d'Afrique des nations en titre, et le recordman d'invincibilité sur le con-

tinant, avec déjà une incroyable série de 29 matchs sans défaite, sans oublier le fait que les Verts soient déjà très bien partis pour se qualifier au Mondial de 2022 au Qatar. Autrement dit, une carte de visite plus que bien remplie, aussi bien en club qu'en sélection nationale, et qui fait du joueur algérien «un label-rouge», qui s'exporte à merveille. Ce qui n'est pas pour déplaire au sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui dans l'une de ses dernières conférences de presse, avait encouragé les joueurs locaux à «se professionnaliser» à l'étranger. Un nouvel élan pour leur carrière, qui leur permettrait de progresser, et par conséquent, pouvoir concurrencer les actuels titulaires au sein de la sélection A. Le revers de la médaille est que cette «notoriété» est en train de coûter au championnat national ses meilleurs éléments, au point de risquer d'en souffrir sensiblement. A moins que les clubs ne parviennent à trouver une solution pour rééquilibrer la balance, notamment, en trouvant de bons remplaçants aux éléments partis. A ce propos, l'USM Alger a déjà réussi à faire revenir son ancien buteur-mais Abderrahmane Meziane de Tunisie, en attendant peut-être le milieu de terrain Mohamed Benkhemassa, qui vient de quitter la formation espagnole de Malaga, alors que le gardien international Azzeddine Doukha effectue son retour en Algérie en s'engageant avec la JSK après une expérience de plusieurs années dans le championnat saoudien. Une importation qualitative à laquelle devraient se livrer même les autres clubs de Ligue 1, comme le CRB, l'ESS, le MCA, la JSK, le CSC et la JSS, pour rester un top niveau, et par conséquent, pouvoir continuer à rivaliser avec les meilleurs, même à l'échelle continentale.

Tennis - US Open

Raducanu nouveau joyau de la couronne

Une star est née à New York: la Britannique Emma Raducanu, aussi radieuse que talentueuse à 18 ans, a réussi à l'US Open une performance exceptionnelle, en devenant samedi la première joueuse issue des qualifications à décrocher un titre du Grand Chelem. «C'est une réussite remarquable à un si jeune âge, et cela témoigne de votre travail acharné et de votre dévouement», l'a félicitée la reine Elisabeth II, qui a donc veillé jusqu'à au moins 23h30, heure de Londres, pour assister à l'exploit de Raducanu, sacrée en finale en battant 6-4, 6-3 la Canadienne Leylah Fernandez, 19 ans. «Quel match sensationnel! Félicitations Emma Raducanu. Vous avez fait preuve d'un talent, d'un sang-froid et d'un courage extraordinaires et nous sommes tous extrêmement fiers de vous», a tweeté dans un même élan le Premier ministre Boris Johnson. Plus jeune lauréate en Majeur depuis la Russe Maria Sharapova qui avait remporté Wimbledon à 17 ans en 2004, la 150e mondiale (qui sera 23e dès lundi) a réussi un exploit d'autant plus impressionnant qu'elle a tout emporté sur son passage, gagnant ses dix matches, qualifications comprises, par 20 sets à 0. La dernière à avoir réussi pareil «perfect» à l'US Open était Serena Williams en 2014. En face se trouvait Fernandez (73e), l'autre sensation de la quinzaine new-yorkaise,

qui était elle parvenue à renverser des situations très compromises, barrant notamment la route de la Japonaise Naomi Osaka (3e), la lauréate de l'an passé, de l'Ukrainienne Elina Svitolina (5e), puis de la Belarusse Aryna Sabalenka (2e). «C'était un match incroyablement difficile, le niveau était vraiment élevé. Elle a joué un tennis incroyable et a battu certaines des meilleures joueuses du monde. J'espère que nous nous affronterons dans de nombreux autres tournois et, espérons-le, en finales», lui a rendu hommage Raducanu. Les deux joueuses se retrouvaient trois ans après un 2e tour du tournoi junior à Wimbledon, déjà remporté par la Britannique. Le contexte était évidemment tout autre, au cœur du chaudron du Arthur Ashe et ses quelque 23.000 fans électriques, dont Virginia Wade, qui était jusqu'à ce samedi la dernière Britannique lauréate d'un Majeur, en 1977 à Wimbledon. Raducanu s'est effondrée de joie, sous les vivats qui ont longtemps résonné à Flushing Meadows où personne ne l'avait vue venir. Hormis peut-être les observateurs qui se souviennent qu'à Wimbledon, cet été, elle avait atteint les 8e de finale. Elle avait alors abandonné, étouffée par le stress et la foule, victime de problèmes respiratoires. Cette fois, c'est elle qui a coupé le souffle autour d'elle.

Boxe

L'humiliante défaite de Holyfield



Le maître en arts martiaux, le Brésilien Vitor Belfort a humilié l'Américain Evander Holyfield, ancien champion du monde de boxe, par KO technique au premier round, dans un combat animé, samedi, par l'ancien président américain Donald Trump, au Seminole Hard Rock casino à Hollywood, Floride. Belfort n'a laissé aucune chance à son adversaire. Dès les premiers secondes du match, l'ancien champion de boxe a subi une rafale de coups de son adversaire qui l'a rapidement envoyé dans les cordes. A peine revenu sur ses pieds, l'Américain s'est retrouvé au tapis après une série de coups portés par Belfort. Debout avant le décompte de l'arbitre, il a subi un nouvel assaut sans parvenir lui-même à porter un seul coup à son rival. L'arbitre a alors arrêté le combat, au grand dam du boxeur. «Je n'étais pas blessé», a insisté Ho-

lyfield, considérant comme «un peu triste» la décision de l'arbitre. «C'est comme ça, mais je pense que c'était un mauvais choix», a-t-il ajouté. Holyfield, 58 ans, faisait en Floride son retour sur le ring après avoir battu Brian Nielsen en 2011, point d'orgue de sa brillante carrière de boxeur. L'Américain a remporté la médaille d'or aux JO de 1984 en catégorie mi-lourds avant de dominer la catégorie poids lourds-légers dont il a été le champion du monde, et de faire son entrée chez les poids lourds. Il est aussi connu pour avoir battu deux fois Mike Tyson, une fois George Foreman et une fois Riddick Bowe. Il avait accepté il y a seulement huit jours ce combat contre Belfort, après la défection de Oscar De La Hoya, testé positif au Covid-19. Il s'est dit également prêt à une revanche contre son vieil adversaire Mike Tyson, aujourd'hui âgé de 55 ans.

ASM Oran Blocages à tous les niveaux



M. Zeggai

La rumeur relative à la reconduction de l'entraîneur Hadj Merine s'est avérée non fondée et jusqu'à l'heure actuelle, rien n'a été décidé d'une manière officielle. La raison ? Le jeune coach a conditionné son retour par la régularisation de ses arriérés (deux mois de salaire impayés) et un engagement concret pour la nouvelle saison. «Certes, j'ai eu une conversation avec Saâdoun Mohamed «Moumouh» qui m'a donné des garanties quant à mes salaires du nouvel exercice. J'ai eu également une entrevue avec Merouane Baghor. Tout cela est resté au stade de la discussion», nous a affirmé Hadj Merine hier. Nous avons appris d'une autre source que l'entraîneur en question ne peut pas attendre plus car il risque de perdre ses contacts avec d'autres équipes d'autant plus que la plupart des clubs ont déjà entamé la préparation. A ce propos, la situation semble pleine de confusion en raison des tensions internes entre certains dirigeants, surtout après «le départ du gardien de but Boukrih, libéré par la CNRL et

signataire au CSC», nous a-t-on fait savoir. Là, on vient d'apprendre que l'ASMO ne veut pas lâcher prise puisque la direction asémiste vient d'envoyer des documents pour annuler la libération automatique du jeune keeper. Ainsi donc, la direction du club oranais, dont l'équipe a échoué dans la course à l'accession en Ligue 1 dans les dernières journées de la compétition de la saison écoulée, est sur le point de commettre les mêmes erreurs.

En attendant, certaines sources affirment que si la venue de Hadj Merine ne se concrétise pas, l'on se dirige vers la piste de Salem Laoufi, lequel pourrait faire son come-back. Mais, cette décision ne fait pas l'unanimité chez de nombreux dirigeants, notamment après la guerre des déclarations interposées entre le président du CSA et l'ancien coach du WAM. Un véritable casse-tête à régler dans la mesure où l'ASMO est en retard dans la préparation. Pour le moment, tout est bloqué avec la saignée au sein de l'effectif, les dettes et le manque de moyens financiers. Quand va-t-on tracer la feuille de route et le programme de prépa-

ration du nouvel exercice qui débutera le 8 octobre prochain ? Avec quel effectif l'ASMO va-t-elle reprendre la compétition ? Voilà un dossier épineux étant donné que le championnat ne s'annonce pas de tout repos pour le team oranais. Décidément, rien ne va plus à l'ASMO et contrairement à sa réputation, la maison du club formateur n'est plus paisible. Sa direction est appelée à faire face à une situation administrative non moins gravissime avec cette crise financière qui secoue le club et surtout le manque de sponsors, en plus des mesures administratives l'ayant tant pénalisés comme essentiellement l'interdiction de recrutement dont il fait l'objet. Pour éclairer l'opinion publique, nous avons essayé de prendre attache avec Lahouari Benamar, le manager de l'équipe, mais en vain, tous nos appels furent voués à l'échec. Reléguée en Ligue 2 à l'issue de l'exercice 2015-2016, l'ASMO ne semble guère aujourd'hui avoir le profil nécessaire pour prétendre à l'accession parmi l'élite, dans un championnat encore plus difficile, composé de deux groupes (Centre-Ouest et Centre-Est).

GC Mascara C'est la reprise des entraînements

Abid Djebbar

Le Ghali de Mascara, champion du play-off de l'inter-régions et promu en division nationale amateur groupe (Centre-Ouest), se trouve actuellement confronté à des difficultés financières, qui perturbent son début de préparation. Aussi, le départ de plusieurs joueurs vers d'autres lieux, à l'image de Hamssas Adel (WAM),

devrait désormais inciter le président Merabiha Nasreddine, qui n'est autre que l'un des artisans de l'accession avec l'entraîneur Benseghir Amine, à trouver des solutions de rechange et d'engager des éléments capables de relever le défi. Selon nos sources, le Ghali semble avoir réalisé une bonne opération à ce propos avec le retour de Taïbi Billel (ex-JSMT) et le recrutement des Hadj Souad Nacer

et Cheickman Smaïl (HBCL), Allel Fouad (CRT), Guetarni Rabi et Younes Mohamed Réda, tous deux gardiens de but. La mission du coach Benseghir Amine et ses deux adjoints H'mida et Bouguech semble être très ardue cette saison devant des équipes chevronnées à l'image de l'ASMO, le MCS, l'USMBA et le CRT. La première phase de regroupement s'effectuera au stade Meflah Aoued.

La wilaya de Tiaret nous écrit

A la suite d'un article publié par le journal «Le Quotidien d'Oran» le 05 septembre 2021, intitulé «JSM Tiaret, l'AG extraordinaire mardi prochain», il y a lieu d'apporter la clarification suivante. L'auteur de l'article en question a attribué à l'ex-secrétaire général du club «Khiali Noureddine» des propos selon lesquels «les autorités locales ont promis monts et merveilles à cette équipe, mais les promesses n'ont pas été tenues (...) car avec le silence radio des autorités, l'équipe risque fort bien de connaître un avenir difficile». Cependant, il est nécessaire d'apporter un éclaircissement pour dire que les propos cités précédem-

ment sont dénués de fondements (...) dans la mesure où les autorités locales n'ont jamais promis monts et merveilles, car prétendre cela, relève de l'excès et de la démesure. Par contre, elles se sont engagées à soutenir cette prestigieuse équipe de football qui est l'un des symboles de la wilaya de Tiaret.

A cet effet, le wali n'a cessé d'apporter son assistance à l'équipe, le long de la saison dernière, ce qui lui a valu, avec le concours et la mobilisation de tous, notamment des supporters, de terminer en quatrième position de son groupe, ce qui est très honorable. Toutefois, la démission du président du club et du staff

dirigeant, à la veille du début de la saison, a quelque peu déstabilisé l'équipe suscitant l'inquiétude parmi les supporters, qui ont été rassurés après la tenue de l'assemblée générale extraordinaire de la JSMT, initiée par le wali, et qui a donné lieu à un directoire composé de personnes crédibles, chargées de diriger l'équipe en attendant l'élection d'un nouveau président. Enfin, le wali appelle toutes les bonnes volontés et les supporters à se rassembler autour de la JSMT et la soutenir continuellement afin de lui permettre d'évoluer dans un environnement sain et prometteur, loin des clivages et agitations.

WA Tlemcen L'entraîneur Bouhellal signe son contrat

L'entraîneur Kamel Bouhellal s'est officiellement engagé avec le WA Tlemcen dont la direction s'efforce pour lever l'interdiction de recrutement afin d'enregistrer ses nouvelles recrues, a indiqué le président de ce club de Ligue 1 de football. «Bouhellal a signé son contrat avec le WAT pour une durée d'une année. Nous espérons réaliser un parcours honorable sous sa houlette, après la saison très délicate que nous venions de vivre», a déclaré Rachid Meliani. Le Widad avait attendu la dernière journée du championnat de l'exercice précédent 2020-2021 pour éviter la relégation, et ce, pour sa première saison parmi l'élite qu'il a retrouvé après sept années passées dans les divisions inférieures. Bouhellal, qui a entraîné le WA Boufarik (Ligue 2) lors de la saison dernière, succède à Abdelkader Amrani, le troisième coach à avoir dirigé les «Zianides» au cours du précédent championnat et qui a annoncé son départ au lendemain du dernier match de son équipe. L'arrivée de Bouhellal, qui sera assisté par l'ancien international, Kamel Habri, en tant qu'entraîneur adjoint et l'ancien portier de l'équipe nationale,

Hichem Mezaïr, en qualité d'entraîneur des gardiens, a coïncidé avec l'enclenchement de l'opération de recrutement de son nouveau club. Trois joueurs ont paraphé leurs contrats au profit du WAT, à savoir Tizi Bouali (ex-JS Kabylie), Bentoucha (ex-CMB Oued Sly) et Amoura (ex-IRB Maghnia), a informé le premier responsable du club, ajoutant que le recrutement se poursuivra dans les prochains jours selon les besoins de l'équipe. Néanmoins, il faudra à la direction des «Bleu et Blanc» lever la sanction en la matière que lui a infligée la Fédération algérienne de football (FAF) pour qualifier ses nouvelles recrues. Une procédure qui «ne devrait pas tarder à se faire», a encore assuré Rachid Meliani, qui a estimé à 20 millions de dinars les dettes de son club auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL). Par ailleurs, l'entame des préparatifs de la nouvelle édition du championnat, dont le coup d'envoi est prévu pour le 23 octobre, aura lieu en fin de semaine, selon le président de cette formation de l'Ouest du pays, informant au passage que le stage d'intersaison des siens se déroulera à Tlemcen même.

Judo - Oran Fethi Nourine va lancer une école de formation



Le champion algérien de judo, Fethi Nourine a reçu l'aval des autorités locales de la commune d'Oran pour l'accompagner dans un nouveau projet sportif consistant en l'ouverture d'une école de formation des petits talents et la promotion de la discipline dans la capitale de l'Ouest du pays. Une cérémonie a été organisée, en fin de semaine, par les autorités communales en l'honneur de Fethi Nourine, qui était accompagné par son entraîneur Amar Benyekhlef, au cours de laquelle le judoka algérien a bénéficié des clés de la salle sportive qui abritera son projet sportif implanté au niveau du quartier populaire de «Saint-Pierre», a-t-on appris de la cellule de communication de la commune d'Oran. Le natif d'Oran, qui détient dans son palmarès plusieurs titres nationaux et internationaux, vise à contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération de champions dans une ville réputée pour avoir enfanté plusieurs athlètes ayant représenté dignement le

sport algérien, a-t-on ajouté. Le lancement imminent par Nourine de son projet intervient après quelques jours d'une lourde sanction qu'il vient d'écopier avec son entraîneur Benikhlef. Les deux hommes ont été suspendus pour une durée de dix (10) ans chacun de toutes manifestations et activités organisées ou autorisées par la Fédération Internationale de judo et ses fédérations, pour avoir enfreint aux «règles de la charte olympique». Le 23 juillet dernier, lors des Jeux olympiques de Tokyo 2020, Fethi Nourine avait décidé de se retirer de la compétition, une décision jugée par le CIO comme «contraire aux règles de la charte olympique», rappelle-t-on. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdelrezak Sebgag a qualifié la sanction infligée au judoka algérien Fethi Nourine et à son entraîneur Amar Benikhlef de «très injuste», soulignant avoir entrepris des procédures de recours contre la décision de la Commission de discipline de la Fédération Internationale de Judo (FIJ).

Covid-19 : tour d'horizon de l'obligation vaccinale dans le monde

Un nombre croissant de pays impose un certificat de vaccination pour certaines catégories, à l'image de la France où il sera obligatoire mercredi pour les personnels des hôpitaux et maisons de retraite, pompiers, ambulanciers et aides à domicile.

Tour d'horizon, non exhaustif, de l'obligation vaccinale anti-Covid-19 dans le monde:

OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ADULTES : UNE EXCEPTION

Très peu de pays imposent la vaccination à toute leur population adulte. C'est le cas dans deux Etats autoritaires d'Asie centrale, le Tadjikistan et le Turkménistan, l'un des rares pays à n'avoir déclaré aucun cas officiel de Covid. Au Vatican, une note du 8 février 2021 rend impératif le vaccin pour les habitants du plus petit Etat au monde et les employés qui y travaillent.

Territoire français du Pacifique sud disposant d'une large autonomie, la Nouvelle-Calédonie va rendre obligatoire la vaccination pour toutes les personnes majeures et pour les voyageurs, selon une décision adoptée le 3 septembre.

OBLIGATION POUR CERTAINES CATÉGORIES

Les obligations vaccinales pour certaines catégories professionnelles se sont multipliées partout dans le monde. Aux Etats-Unis, le président Joe Biden a rendu, jeudi, la vaccination obligatoire pour les employés fédéraux et les sous-traitants d'agences fédérales, le personnel des maisons de retraite recevant des subventions fédérales et des écoles sous contrôle fédéral.

En France, elle s'appliquera aux personnels des hôpitaux, maisons de retraite, aux pompiers, ambulanciers et aides à domicile, à partir du mercredi 15 septembre.

En Grèce, la vaccination est devenue obligatoire pour le personnel des maisons de retraite le 16 août, pour les soignants le 1er septembre. En Italie, médecins et personnels de santé sont contraints de se faire vacciner depuis fin mai, sous peine de ne plus pouvoir exercer au contact de personnes. La règle s'appliquera au personnel des maisons de retraite le 10 octobre.

Au Royaume-Uni, les employés des maisons de retraite devront être vaccinés à partir du 11 novembre. Une consultation publique sur l'extension de l'obligation vaccinale à d'autres établissements de santé a été lancée.

En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orban a annoncé le 16 juillet que la vaccination serait obligatoire pour les soignants.

Le Kazakhstan a ordonné le 1er juillet la vaccination obligatoire de la plupart des employés en contact avec d'autres personnes.

En Australie, les employés des maisons de retraite devront avoir reçu au moins une injection d'ici au

17 septembre. En Guinée Equatoriale, la vaccination est obligatoire depuis le 20 juillet pour les militaires, les personnels de santé ou les enseignants. En Gambie, les autorités imposent la vaccination depuis la mi-août aux employés du tourisme. Le Zimbabwe a averti mercredi que les fonctionnaires refusant la vaccination devraient démissionner. Au Canada, les 300.000 fonctionnaires fédéraux devront bientôt être vaccinés ainsi que tous les voyageurs montant à bord d'un train, d'un avion ou d'un bateau.

OBLIGATIONS IMPOSÉES PAR LES ENTREPRISES

Un nombre croissant de grandes entreprises imposent à tout ou partie de leurs employés d'apporter la preuve qu'ils ont bien été vaccinés.

C'est notamment le cas aux Etats-Unis pour les pharmacies CVS, le pétrolier Chevron, Disney ou encore la banque Goldman Sachs depuis août, avant que Washington décide, cette semaine, d'imposer aux entreprises de plus de 100 salariés un système de pass sanitaire.

En Australie, la compagnie aérienne Qantas impose, elle aussi, la vaccination à l'ensemble de son personnel.

PAS OBLIGATOIRE, MAIS PRESQUE

Dans certains cas, la vaccination n'est pas obligatoire mais les obligations ou restrictions pour les non-vaccinés sont très dissuasives.

En Arabie saoudite, la vaccination est obligatoire pour entrer dans les établissements publics et privés, y compris les établissements scolaires et les lieux de divertissement, ainsi que pour utiliser les transports publics. En Italie, les enseignants, personnels des établissements scolaires et universitaires, étudiants d'universités doivent, s'ils ne sont pas vaccinés, fournir la preuve d'un test négatif tous les deux jours.

OBLIGATIONS LOCALES

Il existe aussi de nombreux cas d'obligations vaccinales au niveau local pour certaines professions, activités ou pour l'accès à certains services. Par exemple, à Moscou pour les employés dans le secteur des services, à Los Angeles pour les élèves de plus de 12 ans ou en Chine pour l'accès aux hôpitaux, écoles ou transports publics de plusieurs localités. Dans plusieurs provinces canadiennes, dont le Québec, il est obligatoire d'être vacciné pour aller dans un bar, un restaurant, au théâtre ou dans un club de sport au-delà de 12 ans.

France Nouvelle mobilisation contre le pass sanitaire



Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi, pour la neuvième semaine consécutive, dans de nombreuses villes de France pour dénoncer le pass sanitaire, à la veille de l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale pour les professions de santé. C'est ainsi que dans la ville de Lille (nord), Clermont-Ferrand (centre) ou Paris, aides-soignantes, infirmières ou kinésithérapeutes sont venus grossir les rangs des cortèges pour dénoncer cette mesure qui leur sera imposée à partir de mercredi prochain, sous peine d'être suspendus.

«On est au pied du mur. Le 15 septembre, des collègues et moi allons être suspendus sans salaire. Le système de santé n'avait pas besoin de ça», désespère Corinne, aide-soignante depuis 30 ans, venue de l'est de la France pour manifester à Paris.

En outre, Dans le défilé de Bordeaux (sud-ouest), sa collègue Maria, 50 ans, dénonce «un

diktat» des autorités. «On nous menace de stopper nos salaires si on n'est pas vaccinés», enrage-t-elle, «c'est une totale injustice».

Après trois week-ends de baisse, les autorités elles-mêmes ont prédit un sursaut de la mobilisation, coalition hétérogène d'antivax, de «gilets jaunes», de militants d'extrême droite ou, plus généralement, de personnes opposées au gouvernement.

Environ 170.000 protestataires étaient attendus dans toute la France, dont 30.000 à Paris, a précisé une source policière à l'AFP. Le ministère de l'Intérieur avait compté 140.000 manifestants samedi dernier et 165.000 la semaine précédente.

Ce samedi, selon les préfetures, ils étaient 1.200 à Strasbourg, 1.700 à Rennes et à Vannes, plus de 2.000 à Lyon, 3.000 à Montpellier ou Nice, 2.500 à Toulon et à peu près autant à Bordeaux.

A Paris, par contre, la manifestation des «Patriotes» menée par

Florian Philippot, ex-numéro 2 de Marine Le Pen à la pointe du combat contre le pass, a réuni quelques milliers de personnes au Trocadéro, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des intervenants ont qualifié le vaccin et le pass sanitaire de «barbarie», facteur de «ségrégation» ou d'«apartheid».

Quelques incidents ont été signalés à Paris à la mi-journée autour des Champs-Élysées, où les forces de l'ordre ont tiré des grenades lacrymogènes.

Plusieurs personnes ont été interpellées, selon une source policière. D'autres échauffourées ont opposé des «gilets jaunes» et la police dans l'après-midi.

Obligatoire depuis le 21 juillet dans les lieux accueillant plus de 50 personnes, le pass sanitaire a été étendu à l'accès aux hôpitaux, sauf urgences, aux bars, aux grands centres commerciaux et aux 1,8 million de salariés au contact du public.

Les cas de Covid-19 en Afrique dépassent les 8 millions

Le nombre de cas confirmés de Covid-19 en Afrique a atteint 8.008.802 samedi matin, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique, l'agence spécialisée dans les soins sanitaires de l'Union africaine, a

précisé que le nombre de décès de la pandémie à travers le continent s'élevait à 202.534, tandis que le nombre des patients qui se sont remis de la maladie frôle les 7.281.000 jusqu'à présent.

L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie et l'Ethiopie font partie

des pays comptant le plus de cas sur le continent, selon le centre.

En nombre de cas, l'Afrique australe est la région la plus touchée, suivie des parties nord et est du continent, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée du continent, selon le CDC Afrique.

Etats-Unis : 16.000 décès non signalés dans des maisons de retraite



Près de 16.000 décès dans des maisons de retraite aux Etats-Unis n'ont pas été signalés au cours des premiers mois de la pandémie, selon un rapport mené par Karen Shen, chercheuse à Harvard.

Ce rapport, publié jeudi dans la revue JAMA Network Open, révèle que les chiffres manquants

représentent 14% de tous les décès survenus dans les maisons de retraite en 2020.

En étudiant les données de 20 Etats, l'étude a découvert que 44% de tous les cas de COVID-19 et 40% des décès liés à la Covid-19 dans les maisons de retraite recensés par les services de santé des Etats n'étaient pas été pris

en compte dans les données fédérales. «Cela peut démontrer une incapacité généralisée des maisons de retraite à collecter des données fiables au début de la pandémie ou que les pressions exercées pour signaler moins de cas et de décès étaient communes à tous les établissements», ont écrit les chercheurs.

USA

L'impossible deuil d'une Américaine dont les trois fils ont été tués par balle

«J'ai perdu mon premier fils le 10 janvier 2018. J'ai perdu un deuxième fils le 7 avril 2019. Et j'ai perdu le dernier le 15 août 2021, tous à cause de la violence par armes à feu» à Washington.

Seditra Brown, une Afro-Américaine de 49 ans, énonce l'inconcevable d'une voix calme, quasi mécanique. Tout en douleur contenue, elle laisse à peine échapper une larme en évoquant le dernier drame. «J'étais à Miami quand j'ai reçu l'appel», annonçant la mort de Kalif, 28 ans, abattu alors qu'il circulait en voiture dans la capitale américaine. «J'ai pensé +Ca ne peut pas être vrai, c'est tout simplement impossible+, confie-t-elle à l'AFP.

Comme après le décès de son benjamin, Paris, un lycéen de 19 ans abattu sur un trottoir et celui de l'ainé Montray, un père de famille de 28 ans tué dans un appartement, elle se sent «dévastée», «complètement perdue».

Pour la troisième fois, il lui faut «être forte», mettre sa douleur de côté pour protéger ceux qui restent. Seditra Brown, qui travaille comme concierge, a trois filles et 14 petits-enfants, dont neuf sont désormais orphelins de père. «Ils tiennent grâce à mon énergie: si je vais bien, ils vont bien; si je m'écroule, toute la famille s'écroule».

Armée d'une foi inébranlable, elle trouve «réconfort et paix» dans la religion et s'accroche à la promesse de jours meilleurs. «Dieu ne peut pas m'imposer toutes ces épreuves sans qu'il en sorte quelque chose de bon».

Elle s'appuie aussi sur ses souvenirs. «Il faut se rappeler des bonnes choses, des mauvaises, de toutes», dit-elle, évoquant la passion pour la musique de Paris, les talents sportifs de Kalif et la générosité de Montray.



- «TOUT PEUT ARRIVER» -

Seditra Brown reste toutefois rongée par l'inquiétude. «Une majorité de mes petits-enfants sont des garçons et c'est dur d'élever des jeunes hommes noirs à Washington», dit-elle, avant de se raviser: «Je m'inquiète aussi pour les filles car la violence par armes à feu ne les épargne pas.» Et celle-ci ne cesse d'augmen-

ter, relève-t-elle: 144 homicides ont été recensés à Washington depuis le 1er janvier, contre 127 sur la même période en 2020, une hausse de 13% identique à l'échelle nationale, selon des statistiques officielles. «Le problème, c'est toutes ces armes en circulation qu'on n'arrive pas à contrôler», estime la quadragénaire. «Les gens devraient renoncer à leurs armes, s'occuper de leurs enfants, prendre un livre...», malheureusement, «ce n'est pas la

tendance.» Détenir une arme est un droit constitutionnel aux Etats-Unis, où un tiers des adultes en possède au moins une. Et les Américains se sont précipités pour en acheter davantage depuis 2020, sous l'effet conjugué de la pandémie, des grandes manifestations antiracistes et des remous liés à l'élection présidentielle. Dans ce contexte, «on peut protéger nos enfants quand ils sont avec nous, mais dès qu'ils s'éloignent tout peut arriver», craint-elle.

- «COMBAT» -

La mère endeuillée note aussi que les victimes sont plus souvent noires que blanches. «Je n'aime pas soulever la question raciale, parce que ça peut arriver à tout le monde», dit-elle, mais «la société et l'environnement dans lequel on grandit» a un impact.

Ses trois fils ont grandi et sont morts dans le sud-est de Washington, un quartier majoritairement noir et défavorisé, où la criminalité est élevée et reste souvent sans réponse.

Loin des appels à couper les fonds de la police qui fleurissent depuis le meurtre de George Floyd sous le genou d'un agent blanc, Seditra Brown aimerait d'ailleurs voir «plus de policiers dans les rues, d'agents qui viennent voir les familles». Les meurtres de ses fils n'ont pas été élucidés, malgré une prime de 25.000 dollars pour toute information, et ses contacts avec les autorités sont inexistantes. Elle assure n'avoir aucune idée des causes de leurs décès. «J'aimerais savoir qui les a tués» mais «je ne pose pas de questions», dit-elle. «Que je sache ou pas ne les ramènera pas à la vie. Savoir n'est qu'une moitié du combat, et je me débats surtout avec l'autre: leur mort.»

Californie

L'étrange référendum à 280 millions de dollars

La majorité des Californiens ne veulent pas de cet étrange référendum qui coûtera près de 280 millions de dollars aux contribuables et qui risque de placer à la tête de l'Etat démocrate un candidat conservateur n'ayant recueilli qu'une fraction des bulletins.

Dix-huit ans après un vote similaire qui avait permis à Arnold Schwarzenegger de conquérir la cinquième puissance économique mondiale, la Californie doit se prononcer mardi sur la révocation de son gouverneur, le démocrate Gavin Newsom, 53 ans.

Politique expérimenté, l'ancien maire de San Francisco avait été élu haut la main en 2018 et son mandat ne s'achève théoriquement que l'an prochain.

Mais comme son homologue en 2003, Gavin Newsom se retrouve en butte à une disposition de la Constitution californienne qui autorise des électeurs mécontents à organiser un «scrutin de rappel» pour remplacer le gouverneur. Pour cela, il leur faut réunir les signatures d'au moins 12% des votants de la précédente élection, soit en l'occurrence environ 1,5 million.

Ce seuil a été facilement atteint par un mélange de militants républicains plus ou moins ultra-conservateurs et autres citoyens désabusés par l'impact économique et sanitaire du Covid-19, en particulier des petits chefs d'entreprise remontés contre les restrictions décidées par M. Newsom pour endiguer la pandémie. Mais les experts soulignent que les ingrédients qui ont fait le succès d'Arnold Schwarzenegger en 2003 face au gouverneur démocrate Gray Davis ne semblent pas réunis pour un «Terminator 2».

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'acteur devenu gouverneur, la Californie est encore plus fermement ancrée dans le camp démocrate.

Il paraît peu probable qu'un candidat républicain réédite l'exploit, d'autant qu'aucun d'entre eux ne réunit la stature hors du commun et les compétences politiques de la star.

Caitlyn Jenner a beau être relativement célèbre pour son appartenance au clan Kardashian, elle est nettement à la traîne dans les sondages, bien loin derrière le favori Larry Elder, animateur radio aussi conservateur que provocateur.

- «ARROGANCE» DES ÉLITES -

Le camp de Gavin Newsom prend toutefois au sérieux la menace de ce référendum pas comme les autres. Le plus important pour lui est de remporter la majorité des voix à la première des deux questions: «Gavin Newsom doit-il être révoqué?». Faute de quoi, son mandat cessera et son remplaçant sera celui des 46 candidats, en grande majorité républicains ou assimilés, qui remportera le plus grand nombre de suffrages pour la seconde question.

«Il est virtuellement impossible pour un Républicain de remporter une élection classique pour devenir gouverneur. Ce référendum est un chemin détourné vers le pouvoir», estime Jim Newton, spécialiste de la politique californienne à l'Université de Californie du Sud à Los Angeles (UCLA). «On s'expose à l'éventualité que 49% des Californiens votent pour le maintien de Newsom et qu'il perde au profit de quelqu'un qui a 18 ou 19%», résume-t-il, jugeant la procédure «ridicule». Dans ces conditions, c'est le taux de participation qui sera vraisemblablement la clé du scrutin: si les électeurs démocrates se mobilisent, Gavin Newsom sauvera sa place.

Mais ce dernier a commis une erreur funeuse en novembre dernier: participer sans masque à un dîner avec des lobbyistes dans un restaurant trois étoiles proche de San Francisco, ignorant éhontément les consignes sanitaires de lutte contre le Covid qu'il martelait à longueur de journée.

Les photos de la scène ont fait scandale, déclenchant une pluie de critiques sur l'hypo-



crisie supposée de M. Newsom, devenu pour beaucoup symbole des petits arrangements entre «élites» démocrates méprisants les Américains modestes.

Anne Dunsmore, responsable de l'organisation «Rescue California» qui a fait campagne pour la révocation, dénonce cette «arrogance» du gouverneur et du «système». Mais en écho aux nombreux partisans du référendum qui reprochent à M. Newsom le prix de l'essence, les impôts et l'immobilier trop élevés, elle insiste sur le fait que «les principaux enjeux ont toujours été le coût de la vie, la criminalité et les sans-abris».

Globalement, cela reste tout de même «en grande partie un référendum sur la façon dont Gavin Newsom a géré le Covid», tempère Jim Newton. La preuve? Aucune des précédentes pétitions lancées pour faire tomber le gouverneur n'avait abouti.

Elus au suffrage universel, les gouverneurs sont les chefs de l'exécutif dans les Etats américains. Ils disposent d'importants pouvoirs budgétaires, ainsi que sur les législations locales. La Californie et ses 40 millions d'habitants seraient surtout une prise très symbolique pour le Parti républicain avant les élections de mi-mandat l'an prochain.

Dubaï Des chameaux clonés pour gagner courses et concours de beauté

Pour optimiser leurs chances de remporter courses et concours de chameaux très populaires dans le Golfe, certains n'hésitent pas à acheter des animaux aux caractéristiques parfaites: des «reines de beauté» clonées par une équipe de scientifiques à Dubaï.

Moyennant des sommes importantes d'argent, des clients fortunés peuvent désormais s'offrir des bêtes au cou long et élégant arborant des lèvres qui tombent juste comme il faut pour taper dans l'oeil des jurés lors des concours de beauté de chameaux.

Au Centre de reproduction biotechnologique de Dubaï, qui donne sur les gratte-ciels de la ville émiratie, des scientifiques se penchent sur leurs microscopes tandis que des dizaines de chameaux clonés se baladent à l'extérieur.

«Nous avons tellement de demandes que nous ne sommes pas en mesure de tenir le rythme», déclare à l'AFP le docteur Nisar Wani, directeur scientifique du centre. Son équipe travaille jour et nuit pour produire des copies conformes des plus beaux camélidés.

Surnommés «navires du désert» en arabe et utilisés autrefois pour transporter des marchandises à travers la péninsule arabique, les chameaux occupent une place importante dans la culture traditionnelle du Golfe.

- «L'APPARENCE QUI COMPTE» -

«Cette année nous avons eu 28 grossesses de chameaux clonés (jusqu'à présent), et l'année dernière nous en avons eu 20», affirme M. Wani avec fierté. C'est sous son oeil vigilant qu'est née en 2009 Injaz, la première chamelle clonée au monde.

Douze ans plus tard, la plupart des clients de M. Wani sont prêts à déboursier entre 200.000 et 400.000 dirhams (46.000 à 92.000 euros) pour se vanter d'avoir la plus belle bête lors des concours de beauté, où les chameaux se trémoussent dans des hippodromes poussiéreux devant un panel de juges.

Il n'est d'ailleurs par rare qu'un scandale impliquant des injections de botox ou autre «tricherie» ne vienne entacher ces compétitions, qui présentent un enjeu de taille vu les sommes octroyées aux gagnants.

Ici, c'est surtout l'apparence qui compte, explique à l'AFP Saud Al-Otaibi, directeur d'une vente aux enchères de chameaux au Koweït. «Le prix d'un chameau est fixé en fonction de sa beauté, de sa santé et de la notoriété de la race.»

Certains ont également recours au clonage pour reproduire des chameaux de course très compétitifs, ou encore des animaux capables de produire du lait en grande quantité.

Une chamelle clonée peut produire 35 litres de lait par jour, soit sept fois plus qu'une chamelle ordinaire, explique M. Wani.

Or, le lait de chamelle est populaire dans le Golfe. Il côtoie le lait de vache dans les supermarchés et le carpaccio de chameaux s'invite aux tables de certains restaurants luxueux.

- OVULATION MULTIPLE -

La technique de clonage consiste à récupérer de l'ADN dans des cellules de l'animal qu'on veut cloner et insérer cette ADN dans les ovules des chameaux porteuses. Cette pratique, fréquente dans de nombreux pays, est dénoncée par les groupes de défense des droits des animaux.

Tandis que les commandes pour des camélidés «champions» affluent aux Emirats, seul pays du Golfe à avoir des cliniques dédiées au clonage, les scientifiques développent de nouvelles techniques pour tenir le rythme, comme l'«ovulation multiple».

«Dans ce processus, nous +super-stimulons+ les femelles championnes (aux caractéristiques recherchées) et nous les accouplons avec des mâles champions», explique M. Wani.

«Nous recueillons les embryons de ces femelles après sept ou huit jours puis nous les insérons dans des mères porteuses tout à fait ordinaires (...) Au lieu de produire un bébé à la fois en une année, nous pouvons en produire plusieurs», ajoute-t-il.

Une chamelle ordinaire peut porter normalement un à deux petits tous les deux ans.

Certains clients ont recours au clonage non pas pour l'esthétique, mais pour «ressusciter» un compagnon chéri, une envie que comprend bien M. Wani.

Car si la naissance d'Injaz a constitué le moment de sa carrière dont il est le plus fier, la mort de la chamelle a été difficile à surmonter.

«Elle est morte cette année. Quand nous sommes arrivés le matin, son utérus s'était rompu. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour la sauver. C'était le moment le plus triste (de ma carrière)», confie-t-il.

Un homme tente de se tuer en s'immolant par le feu en plein Tunis



Un homme a tenté de se tuer en s'immolant par le feu en plein centre-ville de Tunis samedi, selon la Protection civile et des témoins, un geste qui rappelle celui du travailleur précaire tunisien qui fut le déclencheur de la révolution de 2011. Un homme de 35 ans «s'est immolé par le feu sur l'avenue Habib Bourguiba, il a des brûlures au troisième degré et on l'a transféré rapidement à l'hôpital pour grands brûlés», a indiqué la Protection civile à l'AFP.

Il souffre de «brûlures sur tout le corps», a précisé le porte-parole de la Protection civile, Moez Tria, ajoutant ne pas pouvoir en dire davantage sur sa situation personnelle ou ses motivations. Il n'a pas été possible pour l'AFP d'obtenir d'autres informations sur son état auprès de l'hôpital pour grands brûlés de

Ben Arous, où il est soigné.

Selon un témoin interrogé par l'AFP sous couvert d'anonymat, l'homme est arrivé sur l'avenue qui traverse le centre de Tunis, accompagné d'un autre, plus jeune.

Ils ont tenté d'attirer l'attention de journalistes qui se trouvaient là et le plus âgé a ensuite sorti une bouteille remplie d'un produit inflammable, s'en est aspergé et y a mis le feu avec un briquet, selon ce témoin.

Des passants ont tenté de s'emparer du briquet mais l'homme s'est mis à courir au milieu des terrasses de cafés très fréquentées. Il a été secouru par des personnes qui ont essayé d'éteindre le feu avec les moyens du bord, avant l'intervention des pompiers.

La police a mis en place des barrières derrière lesquelles une journaliste de l'AFP a pu voir les baskets

calcinées de l'homme, quelques minutes après son immolation.

Ce geste fait écho à celui de Mohamed Bouazizi, le vendeur ambulant de 26 ans qui s'était immolé par le feu le 17 décembre 2010, déclenchant la révolution tunisienne qui a mis fin au règne du président Zine el Abidine Ben Ali et donnant le coup d'envoi aux révoltes des Printemps arabe dans d'autres pays de la région.

Samedi dernier, Neji Hefiane, un jeune homme de 26 ans blessé lors de la Révolution de 2011, est mort après s'être immolé par le feu deux jours plus tôt sous les yeux de sa famille dans une banlieue populaire de Tunis, a annoncé à l'AFP sa famille lundi. Sans travail, il avait en théorie droit à une indemnisation et divers avantages en tant que «blessé» de la révolution.

France: l'homme qui a giflé le président Macron dit n'avoir «aucun regret»



L'homme condamné à quatre mois de prison ferme pour avoir giflé le président français Emmanuel Macron, a dit n'avoir «aucun regret» à sa sortie de prison samedi.

«J'exprime aucun regret au sujet de cet acte», a déclaré sur BFM TV Damien Tarel, 28 ans, sorti samedi matin de la prison de Valence (Sud-Est) où il a purgé une peine de trois mois. «Il s'agit juste d'un petit soufflet, je pense que Macron s'en est remis extrêmement bien», a-t-il ajouté pour qualifier son geste.

En marge d'un déplacement d'Emmanuel Macron dans la Drôme (Sud-Est) le 8 juin, ce passionné du Moyen Age avait frappé le président de la République au visage au cri de «Montjoie Saint-Denis» (un cri de guerre royaliste, égale-

ment popularisé par la comédie à succès «Les Visiteurs» en 1993) et «A bas la macronie».

«On n'est pas sur un tabassage comme il a pu y en avoir dans les manifestations de gilets jaunes où il s'agit d'un peuple qui exprime son mécontentement», a poursuivi le jeune homme aux longs cheveux bruns, coiffé d'un béret noir.

Son acte avait provoqué une importante vague de protestations au sein de la classe politique française.

Jugé en comparution immédiate deux jours, l'homme sans emploi et vivant des minima sociaux avait alors reconnu son ancrage à la droite du spectre politique.

«Ce jour-là, j'étais venu contester le président Emmanuel Macron et ce que j'ai vu, ce sont des travailleurs

gilets jaunes (du nom du mouvement de protestation né en France fin 2018, NDLR) qui étaient là pour manifester leur mécontentement, des gens qui travaillent très dur, souvent âgés, qui se sont fait exfiltrer par des forces de police payées par leurs impôts et «ça m'a révolté», a poursuivi le jeune homme.

«Le peuple est muselé, comment voulez-vous qu'il passe ses idées aujourd'hui?», a-t-il questionné, regrettant que le référendum ne soit «plus appliqué».

L'homme a par ailleurs assuré qu'il se rendrait aux manifestations antipass sanitaire prévues samedi: «c'est ma priorité en étant sorti de prison, au moins pour le symbole, de rejoindre ce mouvement qui conteste la décision du pass sanitaire».

Allemagne : des milliers de manifestants contre le salon de l'automobile à Munich

Des milliers de militants écologistes ont manifesté samedi contre la tenue du salon allemand de l'automobile (IAA) à Munich (sud), estimant que le secteur n'en fait pas assez pour réduire ses émissions de gaz à effets de serre, a constaté une journaliste de l'AFP.



« La crise climatique est déjà là, pas besoin d'IAA », « Laissez nous sauver la planète » : des militants ont débuté dans la matinée, pancartes à la main, une manifestation sur la Theresienwiese, une immense place de l'ouest de ville.

Après une marche autour de la gare de Munich, les manifestants sont revenus sur cette place, où ils se sont rassemblés dans une ambiance familiale et calme, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ils ont été ensuite rejoints par des militants à vélo, venus de toute la région, en début d'après-midi.

Près de 25.000 personnes ont participé aux rassemblements, selon l'Aussteigen, le collectif à l'origine des manifestations.

Il regroupe huit associations, dont Greenpeace, le mouvement altermondialiste Attac et l'ONG allemande BUND.

« Nous sommes venus pour mettre la pression », indique à l'AFP Gisela, 61 ans, qui réclame « plus de pistes cyclables ».

« Je suis en colère, car on donne tellement de place à l'automobile », déplore de son côté Hannah, 32 ans, elle aussi présente dans le cortège. Le salon allemand de l'automobile (IAA), grand raout du secteur,

se déroule depuis mardi et jusqu'à dimanche dans le salon des congrès de la ville.

Il se présente cette année comme une vitrine du grand défi de l'électrification pour la branche et veut donner une tribune à la « mobilité » plutôt qu'à l'auto, avec notamment plus de 70 marques de vélos.

Mais ce nouveau concept n'a pas calmé les revendications. « Malgré son aspect durable, l'IAA reste le salon de l'industrie automobile », estime dans un communiqué l'Aussteigen. « BMW, Volkswagen, Daimler et compagnie continuent de gagner de l'argent principalement avec des moteurs thermiques », ajoute le collectif. Plusieurs rassemblements ont déjà eu lieu ces derniers jours, à l'initiative de collectifs écologistes. Vendredi, des militants ont notamment bloqué le stand de Mercedes-Benz installé dans le centre-ville de Munich, brandissant des banderoles « la voiture, c'est fini » (« car is over ») ou accusant le salon de « greenwashing ».

Un petit groupe de manifestants a réussi à interrompre le trafic sur l'autoroute reliant les stands au centre-ville au centre des congrès où se tient l'IAA. Plusieurs activistes ont été interpellés par la police.

Le président sortant de l'AG de l'ONU Le monde est « en retard » pour résoudre les grands défis

Le Président sortant de l'Assemblée générale des Nations Unies, Volkan Bozkir, a estimé que le monde est « en retard pour résoudre les plus grands défis mondiaux et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) ».

S'exprimant, jeudi, à New York lors d'une dernière conférence de presse, le président sortant de l'Assemblée générale (AG), a estimé que le monde est « en retard pour résoudre les plus grands défis mondiaux et atteindre les ODD ». Abdulla Shahid, des Maldives, lui succédera au poste de Président de l'Assemblée générale (AG) pour la 76e session à la fin du mois.

Pour Volkan Bozkir, « la pandémie a mis à nu de nombreuses fausses hypothèses, telles qu'une diplomatie efficace ne nécessitant pas d'interaction face à face, ou l'idée que l'ONU ne pourrait pas gérer une crise d'une telle ampleur, ou encore que le monde continuerait inévitablement de devenir plus égalitaire, à la fois au sein des nations et entre elles ».

« Je pense que tous ces mythes se sont brisés », a-t-il déclaré. Volkan Bozkir a dit avoir réalisé, dès le début, que la diplomatie ne pouvait pas être menée virtuellement. « Je pense que nous avons connu beaucoup de succès et bien que nous ayons encore

un long chemin à parcourir, l'ONU est certainement plus vivante qu'elle ne l'a été en 17 mois », a-t-il déclaré.

L'Assemblée générale a tenu 16 réunions de haut niveau, deux sessions extraordinaires et organisé des élections, y compris la reconduction du Secrétaire général, António Guterres, pour un deuxième et dernier mandat. M. Bozkir a aussi souligné une « immense concentration sur la nécessité de faire face aux vulnérabilités des femmes et des pays pauvres ». En conséquence, deux conseils consultatifs ont été créés. Il pense que cette « initiative naissante continuera à se concentrer sur de vrais défis qui se perdent parfois dans le jargon de l'ONU ». Selon M. Bozkir, l'année écoulée a souligné que les outils et mécanismes de prévention à la disposition de l'ONU ont besoin d'être révisés. « L'ONU ne peut pas ne faire que réagir aux crises. Cela doit être un organe préventif, qui doit agir plus tôt pour prévenir ou se préparer aux crises », a-t-il ajouté. Enfin, il a laissé quelques recommandations à ses collègues et à son successeur. Il pense qu'il est nécessaire de rationaliser et d'approfondir le travail de l'Assemblée générale. Pour lui, « le succès ne se mesure pas au nombre de réunions que nous avons, mais à leur qualité, leur format, leur impact ».

APARTEMENTS

■ Vds F4 acté 93 m² à Hassi Benokba, 1^{er} étage, 3 locataires dans le bloc, pas de vis-à-vis, clim, barreaudage, possib échange contre F3 à Oran. Prix fixe 800 U - 0661.72.11.34

■ Cherche achat appart F3, au 1^{er} ou 2^{ème} étage, superficie entre 70 et 80 m², à un prix raisonnable - Tél : 0561.33.09.34

■ Loue f3, Yasmine, 11^{ème} (2U), F3 Cavaignac 3^{ème} (3U), F3 meublé, centre-ville, 5^{ème} (6U) F1 St Pierre, Rdc (1.5 U) AG Abdallah 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Promotion immobilière loue et vend des locaux et logements F3 à Belgaid, à proximité de la mosquée Machallah - Tél : 213.558.79.43.27

VILLAS

■ Loue grande villa à Paradis-plage, Ain El-Turck, composée gd F4 +3 F2 + gd garage + jardin, b/ eau, idéal pour crèche, école maternelle - 0771.23.13.90 - 0661.23.35.00

LOCAUX

■ Vds à Bel-Air, Oran, 50 m du bd Froment Coste, local com 160 m² (R : 20 m² + 1^{er} : 40 m²), acté R : bureau, P-DG, openspace, 2 SDB, idéal pour F. libérale + wifi + parking - tél : 0560.19.75.28. Px 1M900

■ A vendre magasin sous les Arcades 61, rue Larbi Ben M'hidi Oran. contacter -0793.47.16.60

EMPLOIS

■ Clinique à Oran cherche pour emploi à temps plein informaticien, un délégué médical. Cdiag123@gmail.com

DIVERS

■ Docteur Lazouni, test auditif gratuitement, enfants et adultes : Oran, Bouira, Saïda, Tlemcen, Mascarta - Tél : 0560.20.27.65

■ L'école UniBeauté informe son aimable clientèle de l'ouverture des inscriptions pour la nouvelle année 2021/2022 en massothérapie, esthétique, coiffure (F/H) - Tél : 041.83.41.41 / 0770.00.53.43 - FB UniBeauté-officielle

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60-0771.39.49.82

TERRAINS

■ Vds terrain 250 m², Bel Air + 253 m² St-Eugène + 380 m² DF S/Maâouf + 525 m² Gambetta + 600 m² Boutléilis + 2000 m² 3F Canastel + 1.500 m² St-Charles + 1.600 m² F. Maritime 2.900 m² Pt/Jour... - 041.36.16.43 / 42

PENSÉE

Farah Driss

Papa, déjà 2

ans. Tu as

laissé un grand

vide dans ma

vie et tes derniers mots que je

n'oublierai jamais

نحبك نحبك

Je pleure ton absence mais ma

plus grande souffrance est

quand je me rends compte que

tu ne reviendras plus.

Ta fille préférée Malika

إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

Le 11.09.2021

Le temps qui passe

ne cicatrice pas, ne

guérit pas, il force à

la résignation, le 11

septembre 2005,

disparaissait pour un

monde meilleur

notre cher père **Belkacemi Bachir**.

En se douloureux souvenir, sa famille

Belkacemi Kadi de Marseille, sa femme,

ses enfants Chahrazed, Azouza, Chérifa,

Mohamed, Ali, Rachid, Babi, ainsi que la

famille Hamoudi, la famille Faradj,

Mecheri, Latreche, et Charef Hamza,

demandent à tous ceux et celles qui l'ont

connu, aimé d'avoir une pieuse pensée à

sa mémoire. « A Dieu nous appartenons

et à Lui nous retournons ».

الله يرحمك

إننا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE

Cela fait 40 jours que

Madame DIB née KHELOUFI Dalila

a rejoint le Seigneur des mondes.

A cette occasion son époux DIB Boualem, ses enfants Mohamed-Redha, Akram, Fella et Soumia demandent à tous ceux qui les connaissent d'entre parents et alliés, amis et voisins d'avoir une pieuse pensée à la mémoire de la défunte et prier Dieu Le Tout-Puissant de lui accorder

clémence et miséricorde et de l'héberger

dans Son Vaste Paradis.

اللهم اغفر لها وارحمها وأسكنها فسيح جناتك

Office public des ventes

Maître Abbadi Abdelkader

Commissaire priseur près le tribunal d'Oran

Avis de vente aux enchères publiques

du jeudi 23/09/2021 EPO port d'Oran

Précision : l'heure de la vente est fixée à 09h30mn

Cherche jardinier qualifié pour entretien et gardiennage dans une propriété privée

Qualités: Expérience dans le domaine, bonne moralité, résidant à Oran-ville

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant: **041.38.62.84**

Entreprise familiale recrute :

Un Chauffeur

Conditions exigées :

Expérience de plus de 10 ans dans le domaine, présentable, sens de responsabilité, possède permis de conduire ancien, sérieux, polyvalent, flexible, libre de suite, apte aux déplacements et discipline.

Veuillez envoyer votre CV sur l'adresse mail suivante :

NORC.ACTIV25@gmail.com

Ou appeler le numéro suivant : **041-38-62-84**

2

20.05 Les héritiers



Téléfilm policier - France - 2021
Avec Pierre Perrier, Carole Weyers, Idir Chender, Sofia Essaïdi
Diane Granger, la directrice d'Artemis, un cabinet de gestion de crise influent, a disparu sans laisser de traces après avoir décidé de faire une sortie en solitaire sur son voilier. Sans nouvelles d'elle depuis une semaine, Stan, Claire et Mehdi, trois jeunes conseillers de l'agence, en informent la police. D'autant que les clients du cabinet s'inquiètent de son absence.

3

20.05 Robert Badinter, la vie avant tout



Le 18 septembre 1981, la France abolit la peine de mort avec 363 voix pour et 117 contre. Pour Robert Badinter, alors ministre de la Justice de François Mitterrand, qui a conduit la réforme au Parlement, c'est l'œuvre de sa vie. A 53 ans, il entre dans l'Histoire. Raconté grâce à des archives, par son épouse Elisabeth et ses amis Laurent Fabius, Jean-Marc Sauvé, François Binet et Jacques Attali, ce document éclaire sur une des personnalités préférées des Français. Et rappelle combien il a été confronté, pendant plus d'une décennie, à une violence inouïe et à l'opprobre.

4

20.05 Soirée brésilienne



Revivez la soirée brésilienne captée le 26 juin dernier dans le cadre du festival Jazz à Vienne avec, à l'affiche, Chico César et Lucas Santtana avec João Selva & Baptiste Herbin. Chico César, figure majeure de la scène musicale actuelle au Brésil, voix doucement enrouée, posée, caressante, est à la fois un chanteur de son époque et un artiste intemporel qui, loin de s'endormir sur ses lauriers, se réinvente corps et âme, ou plutôt look et musique, à chaque album, à chaque tournée pour mieux nous enchanter.

5

arte

TF1

10.45 La quotidienne
12.05 Anchorage, ville sauvage
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Vues d'en haut
14.05 L'Amérique vue du ciel
15.00 Les cathédrales gothiques
15.55 C Jamy
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.55 France terre sauvage - l'eau vive
21.25 C ce soir
22.30 La p'tite librairie

11.20 À la rencontre des peuples des mers
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 Coeur de tonnerre
14.35 Espagne, l'histoire vue du ciel
15.00 Le temple oublié de Banteay Chhmar
15.55 Invitation au voyage
16.45 X.enius
17.10 L'Afrique sauvage en quatre saisons
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.48 A Musée Vous, A Musée Moi
19.55 Peur primale
22.00 De chair et d'os

09.35 Un dernier pas vers l'amour
11.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.05 Si près de chez vous
15.55 Doctor Who
20.05 Crimes

C8

11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7
18.14 TPMP : Le before
18.41 TPMP : première partie
19.38 Touche pas à mon poste !
20.15 Deadpool 2
22.30 Logan



CANAL+ CINEMA 19.53
BRAQUAGE FINAL

Film d'espionnage - Espagne - 2021
Avec Freddie Highmore, Sam Riley, Astrid Berges-Frisbey, José Coronado
En 1645, dans l'Océan atlantique, à 40 kilomètres des côtes espagnoles, un navire coule, et avec lui, une importante quantité de lingots d'or. En septembre 2009, Walter Moreland, son complice James et une équipe de plongeurs britanniques tentent discrètement de s'emparer du butin, avant d'être repérés par les garde-côtes espagnols. L'affaire et jugée et les lingots sont transféré quelques mois plus tard dans une banque madrilène, qui doit les conserver une dizaine de jours dans ces coffres.

W9 20.05

58 MINUTES POUR VIVRE



Film d'action - Etats-Unis - 1990
Avec Bruce Willis, Bonnie Bedelia, William Atherton, Reginald VelJohnson
La veille de Noël, l'inspecteur de police John McClane attend son épouse Holly à l'aéroport de Washington. Il remarque bientôt deux individus étranges qui rentrent dans des locaux interdits au public, et décide de les suivre. Son intervention provoque une fusillade et il réussit à venir à bout des agresseurs. Il alerte les responsables de l'aéroport, qui semblent n'accorder aucune importance à l'incident. Au même moment, des terroristes prennent d'assaut la tour de contrôle et empêchent les avions d'atterrir. Ceux-ci risquent alors de s'écraser, faute de carburant.

RTL9 19.55

CONJURING 2 : LE CAS ENFIELD



Film d'horreur - Etats-Unis - Canada - Grande-Bretagne - 2016
Avec Patrick Wilson, Vera Farmiga, Frances O'Connor, Madison Wolfe
A Amityville, dans l'Etat de New York, en 1976, la maison des Lutz est évacuée par la famille, qui affirme qu'elle est possédée. Les autorités ecclésiastiques font appel à Ed et Lorraine Warren pour expertiser la demeure. Un après cette expérience éprouvante, qui les rendra célèbres dans le monde entier, un nouveaux cas se présente dans la résidence Enfield, située non loin de Londres, celui de Janet Hodgson, une adolescente de 11 ans apparemment possédée par un esprit.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Joséphine, ange gardien



Série sentimentale - Belgique - France - Suisse - 2020
Saison 20 - Episode 5/5

- Haute couture
Avec Mimie Mathy, Victoria Abril, Dominique Besnehard, Andy Cocq
Cécilia, créatrice de mode, fait face au plus grand défi de sa carrière : tenter d'obtenir le label Haute-Couture, la distinction la plus prestigieuse de la Mode à Paris. Mais Cécilia est atteinte d'un glaucome et doit se faire opérer immédiatement au risque de perdre la vue !

6

20.05 L'amour est dans le pré



Saison 16 - Soirée 3 (1/2)
Présenté par Karine Le Marchand
Dans le Tarn-et-Garonne, Delphine reçoit chez elle ses prétendantes ... totalement opposées et clairement rentrées en compétition. Comment l'arboricultrice va-t-elle gérer cette situation ? Sébastien, lavandiculteur et éleveur de vaches Aubrac, recherche une femme calme, joyeuse et surtout pas possessive. Franck est prêt à accueillir ses deux invitées à la ferme qui devront non seulement conquérir le cœur du sylviculteur mais aussi plaire à Oregon, son labrador, ainsi qu'à sa mère.

CANAL+

20.09 On the Verge



Série humoristique - Etats-Unis - France - 2021
Saison 1 - Episode 4/12

- Le chat qui chia
Avec Julie Delpy, Elisabeth Shue, Sarah Jones, Alexia Landeau
Justine constate que son vieux chat se laisse aller de plus en plus souvent dans le salon. Elle tente de dissimuler la chose à son mari qui ne supporte plus le quadrupède. Yasmin a une vive explication avec sa voisine qui a découvert qu'elle a fait mettre son chien à la fourrière pour animaux en son absence.

PLANETE +

08.49 Nazis : de l'ascension à la chute
10.35 Le trésor perdu des Templiers
12.07 Mon aventure en Australie
12.58 La fureur du climat
14.45 Des marques en péril
16.29 Faites entrer l'accusé
18.09 Mon aventure en Australie
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Les secrets des bâtisseurs de pyramides
21.35 Guerrières de l'antiquité

TFX

08.30 Mamans & célèbres
12.25 Dawson
15.10 Mamans & célèbres
17.00 La bataille des couples
19.00 Friends



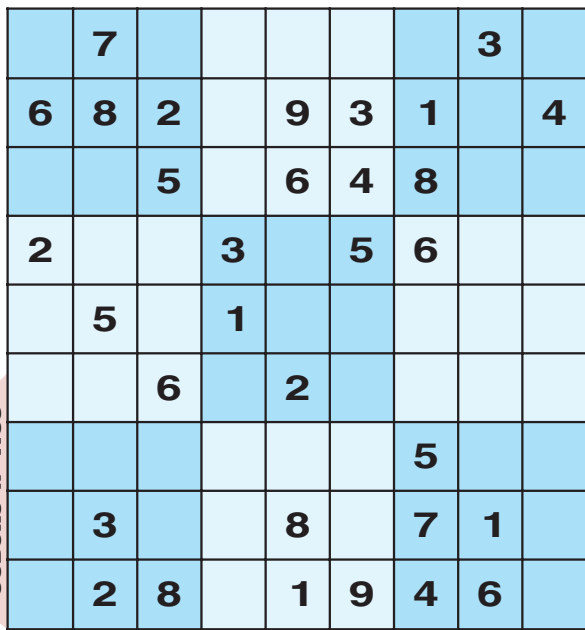
20.05 Appels d'urgence

W9

09.30 W9 Hits Gold
10.35 W9 Hits
11.50 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais vs le reste du monde
20.00 Météo
20.05 58 minutes pour vivre
22.20 Piège de cristal



Nucléaire iranien : le directeur général de l'AIEA à Téhéran



Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, est arrivé à Téhéran et doit rencontrer dimanche le vice-président de la République islamique et chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Mohammad Eslami, a annoncé une source officielle.

M. Grossi, qui effectue son deuxième voyage en Iran cette année, doit discuter avec M. Eslami de «l'arrangement temporaire entre (l'Iran) et l'AIEA sur la supervision des inspecteurs de l'AIEA et le contenu des caméras de surveillance de l'Agence installées dans les centres nucléaires iraniens», indique dans son édition de dimanche le journal Iran, publication gouvernementale.

En vertu d'une loi votée en décembre par son Parlement, l'Iran a restreint en février l'accès des inspecteurs de l'AIEA à certaines de ses installations nucléaires. La République islamique refuse depuis cette date de fournir en temps réel les enregistrements des caméras et autres outils de surveillance que l'agence onusienne a installés dans ces emplacements. Un compromis avait été négocié pour garantir un certain degré de surveillance mais il a expiré en juin. «Depuis février 2021, les activités de vérification et de surveillance ont été sérieusement entravées du fait de la décision de l'Iran» de restreindre les inspections, avait indiqué un récent rapport de l'AIEA.

La question des caméras de surveillance de l'AIEA s'inscrit dans le cadre plus large des pourparlers pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015. Cet accord offre à Téhéran un allègement des sanctions occidentales et onusiennes en échange de son engagement à ne jamais se doter de l'arme atomique et d'une réduction drastique de son programme nucléaire, placé sous strict contrôle de l'ONU.

Mais le pacte a été torpillé en 2018 par la décision de l'ex-président américain Donald Trump de s'en retirer et de rétablir les sanctions américaines. En riposte, l'Iran a renoncé à la plupart de ses engagements. Et les négociations entamées en avril pour tenter de ressusciter l'accord sont suspendues depuis juin.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Yémen : un incendie ravage les entrepôts d'aides humanitaires dans le port de Mokha

Un incendie s'est déclenché dans les entrepôts d'aides humanitaires au port de Mokha dans le gouvernorat de Ta'izz, au sud-ouest du Yémen, selon une source militaire yéménite. Plus tôt dans la journée du samedi, des éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) ont visé le port de Mokha avec quatre missiles et trois drones, selon des médias. «L'attaque du groupe Houthi contre le port de Mokha n'a fait aucune victime, mais il a causé de graves dommages aux stocks d'aides humanitaires», selon le colonel Waddah al-Dubaish, porte-parole des forces conjointes de la côte ouest.

Et d'ajouter : «les bombardements ont provoqué l'incendie des entrepôts d'aides humanitaires, contenant des dizaines de milliers de paniers de nourriture, qui devaient être distribués aux familles pauvres». Le porte-parole des forces conjointes



a souligné que «les forces armées ont réussi à abattre deux des trois drones attaquants», sans fournir de plus amples éclaircissements. L'armée yéménite et les Houthis partagent le contrôle du gouvernorat de Ta'izz, qui abrite la plus forte

densité de population au Yémen. Le Yémen est confronté depuis près de 7 ans à un conflit opposant les forces gouvernementales et les Houthis qui contrôlent plusieurs gouvernorats dont la capitale, Sanaa, depuis septembre 2014.

Moscou offre à Washington de relancer la coopération contre le terrorisme



La Russie s'est dite prête à relancer sa coopération avec les États-Unis pour lutter contre le terrorisme, samedi à l'occasion des commémorations du 20e anniversaire du 11-Septembre. L'ambassadeur de Russie aux États-Unis Anatoly Antonov a déclaré que la Russie partageait le deuil des États-Unis et assuré que Moscou était prêt à reprendre le dia-

logue mené par les ministres des Affaires étrangères des deux puissances en 2018-2019, sur la lutte contre le terrorisme. «La partie russe est prête à relancer» ce format de discussions.

«C'est notre priorité naturelle», a déclaré M. Antonov sur la page Facebook de l'ambassade de Russie, en dépit de relations bilatérales compliquées entre les deux pays. «Nous devons

mettre de côté toutes les contradictions et les différends et coopérer au profit de la sécurité et de la prospérité, non seulement de la Russie et des États-Unis, mais de l'humanité toute entière», a-t-il ajouté.

Il a exprimé la reconnaissance de la Russie envers les États-Unis, pour avoir partagé des informations qui ont permis d'éviter des attentats à Saint-Petersbourg en 2017 et 2019.

Les relations entre la Russie et les États-Unis, déjà tendues, se sont rapidement dégradées à mesure que le président Joe Biden a accru la pression sur le Kremlin après son élection à la tête des États-Unis, en janvier dernier. En mai, la Russie a qualifié les États-Unis de pays «inamical». Vendredi, Moscou a convoqué l'ambassadeur américain John Sullivan, accusant les géants du numérique américains d'ingérences avant les élections législatives russes de septembre.

Scepticisme général au Liban au lendemain de la formation d'un gouvernement



Scepticisme et critiques prévalent samedi au Liban au lendemain de la formation d'un gouvernement attendu depuis 13 mois qui aura la tâche colossale de redresser le pays englué dans une crise économique et sociale sans précédent.

Le pays a accouché vendredi d'un gouvernement dirigé par Najib Mikati, l'une des plus grandes fortunes du pays et qui a été déjà Premier ministre à deux reprises. La nouvelle équipe, composée de 24 ministres et dont la formation était une condition pour toute aide internationale, a vu le jour à l'issue d'interminables tractations politiques entre les partis au pouvoir, largement discrédités auprès de la population. «Le gouvernement de la confiance (quasi) impossible», a ainsi titré le quotidien arabophone Al-Akhbar, proche du parti chiite Hezbollah.

Les craintes unanimes exprimées dans les médias, sur les réseaux sociaux et par certains experts portent notamment sur la capacité du nouveau gouvernement à redresser une économie plus que jamais aux abois et sur sa marge de manoeuvre en matière de réformes. Et de se demander quels changements pourrait réellement apporter cette équipe, choisie par les «barons» issus des différentes communautés qui gèrent le pays depuis des décennies et dont les politiques clientélistes et les soupçons de corruption sont considérées comme à l'origine de l'effondrement économique du pays.

Mostra de Venise : les vainqueurs des principaux prix



Voici les vainqueurs des principaux prix décernés samedi soir lors de la cérémonie de clôture de la 78ème édition du festival de Venise. Lion d'or du meilleur film : «L'événement» d'Audrey Diwan (France) Lion d'argent - Grand Prix du Jury : «La main de Dieu» de Paolo Sorrentino (Italie) Lion d'argent - Prix de la meilleure réalisation : «La part du chien» de Jane Campion (Nouvelle-Zélande) Prix d'interprétation féminine : Penélope Cruz pour son rôle dans «Madrès paralelas» de Pedro Almodóvar (Espagne) Prix d'interprétation masculine : John Arcilla pour son rôle dans «On the Job: The Missing 8" d'Erik Matti (Philippines) Prix Marcello Mastroianni du meilleur espoir masculin ou féminin : Filippo Scotti pour son rôle dans «La main de Dieu» de Paolo Sorrentino (Italie) Prix spécial du jury : «Il Buco» de Michelangelo Frammartino (Italie) Prix du meilleur scénario : Maggie Gyllenhaal pour «The lost daughter» (États-Unis)

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

HUILE, SUCRE ET TORTS PARTAGÉS

Plafonner les prix de vente de l'huile et du sucre sera-t-il un remède, un tant soit peu, satisfaisant et suffisant pour tempérer l'incendie qui embrase actuellement le monde de la consommation des ménages ? La décision gouvernementale semble une mesure intermédiaire à d'autres qui vont probablement suivre en laissant une impression de tâtonnement face à un marché indigeste pour de nombreux foyers.

Il était prévu que le pouvoir actuel n'allait pas se redéployer sur un terrain de velours et tous les signes présageaient des difficultés économiques et sociales énormes renouvelant une situation identique à celle que l'Algérie a vécue un certain mois d'octobre 1985. Incriminer le gouvernement actuel, et sans doute même le président de la République, serait trop facile et certaines précipitations dans les

jugements négatifs à leur rencontre caractériseraient une injustice flagrante car les données des problèmes rencontrés aujourd'hui par la société algérienne n'ont pas la simplicité qu'on leur accorde. Avec raison et légitimité, la question salariale et le coût de la vie sont mis en avant mais sans tenir compte d'une indépendance et d'une souveraineté difficilement assumée pour des raisons profondes et plurielles dont l'Histoire contrariée et mouvementée du pays est la principale cause.

Il est vrai que les griefs adressés aux différents pouvoirs qui se sont succédé sont justifiés. Mais le jeune âge de la nation permet bien des circonstances atténuantes au vu des crises et des

malaises que vivent en permanence des pays autrement plus âgés et plus développés.

Il n'est pas faux d'affirmer qu'entre le peuple algérien et ses gouvernants, les torts sont partagés incapables qu'ils ont été de se tracer un itinéraire d'aisance et de progrès. L'un rendu chloroformé par le virtuel des idéologies importées, les autres accordant un sens trop emphatique à leurs responsabilités.

L'heure présente n'est plus au gigotement. L'huile et le sucre ne sont pas les seuls identifiants de la consommation. Des familles entières sont en passe de se nourrir d'herbes sèches et d'expédients et la crevette à 5.000 dinars le kilo tout en étant une insulte ne fait qu'étaler les tares d'une culture de consommation. Encore une fois, le marché et la rente par un mariage contre nature sont unis.